

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 386 - SEPTEMBRE 2026

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 386

Viandes bovines

Gros bovins

France

- Inquiétudes sur les fourrages, hausse des réformes laitières
- L'inflation sur le bœuf et le veau en léger recul

Jeunes bovins

Europe

- Les cours se raffermissent

Femelles

Europe

- Les prix des femelles se stabilisent

Maigre

- Le marché retrouve du dynamisme

Veaux de boucherie

- Frémissement des cours

Veaux laitiers

- Disponibilités élevées

Lait de vache

- Où va le lait de vache ? Le dossier est sorti !

Collecte laitière

- Production mondiale croissante, climat détraqué
- Un été qui met la filière laitière à l'épreuve

Consommation

- Cet été, les ménages ont acheté moins de beurre et de crème

Marché des produits laitiers

- Des cours soutenus pour la poudre maigre

Viande ovine

France

- Les très fortes chaleurs estivales déstabilisent la production et les marchés

UE et monde

- Un marché mondial toujours sous tension

Lait de chèvre et viande

Lait de chèvre

- Bonne tenue des livraisons malgré les vagues de chaleur successives

Prix du lait de chèvre

- Petite hausse du prix du lait au second semestre

Récolte française en berne

La rentrée redynamise le marché

Dernière révision le 21 septembre 2026

Viandes bovines » Gros bovins » France »

Inquiétudes sur les fourrages, hausse des réformes laitières

Dernière révision le 21 septembre 2026

Les inquiétudes sur le manque de fourrage pour l'hiver se renforcent. Les réformes laitières ont été plus nombreuses en fin d'été. Les réformes allaitantes restent à l'inverse très peu nombreuses et leurs cours se maintiennent. Les sorties de jeunes bovins sont dynamiques. Les cours ont stoppé leur baisse grâce à la reprise de la demande en Europe.

Les stocks fourragers s'annoncent tendus

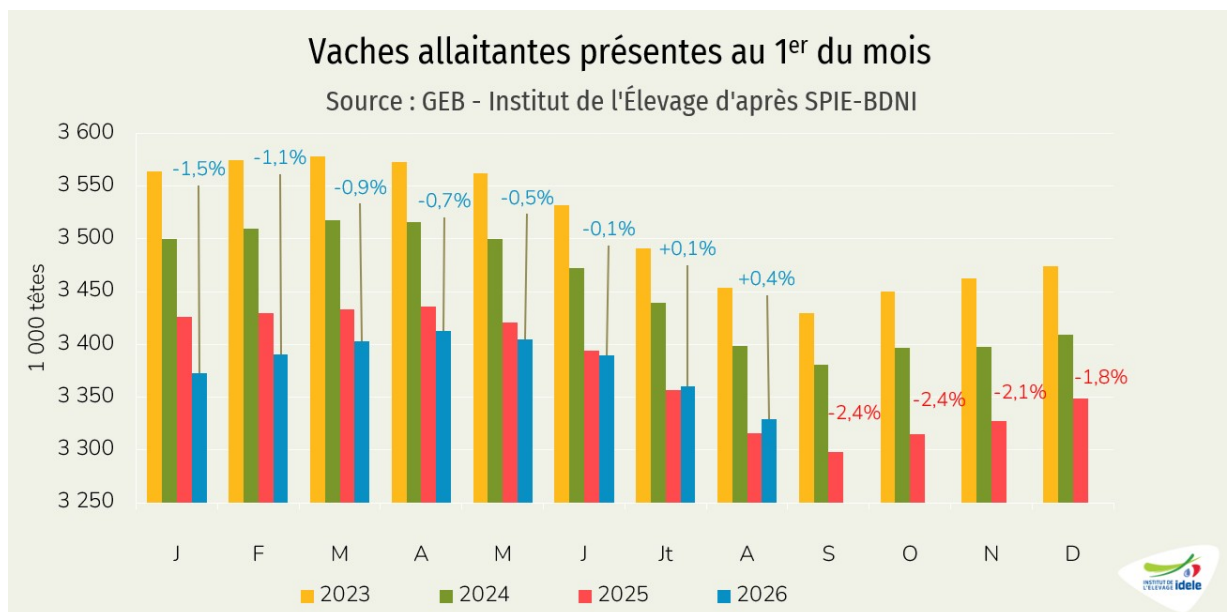
Canicules et sécheresse ont mis à l'arrêt la pousse de l'herbe dès le début de l'été. Les éleveurs ont dû affourager au champ et puiser dans les stocks. Les performances des maïs sont très dégradées dans certaines régions et **les stocks fourragers pour l'hiver s'annoncent tendus**. Pour plus d'information, la note Agroclimatique et prairies du RMT *Horizon Prairies* fait le point à mi-septembre sur la situation fourragère dans les différentes régions.

D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, **les abattages de vaches laitières sur les semaines 30 à 37 étaient en hausse de 7,0% par rapport à 2025**. A l'inverse, **ceux de vaches allaitantes étaient en baisse de 8,8%**.

Le **poids moyen** des vaches laitières restait **plus élevé** que l'an dernier (+0,4% à 320 kg), de même que celui des vaches allaitantes (+2,3% à 431 kg).

Stabilisation du cheptel ces derniers mois

La décapitalisation allaitante a ralenti de façon continue depuis l'été 2025. Au 1^{er} août, on assiste même à une **hausse d'un an sur l'autre du nombre de vaches allaitantes (+0,4% /2025), une première depuis dix ans**. À 3,329 millions de têtes, le nombre de vaches allaitantes restait toutefois inférieur de 2% à son niveau d'il y a deux ans.

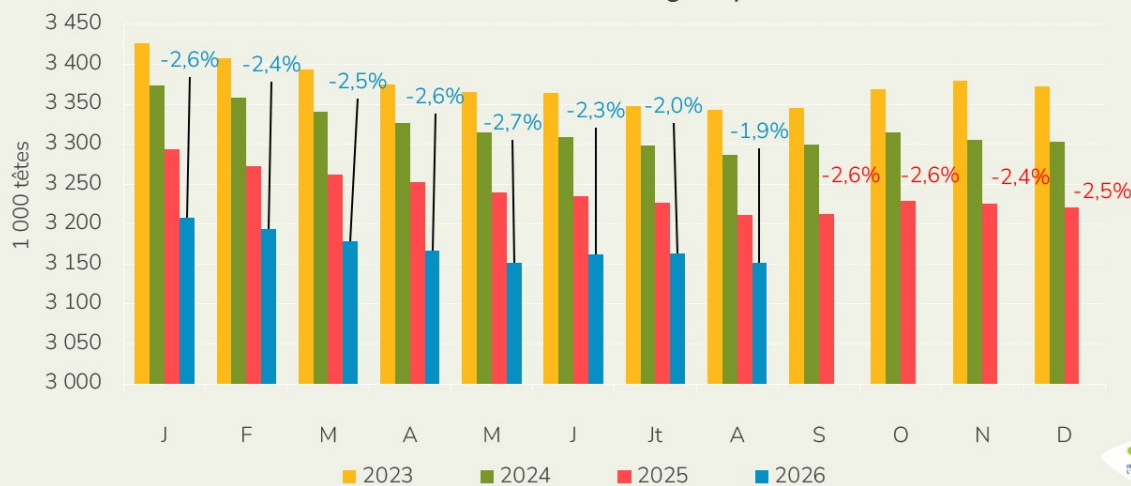


Les abattages ayant été très limités en août, cette inversion de tendance pourrait être confirmée au 1^{er} septembre.

À l'inverse, **le cheptel français de vaches laitières restait en baisse d'un an sur l'autre au 1^{er} août**, à 3,152 millions de vaches (-1,9% /2025 et -4,1% /2024).

Vaches laitières présentes au 1^{er} du mois

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI

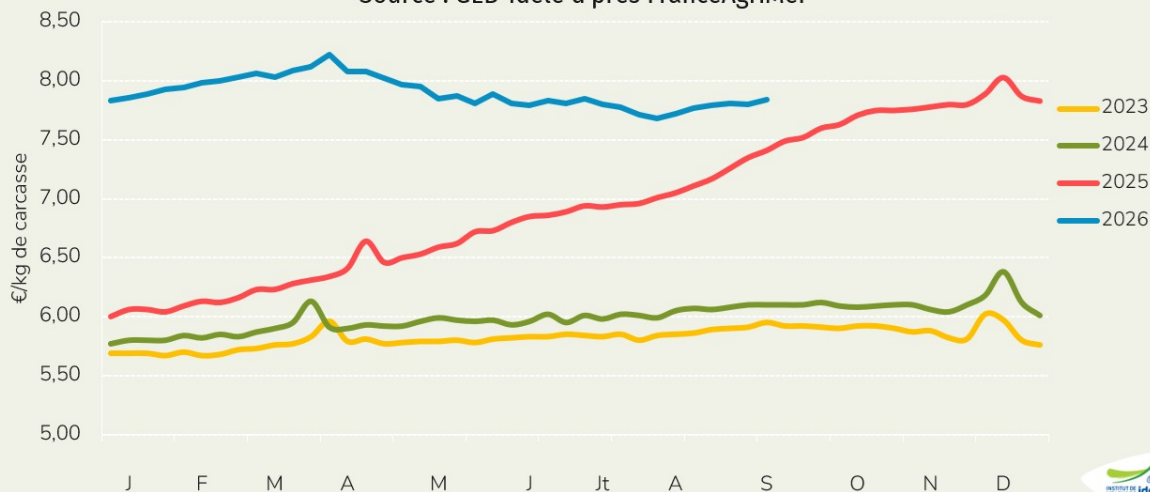


Les cotations des vaches de type viande sont bien orientées

Après avoir perdu entre 15 et 20 centimes au cœur de l'été, les cotations des vaches de type viande ont repris du poil de la bête à l'approche de la rentrée, regagnant 10 à 16 centimes selon les conformations entre fin juillet et début septembre.

Cotation de la vache U standard en France

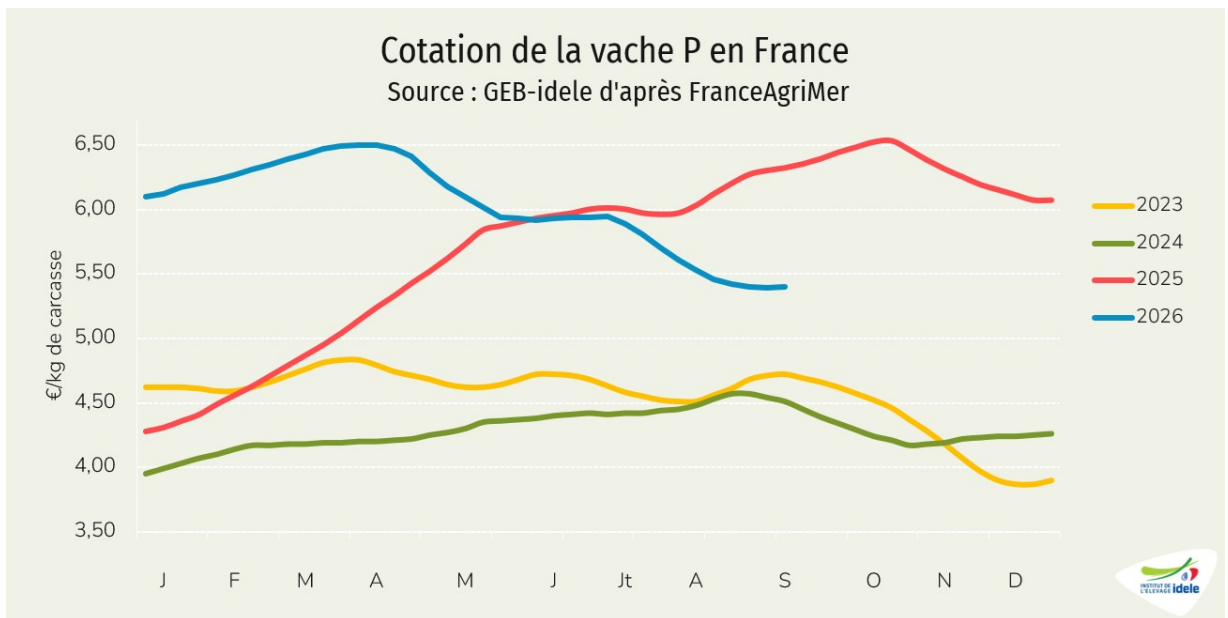
Source : GEB-idele d'après FranceAgriMer



La cotation de la **vache U standard** a regagné 16 centimes en 10 semaines, pour remonter à **7,84 €/kg de carcasse** début septembre (+6% /2025 et +29% /2024). Celle de la **vache R** a regagné 10 centimes, à **7,18 €/kg de carcasse** (+1% /2025 et +29% /2024).

Les cotations des laitières ont perdu 50 centimes depuis fin juin

Les cotations des vaches laitières ont plongé durant l'été, sous la pression du prix allemand et d'une offre plus importante. Elles sont à présent largement sous leur niveau de 2025.

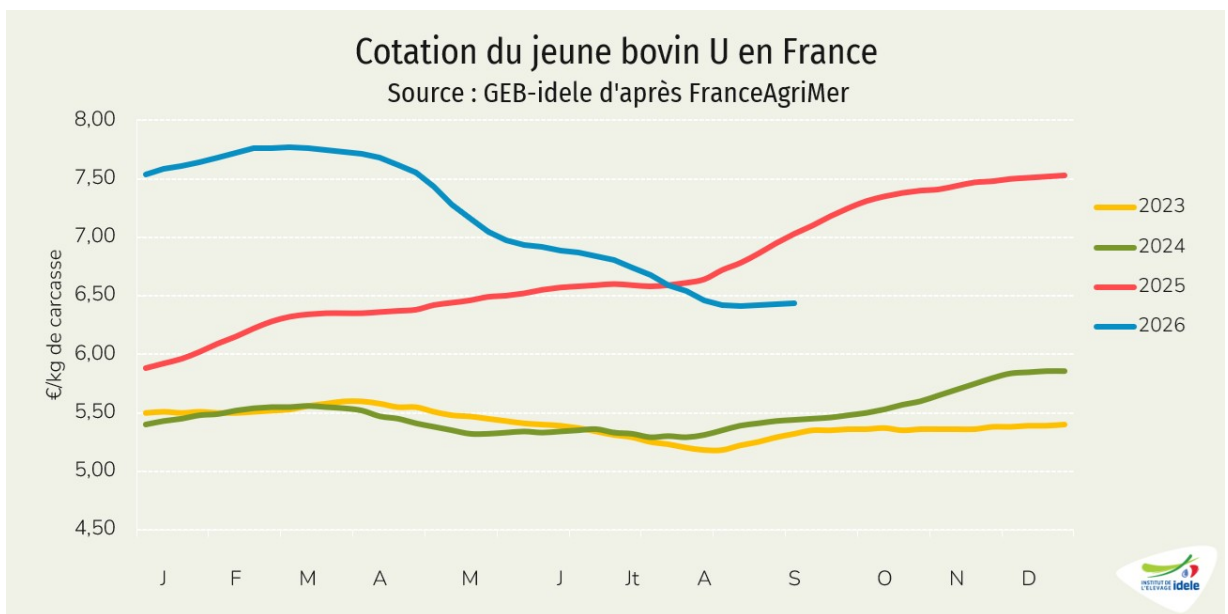


En semaine 37, la **vache O** avait perdu 48 centimes en 10 semaines pour coter **5,87 €/kg** de carcasse (-10% /2025 mais toujours +23% /2024). La **vache P** avait perdu 55 centimes, mais s'était stabilisée à **5,40 €/kg** (-15% /2025 mais +20% /2024).

Le marché du jeune bovin retrouve du dynamisme

Les cotations des jeunes bovins ont pâti des vagues de chaleur estivales qui ont limité la demande chez nos partenaires européens. La rentrée de septembre a permis de redynamiser le marché. Les cotations remontent en Italie et en Allemagne (lire l'article sur les jeunes bovins en Europe).

En France, le cours du jeune bovin U s'est stabilisé puis a regagné 3 centimes en trois semaines.

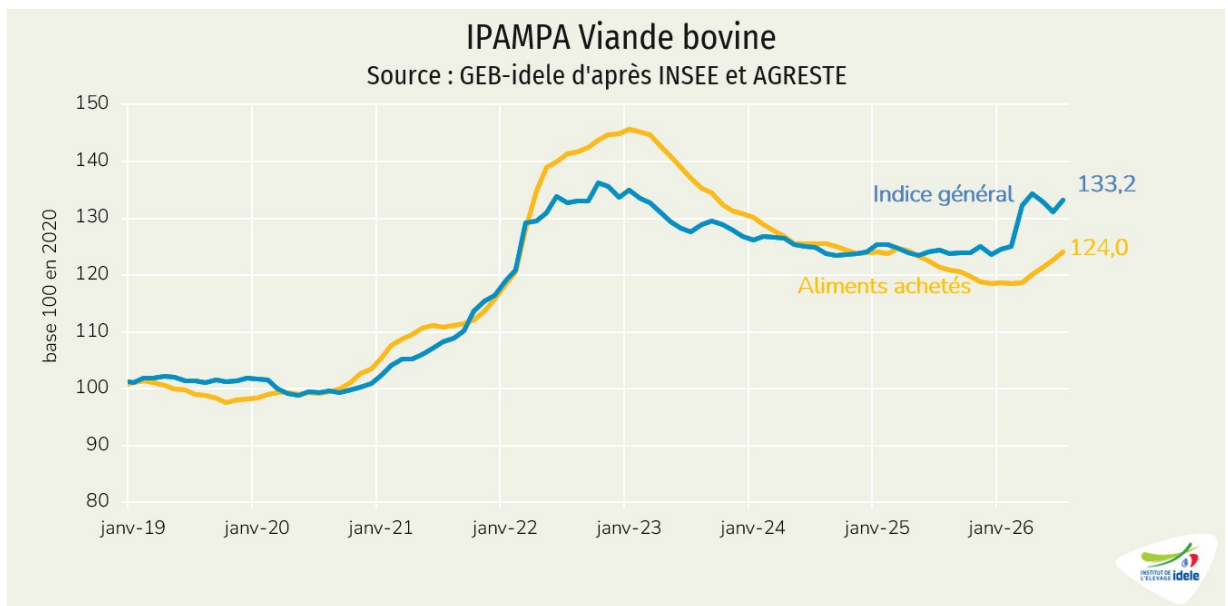


La cotation française du **jeune bovin U** se situait à 6,44 €/kg de carcasse en semaine 37 (-8% /2025 mais +18% /2024). Celle du **jeune bovin R** était à 6,26 €/kg (-9% /2025 et +18% /2024). Celle du **jeune bovin O**, à 5,63 €/kg, restait sous la pression de la baisse des laitières (-13% /2025 et +18% /2024).

La hausse se poursuit sur le prix des intrants

La flambée du **prix de l'énergie et des engrais**, déclenchée par la guerre au Moyen-Orient, se poursuit. Plus récemment, **les prix des céréales ont entamé une hausse rapide**. Les intrants continuent donc de se renchérir, pesant sur les coûts de production (lire notre zoom sur le marché des matières premières).

Après avoir légèrement fléchi en juin, l'**IPAMPA viande bovine** (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles) **est reparti à la hausse en juillet**. Il a atteint 133,2 (+7,0% / juillet 2025). La flambée des postes énergie et lubrifiants (+42% /2025) et engrais et amendements (+14%) explique l'essentiel de la hausse.



À noter, l'IPAMPA ne couvre pas l'ensemble des charges des exploitations. D'autres charges comme les coûts salariaux ou les coûts des travaux par tiers, qui ne sont pas prises en compte dans l'IPAMPA, restent en hausse par rapport à 2024. Compte tenu de l'inflation de plus de 2% constatée en mai, le SMIC a été revalorisé automatiquement de 2,42% à partir du 1er juin, portant le montant brut horaire à 12,31 €.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

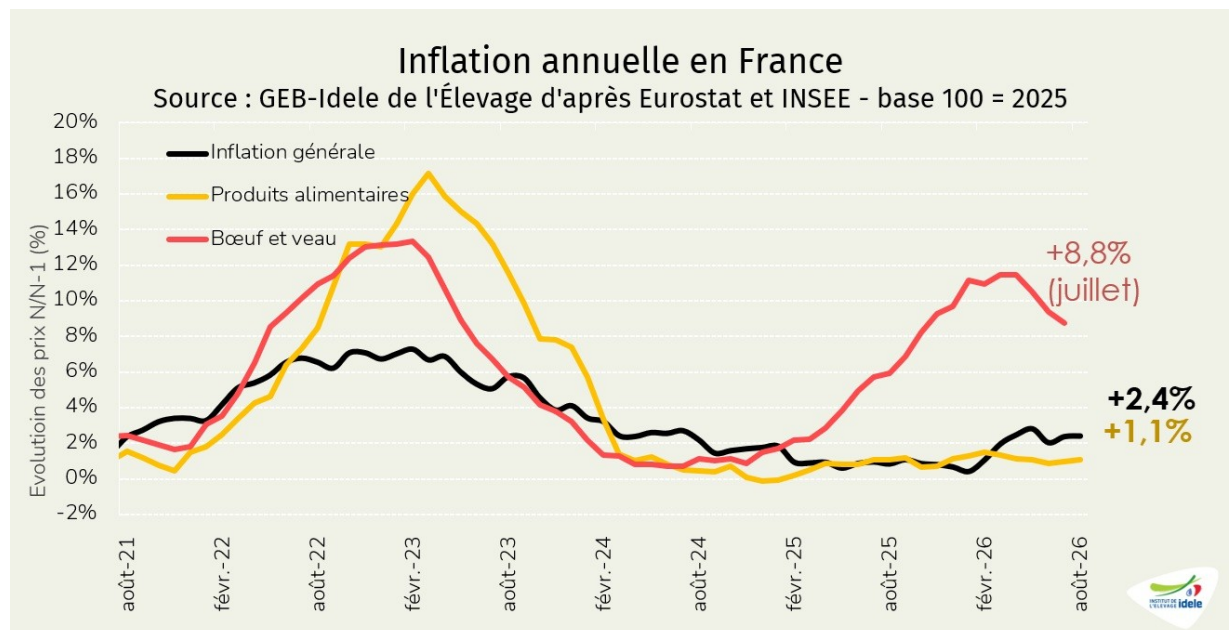
L'inflation sur le bœuf et le veau en léger recul

Dernière révision le 21 septembre 2026

L'inflation sur le bœuf et le veau ralentit depuis mai. Le disponible consommable de viande bovine et de veau a diminué, du fait du recul des abattages et de la contraction du commerce extérieur français.

En juillet, l'inflation sur le prix du bœuf a reflué

En août selon l'INSEE, l'inflation générale des prix en France était de 2,4% sur un an. Les prix des produits pétroliers ont accéléré leur hausse sur un an (+16,7%, après +12,6% du fait du conflit au Moyen-Orient). L'alimentaire augmentait modérément, à 1,1% contre 1,0% le mois précédent sur un an. L'alimentaire frais a, en revanche, accéléré son rythme de hausse (+5,9% sur un an contre +3,8% un mois plus tôt) du fait des canicules et sécheresses qui ont raréfié tomates, courgettes, etc. Le prix au consommateur du bœuf et veau poursuivait une lente décélération, à +8,8% en juillet (dernière donnée disponible) contre +9,4% en juin.

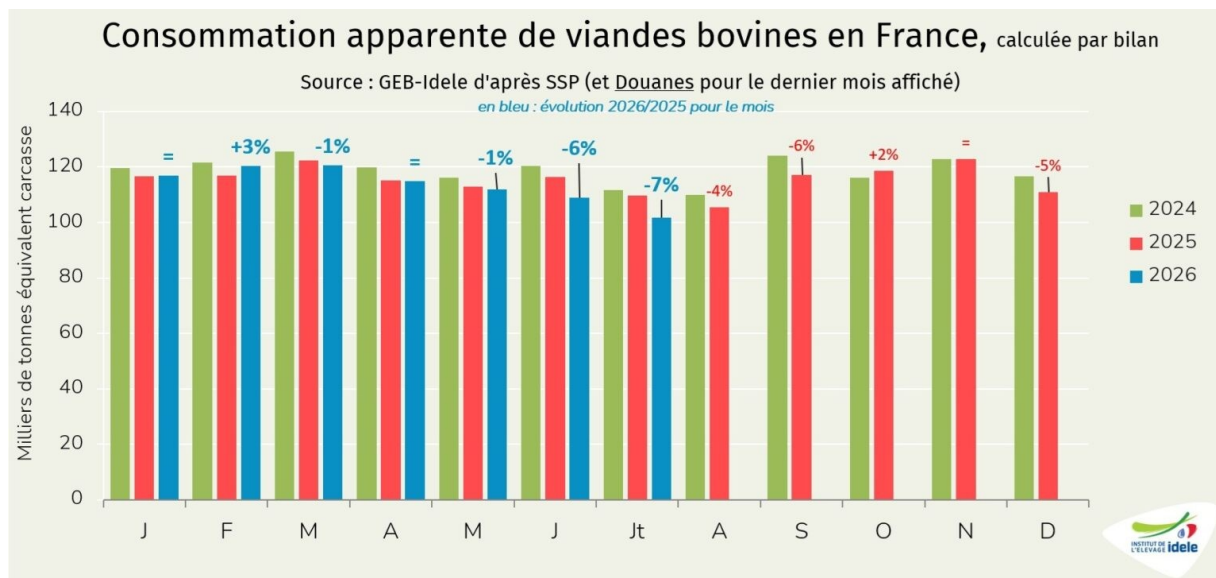


Disponibilités intérieures en viande : retour à la tendance de long terme

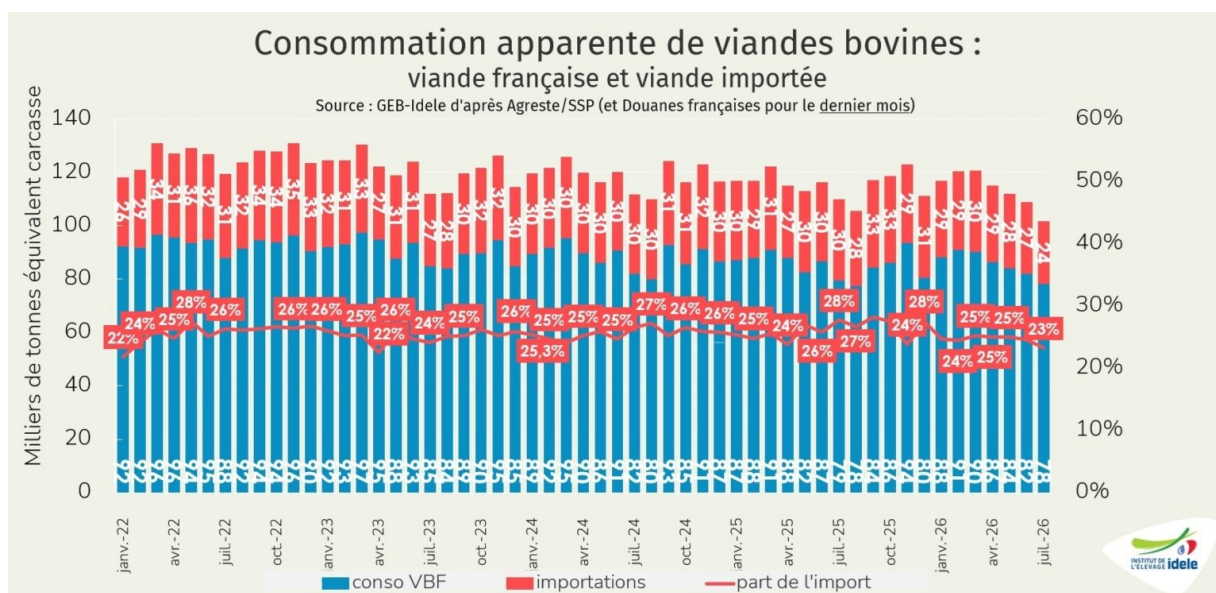
Les disponibilités intérieures de bœuf et de veau ont reculé de 1,8% /2025 sur les sept premiers mois de 2026, pour un total de 795 000 téc (-14 000 téc). En effet, les abattages CVJA de gros bovins et de veaux ont reculé de 3% sur sept mois selon Agreste (-25 000 téc) et les importations de 6% (-11 000 téc) alors que les exportations reculaient de 17% (ou -23 000 téc).

Attention, ce calcul ne tient pas compte des variations de stocks de viande en abattoir qui peuvent influencer sur les

volumes d'un mois sur l'autre ou sur de plus longues périodes.



La forte baisse des importations depuis le début de l'année a entraîné **une baisse de la part des imports dans la consommation, à 25% sur la période en 2026 (-1 point /2025).**



Depuis le Brexit début 2021, les statistiques douanières sont perturbées par la nouvelle organisation des opérateurs. Plusieurs exportateurs britanniques font dédouaner leurs viandes en France avant de les réexpédier vers les Pays-Bas, afin de faciliter les procédures de dédouanement. Ces effets ne sont pas déduits ici.

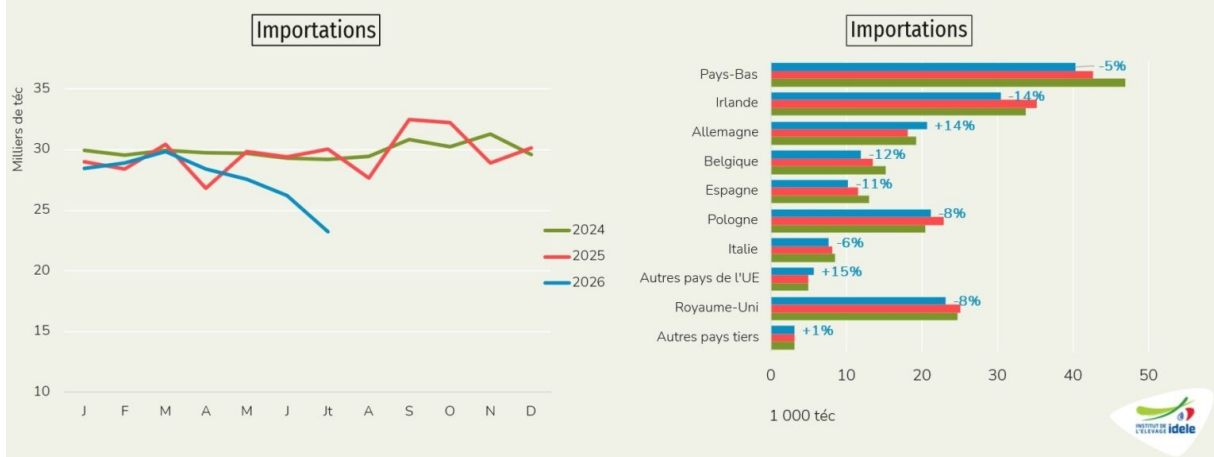
Les importations de viande ont plongé en été

Les importations de viande bovine réfrigérée, congelée et transformée se montaient à 193 000 téc au cours des sept premiers mois de l'année 2026, en net recul de 6% /2025 (-11 000 téc). Les importations ont particulièrement reculé en mai (-8% /2025), juin (-11%) et juillet encore davantage (-23%).

Importations françaises de viande bovine* et provenances (7 mois)

*viande réfrigérée, congelée et transformée

Source : GEB-Idele d'après Douanes françaises



En cumulo sur 7 mois, les importations ont reculé depuis de nombreux partenaires :

- depuis les **Pays-Bas**, premier fournisseur de la France, à 40 000 téc (-5% /2025, -2 500 téc)
- **l'Irlande** : -14% /2025 (-5 000 téc), à 30 000 téc. Les abattages de vaches de l'île d'Émeraude se sont réduits de 10% sur la période (indicateur du ministère de l'Agriculture irlandais) après une année 2025 très dynamique.
- le **Royaume-Uni** (-8%, -2 000 téc) à 23 000 téc, avec un recul comparable à celui des envois français vers les Pays-Bas (réexport de viande britannique vers les Pays-Bas),
- la **Pologne** (-8% /2025, -2 000 téc), à 21 000 téc, car la production polonaise de viande bovine recule depuis début 2026
- la **Belgique** (-12%), à 12 000 téc.
- **l'Espagne** (-11%, -1 000 téc) à 10 000 téc, le pays exportant davantage vers l'Italie (+8% /2025, +1 500 téc), la Grèce (+22%, +2 000 téc) et vers divers Etats membres de l'UE,
- depuis **l'Italie** : -6%, -500 téc, à 7 500 téc.

Nos importations n'ont progressé que depuis l'Allemagne (+14% /2025 ou +2 500 téc) à 21 000 téc, où les abattages de vaches étaient en progression de 3% comparé à 2025 sur les 36 premières semaines de l'année). La viande de réforme allemande est attirée par le différentiel de prix avec le prix français (48 cts/kg éc en moyenne depuis le début de l'année).

Les importations depuis les pays tiers hors Royaume-Uni étaient stables (+1% /2025), pour un total modeste de 3 000 téc, **surtout de la viande uruguayenne** (1 400 téc, +33% /2025). Les origines brésilienne (800 téc, -15% /2025) et argentine (300 téc, -42% /2025) refluaient nettement.

Importations de viande bovine brésilienne bloquées début septembre

L'importation de viande brésilienne est suspendue en UE depuis le 3 septembre du fait d'une traçabilité insuffisante des traitements antibiotiques pour l'ensemble de la durée de vie des bovins brésiliens (limitée à 90 jours chez eux) ne permettant pas une lutte efficace contre l'antibiorésistance. Cette non-conformité pourrait être difficile à corriger à court terme (voir article d'Agriland.ie).

Les viandes expédiées avant le 3 septembre restent cependant importables et pourront être consommées en UE dans les prochains mois. Au 6 septembre (en quatre mois, de mai à août), les pays du Mercosur ont rempli à 49% le contingent de viande réfrigérée de 6 050 téc à droits réduits de l'accord UE-Mercosur pour l'année 2026. Le contingent de congelé (4 950 téc) est, lui, rempli à 38%.

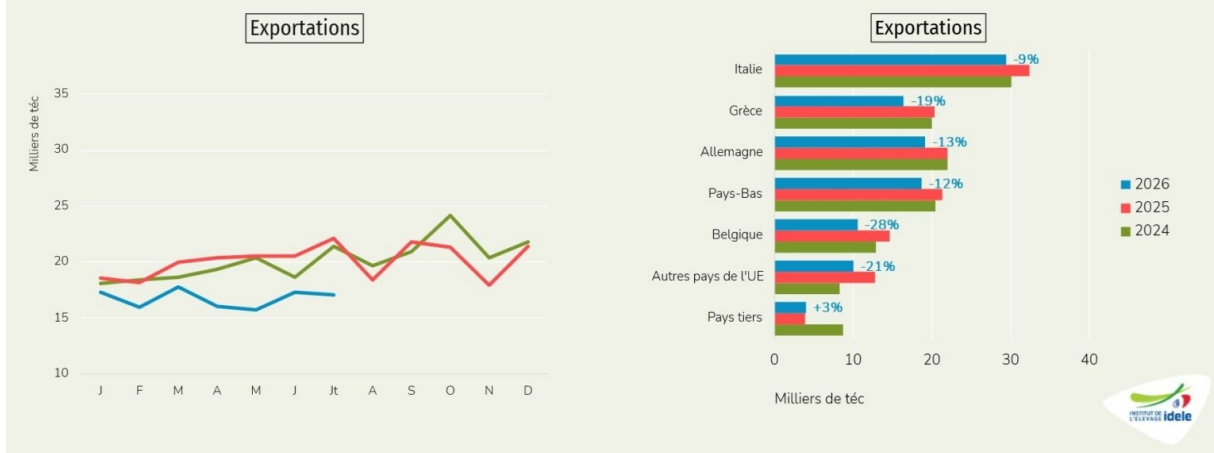
Les exportations françaises de viande bovine toujours en retrait

En juillet 2026, les exportations françaises de viande bovine étaient en fort recul, de 23% /2025 (-5 000 téc), à 17 000 téc, après une baisse de 16% sur un an en juin et de 23% en mai. Les exportations ont reculé de 13% vers l'Italie comparé à il y a un an (-700 téc), de 21% vers l'Allemagne (-700 téc) et de 18% vers la Grèce (-600 téc). Seuls nos exports vers les pays tiers ont progressé, de 40%, à 840 téc, grâce à 400 téc de viande envoyée en Israël. En juillet, la production de viande de jeune bovin avait reculé de 8% en France (-2 000 téc) expliquant seulement une partie de cette baisse.

En cumulo sur les sept premiers mois de l'année, les expéditions françaises de viande bovine ont atteint 117 000 téc, en net recul de 17% /2025 (-23 000 téc) et de 13% /2024. L'écart de prix entre le jeune bovin français et allemand lui était défavorable sur le marché intra-communautaire jusque début août, où les prix allemands ont entamé une belle remontée, tout comme les prix italiens (voir notre article sur les jeunes bovins en Europe).

Exportations françaises de viande bovine* et destinations (7 mois)

*viande réfrigérée, congelée et transformée
Source : GEB-Idele d'après Douanes françaises



De janvier à juillet 2026, les exportations françaises de viande bovine ont reculé vers :

- l'Italie (-9% ou -3 000 téc par rapport au bon début de l'année 2025), à 29 000 téc,
- vers l'Allemagne (-13% /2025, -3 000 téc) à 19 000 téc,
- vers les Pays-Bas (-12% ou -2 500 téc) à 18 500 téc, en relation avec le recul des imports depuis le Royaume-Uni (flux de réexport),
- vers la Grèce (-19% /2025, -4 000 téc) à 16 000 téc. L'inflation à deux chiffres du bœuf en Grèce perdure depuis mars 2025, mais est en recul, à 14% en rythme annuel en juillet 2026.
- vers la Belgique (-28% /2025) à 10 500 téc,
- vers les autres pays de l'UE (-21% /2025) à 10 000 téc, notamment vers le Portugal (2 200 téc, soit -38% /2025) et vers l'Espagne (2 300 téc, soit -21%).

Seuls les envois vers les pays tiers ont progressé (+3% /2025) à 4 000 téc, principalement vers le Royaume-Uni et la Suisse.

Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

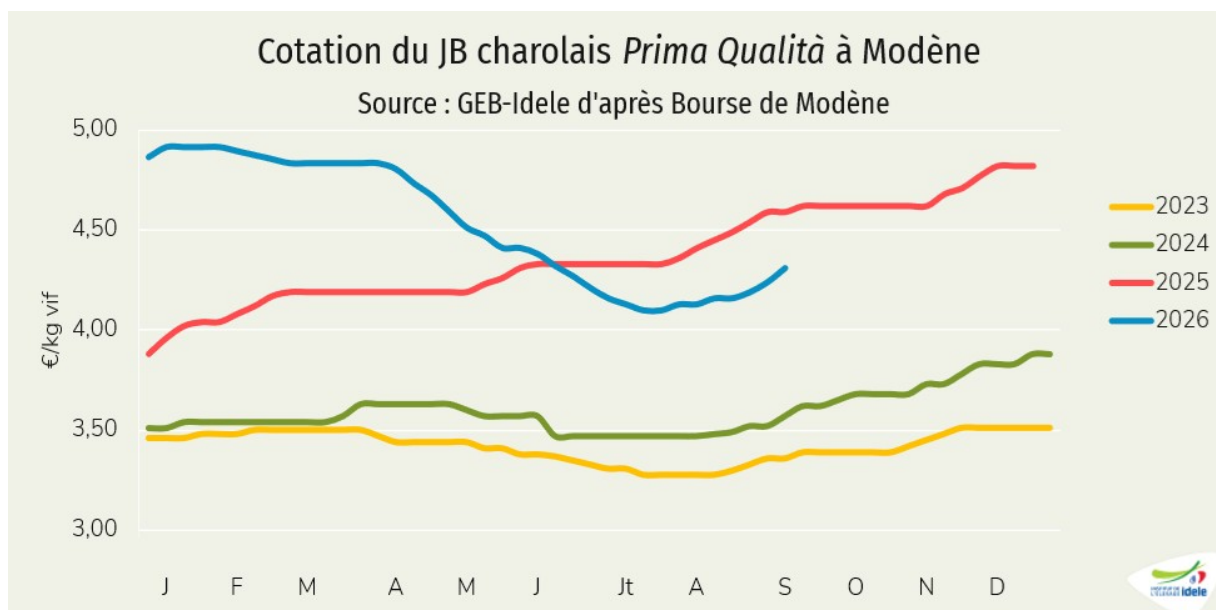
Les cours se raffermissent

Dernière révision le 21 septembre 2026

Les marchés gagnent en dynamisme, les cours des jeunes bovins se redressent en septembre en Europe tandis que les disponibilités restent limitées.

Italie : redressement des cotations

Après avoir nettement décroché depuis le début du printemps, les cours des taurillons italiens sont repartis à la hausse début août.



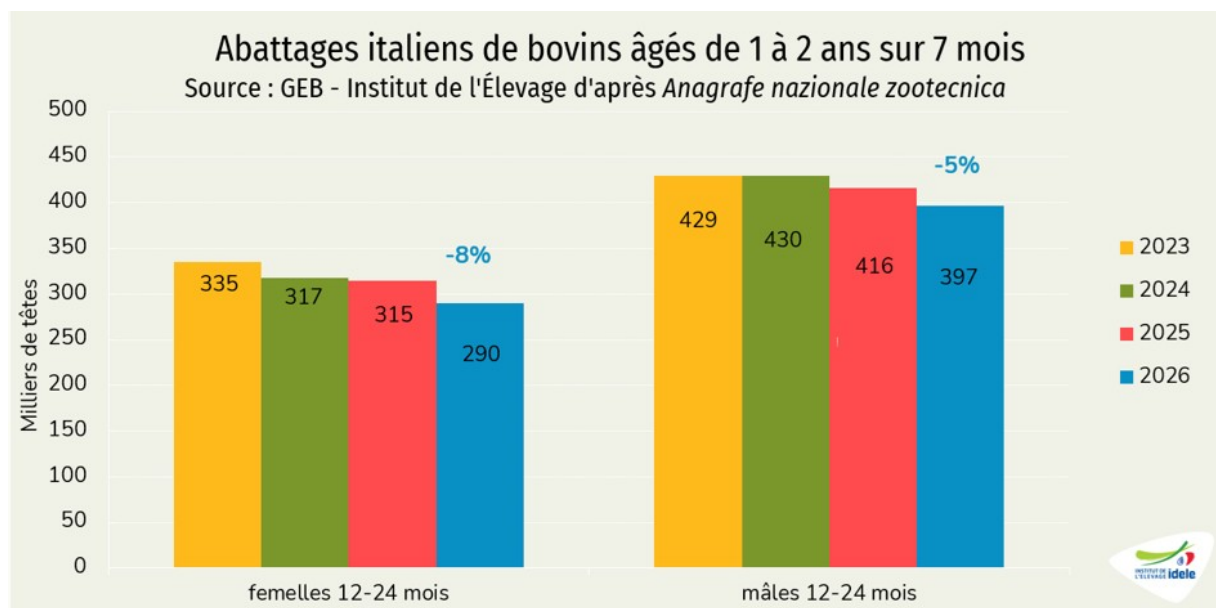
En semaine 37 à Modène :

- Le jeune bovin charolais Prima Qualità cotait 4,31 €/kg vif, en hausse de 15 centimes sur un mois

(-6% /2025 mais toujours +21% /2024),

- Le **mâle limousin Extra de 600-650 kg** cotait 4,83 €/kg vif et passait sous son niveau de 2025 (-1% /2025 mais +25% /2024),
- Les femelles ont mieux résisté, mais les **Charolaises** restent en baisse depuis mars, et cotent à 4,59 €/kg vif en semaine 37 (stable sur un an et +26% /2024),
- Les **Limousines**, qui occupent le créneau haut de gamme, restent imperturbables, à 5,16 €/kg vif en semaine 37 (+5% /2025 et +34% /2024).

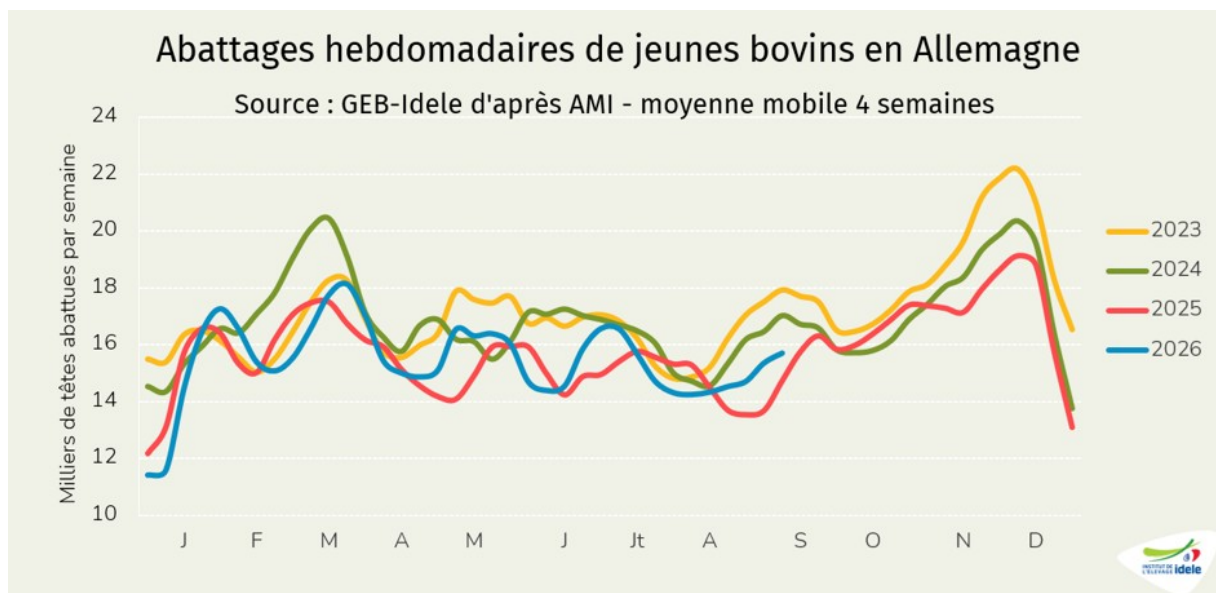
Depuis plusieurs années, l'engraissement de bovins se réduit en Italie. Les sorties sur les premiers mois de 2026 ont confirmé la tendance. Et la baisse est d'autant plus forte cette année que les disponibilités en brouards étaient réduites dans l'hexagone à partir du printemps.



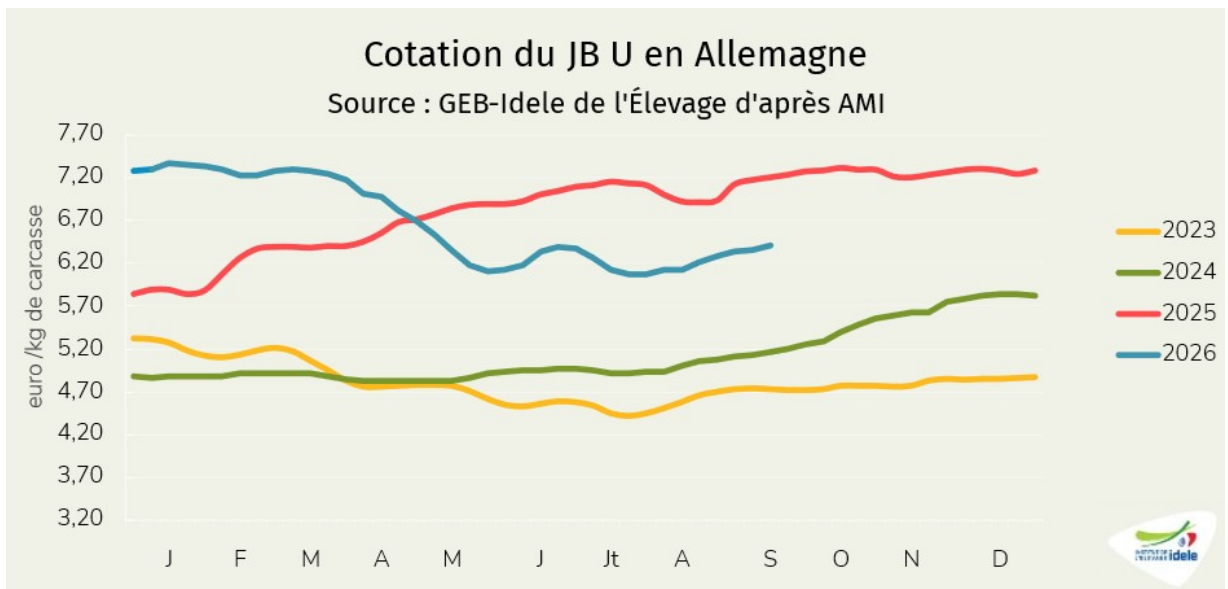
En cumulo sur sept mois, 397 000 mâles (-19 000 têtes /2025) et 290 000 femelles (-25 000 /2025) ont été abattues en Italie d'après la base de données nationale d'identification.

Allemagne : faibles disponibilités, cours stabilisés

Les abattages de jeunes bovins sont restés globalement faibles durant l'été, dans un contexte de faibles effectifs de mâles mis à l'engraissement en 2025 en Allemagne.



Les abattages de jeunes bovins ont commencé à reculer fin juin (semaine 27) et sont passés sous leur niveau de 2025 à partir de la mi-juillet (semaine 29). À partir de la mi-août (semaine 33), ils ont toutefois dépassé le niveau, particulièrement bas, enregistré un an plus tôt. **Sur les 4 dernières semaines (semaines 34 à 37)**, les abattages étaient en hausse de 7% sur un an mais toujours en dessous de leur niveau 2024, à -8%. Cette faible disponibilité a contribué à stabiliser les cours des jeunes bovins depuis juin. Depuis début août, les cours sont même orientés à la hausse.

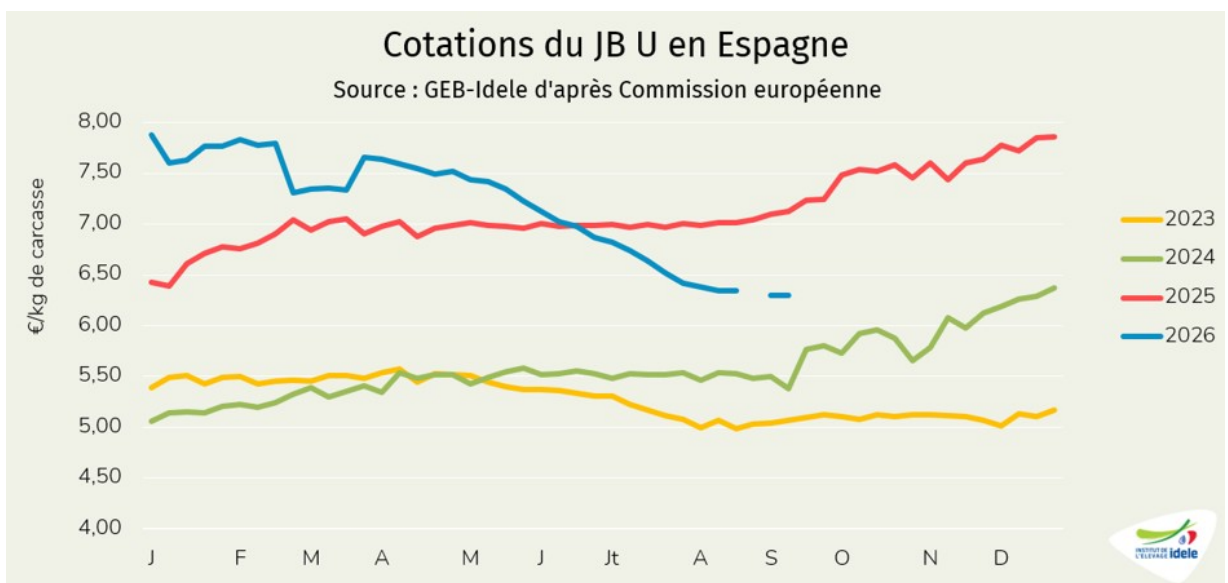


En semaine 37, le jeune bovin U cotait à 6,41 €/kg de carcasse, en hausse de 3% sur un mois. Le niveau reste inférieur de 11% à celui de 2025 mais est largement au-dessus de celui de 2024 (+24%). La demande de viande bovine, limitée par les fortes chaleurs en juillet et début août, a limité les tensions liées au faible niveau des abattages, d'autant plus que les sorties de vaches laitières ont été importantes dans un contexte de tensions sur les fourrages (lire notre article dédié aux femelles en Europe pour en savoir plus).

Espagne : Raffermissement du marché

Le marché espagnol des jeunes bovins se raffermi en septembre, après plusieurs mois de baisse puis de stabilité.

Les cours des bovins espagnols ralentissent leur baisse depuis la fin juillet, sous le double effet d'une reprise du marché domestique et d'exportations dynamiques.

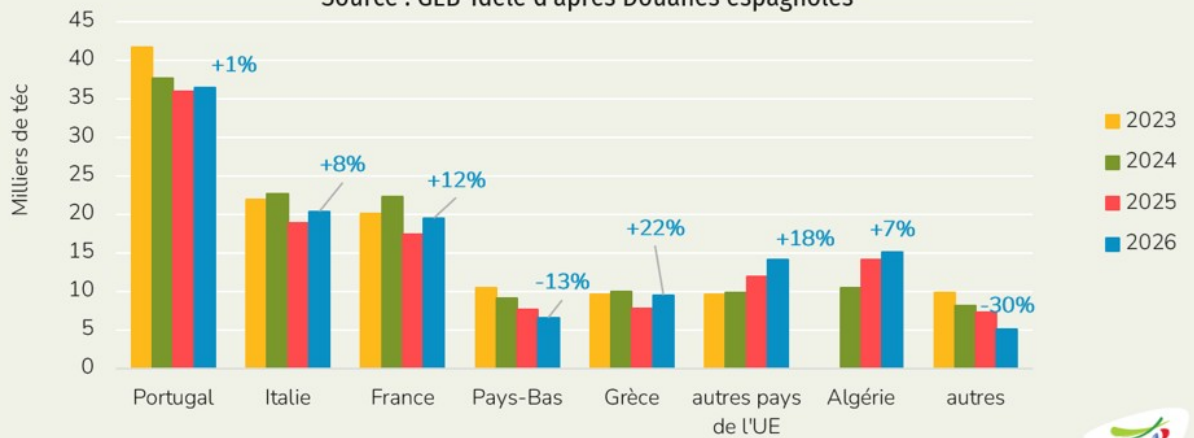


En semaine 37, le jeune bovin U cotait à 6,30 €/kg de carcasse, en recul de 4 centimes sur un mois. En Europe, la pression sur les prix subie pendant l'été s'atténue.

L'export est un débouché important pour la production espagnole de viande bovine. Sur le premier semestre 2026, la dynamique était à la hausse grâce à des abattages dynamiques et une compétitivité prix meilleure qu'en 2025.

Exportations espagnoles de viande bovine réfrigérée, congelée et transformée entre janvier et juin (6 mois)

Source : GEB-Idele d'après Douanes espagnoles

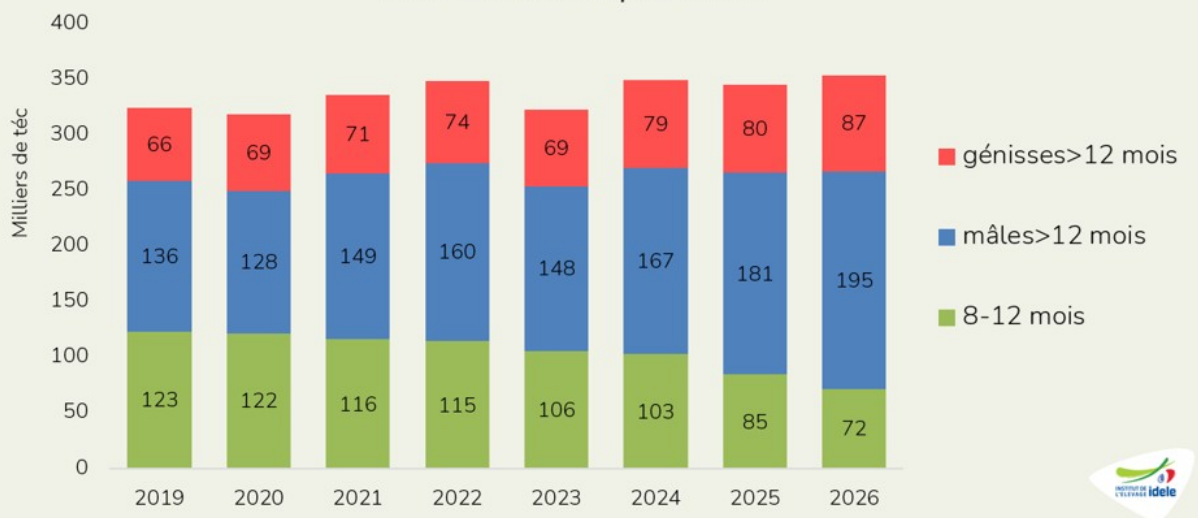


En cumul sur six mois, les envois espagnols de viande bovine étaient en hausse de 5% /2025, à 127 000 téc. Les destinations du pourtour méditerranéen (Italie, Grèce, France) progressaient particulièrement. De même, les envois vers l'Algérie sont restés dynamiques, dans la lignée des deux dernières années. À l'inverse, les envois vers les autres pays tiers ont connu un net recul, du fait du reflux des ventes vers le Maroc, à 1 600 téc (-50% /2025).

La production espagnole de viande de jeunes bovins mâles et femelles poursuit sa hausse. L'amélioration des ventes apportent davantage de fluidité au marché, même si un stock important d'animaux lourds continue de peser sur les échanges et de limiter la progression des prix.

Abattages de jeunes bovins mâles et femelles en Espagne sur 7 mois

Source : GEB-Idele d'après Eurostat



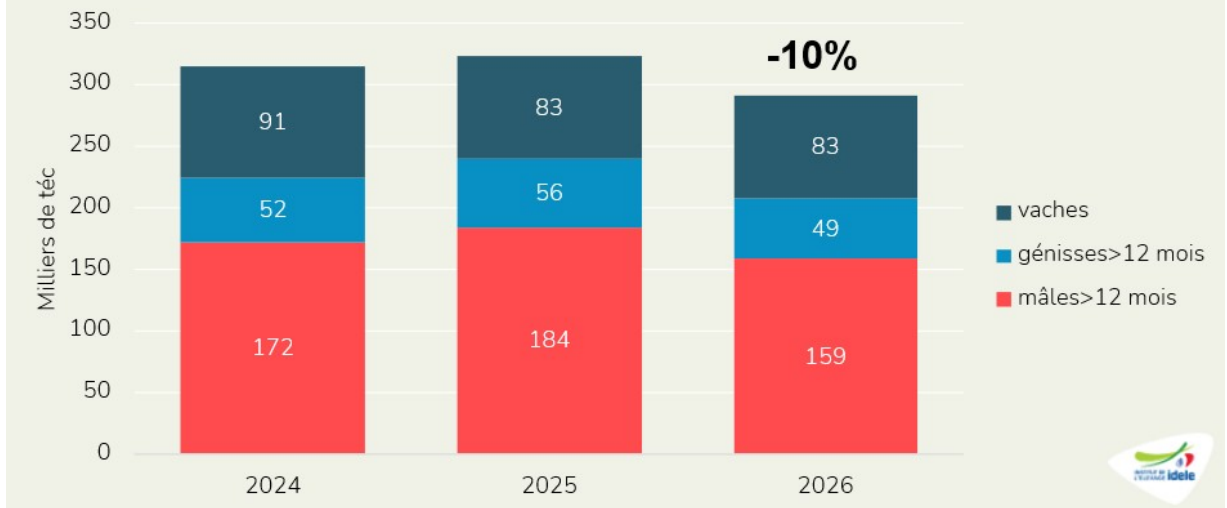
Sur les sept premiers mois de l'année, les abattages de jeunes bovins mâles et femelles ont augmenté de 2% comparé à 2025, à 354 000 téc. Les bovins jeunes de 8-12 mois poursuivent leur déclin (-15%) au profit des bovins de plus de 12 mois (+8% pour les mâles et +9% pour les femelles). Ce transfert s'est accéléré depuis deux ans, avec le renchérissement du maigre qui incite à abattre les animaux plus lourds et donc plus âgés.

Pologne : retour des envois vers la Turquie

Les abattages polonais de gros bovins reculaient fortement sur les six premiers mois de 2026, tirés par la nette baisse des sorties de taurillons.

Abattages de gros bovins en Pologne sur 6 mois

Source : GEB-Idele d'après Eurostat

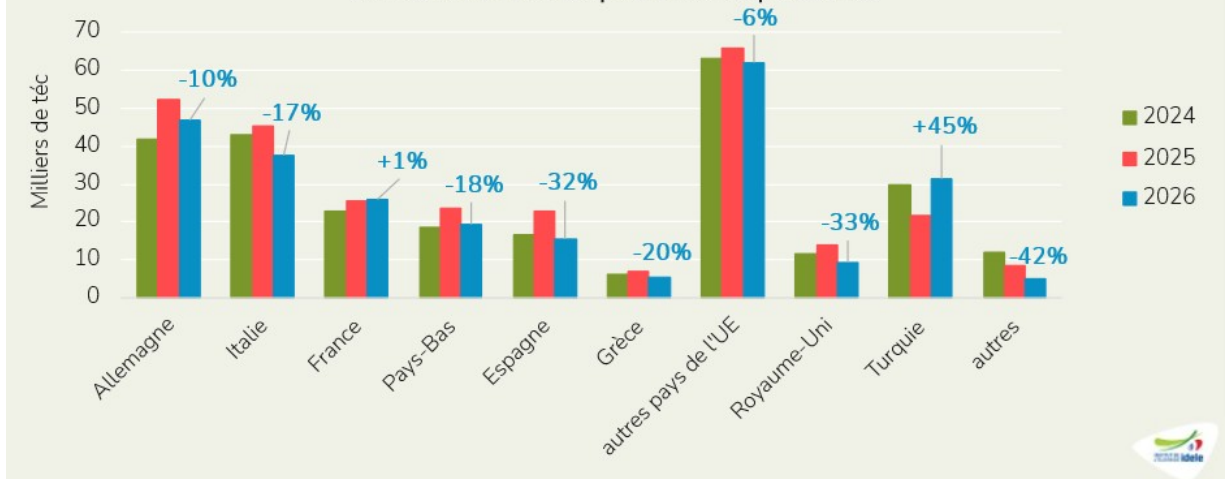


En cumul sur six mois, 459 000 mâles de plus d'un an ont été abattus, enregistrant une nette baisse de 16% /2025. La hausse conséquente des poids carcasse (+18 kg /2025, à 355 kg de carcasse) ne suffit pas à enrayer la transmission de cette baisse au tonnage. Ainsi, la **production de viande de taurillon est tombée à 159 000 téc** (-14% /2025). À l'inverse, les abattages de femelles n'ont reculé que de 5% en têtes et 4% en tonnage, avec une stabilité de la production de viande de vache de réforme.

Ces changements dans la structure de la production polonaise entraînent des conséquences sur les exportations.

Exportations polonaises de viande bovine réfrigérée, congelée et transformée entre janvier et juin (6 mois)

Source : GEB-Idele d'après Douanes polonaises



En cumul sur six mois, les envois polonais de viande bovine reculaient vers la majorité des destinations. Dans l'UE, seule la France, marché de viande de vache de réforme, était en hausse de 1%. Tous les autres marchés reculaient fortement, en particulier les clients consommateurs de viande de taurillon (Allemagne, Italie, Espagne, Grèce), qui ont pâti de la baisse de la production. Cette **baisse des disponibilités a été accentuée par la reprise nette des envois vers la Turquie** (également un marché de viande de jeune bovin), qui ont bondi au premier semestre de 45% /2025, totalisant plus de 30 000 téc.

Les tendances plus récentes montrent la même dynamique, avec une **hausse de 63% des envois vers la Turquie en juin**, et des **baisses de 4% à 21% vers les pays de l'UE**.

Viandes bovines » Femelles » Europe »

Les prix des femelles se stabilisent

Dernière révision le 21 septembre 2026

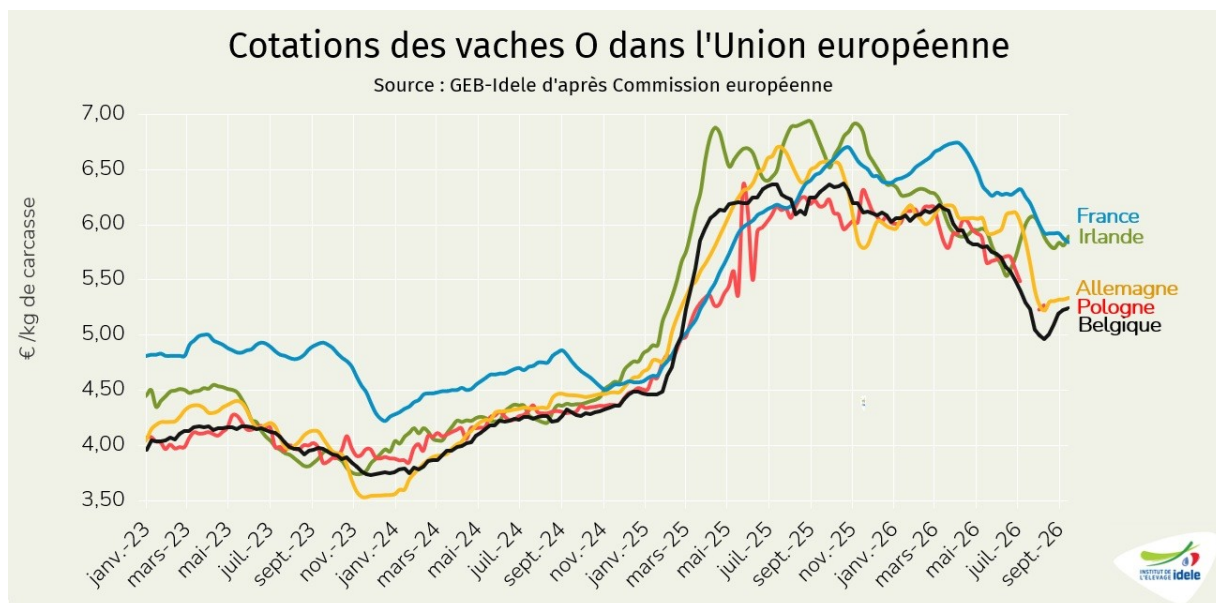
Les prix des vaches laitières de réforme ont reculé cet été du fait d'abattages plus importants en UE et d'une demande bridée par les vagues de chaleur. Avec le retour de températures plus clémentes et l'arrivée de la rentrée, cette phase de baisse de prix semble terminée.

Prix des vaches en UE : moins de recul

En juillet, les cotations des vaches se sont repliées rapidement en Union européenne. Les très fortes chaleurs ont limité la demande alors que les réformes étaient plus nombreuses, qu'à l'accoutumée en raison de la sécheresse.

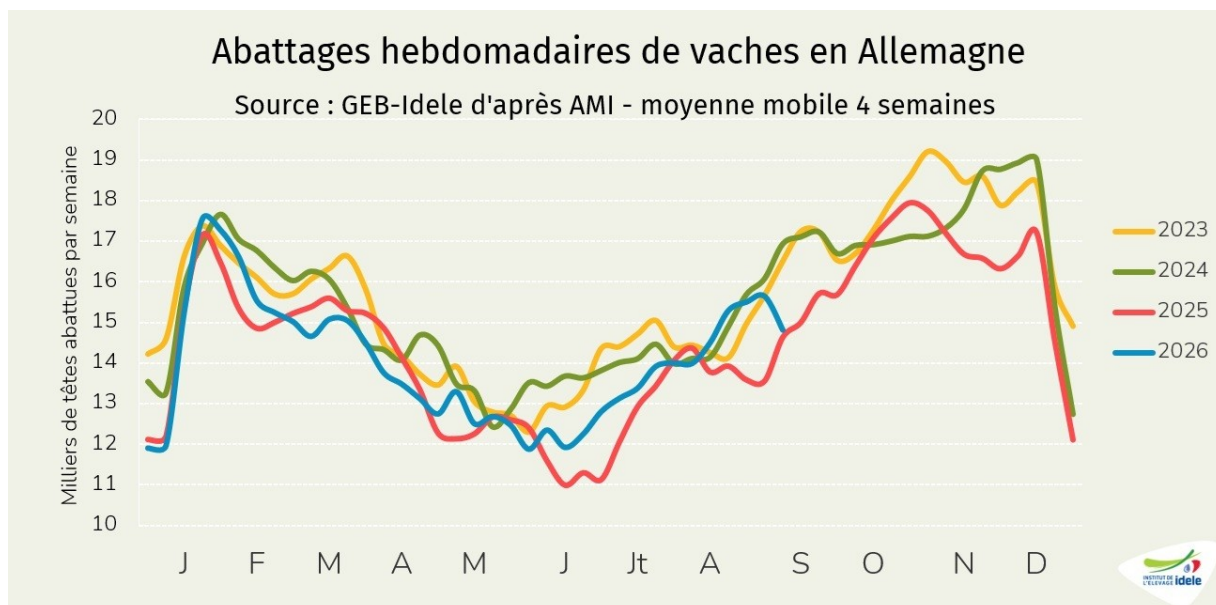
En août les prix ont commencé à se stabiliser, voire même à remonter dans certains États membres. Voici les principales variations entre début-août et début septembre (semaines 33 à 37) :

- **La vache O irlandaise atteignait 5,89 €/kg éc en semaine 37**, gagnant 8 centimes en quatre semaines et coiffant au poteau la vache O française.
- **La cotation française de la vache O était, elle, à 5,87 €/kg éc** (-8 centimes en quatre semaines, -15% /2025), après avoir perdu 33 centimes en juillet. Elle talonnait sa consœur irlandaise.
- **La vache O polonaise valait 5,24 €/kg éc**, perdant 3 centimes en quatre semaines, à -16% /2025, mais à un niveau encore très élevé par rapport à il y a deux ans (+22% /2024).
- **Les cours se stabilisaient en Allemagne, à 5,23 /kg éc** (-19% /2025), un centime sous la valeur polonaise.



Allemagne : le prix de la vache O se stabilise

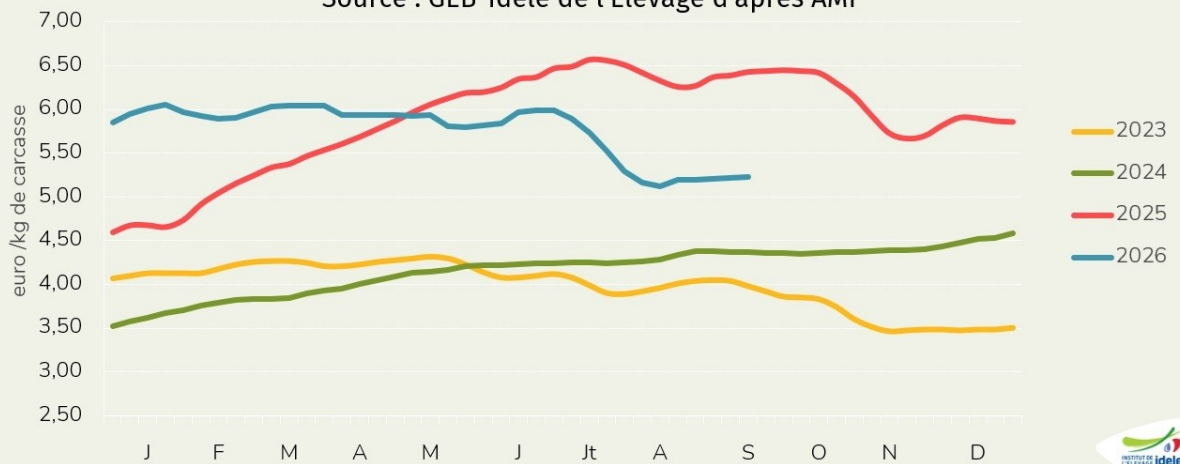
En Allemagne à partir de mi-juillet, le rythme des réformes – principalement laitières – s’est nettement **accélééré**. Comme la France, l’Allemagne a été touchée par les vagues de chaleur et par une sécheresse aigüe. Face au manque d’herbe, les éleveurs ont réformé davantage (voir article du média SWR, dans le sud-ouest de l’Allemagne). **Mais les abattages de vaches ont retrouvé des niveaux normaux à partir de mi-août**, après cette anticipation des départs. Ainsi, les abattages entre les semaines 34 et 37 ne dépassaient ceux de 2025 que de 1%.



Durant l’accélération des abattages mi-juillet, le cours des vaches O allemandes a nettement reculé, **mais à partir de mi-août, avec le ralentissement des réformes, le prix des vaches s’est stabilisé**. En semaine 37, selon AMI, la cotation de la vache O avait gagné 3 centimes en quatre semaine pour s’établir à 5,23 €/kg carc, un niveau intermédiaire entre les deux années précédentes (-19% /2025 et +20% /2024).

Cotation de la vache O en Allemagne

Source : GEB-Idele de l'Élevage d'après AMI



Irlande : les abattages accélèrent

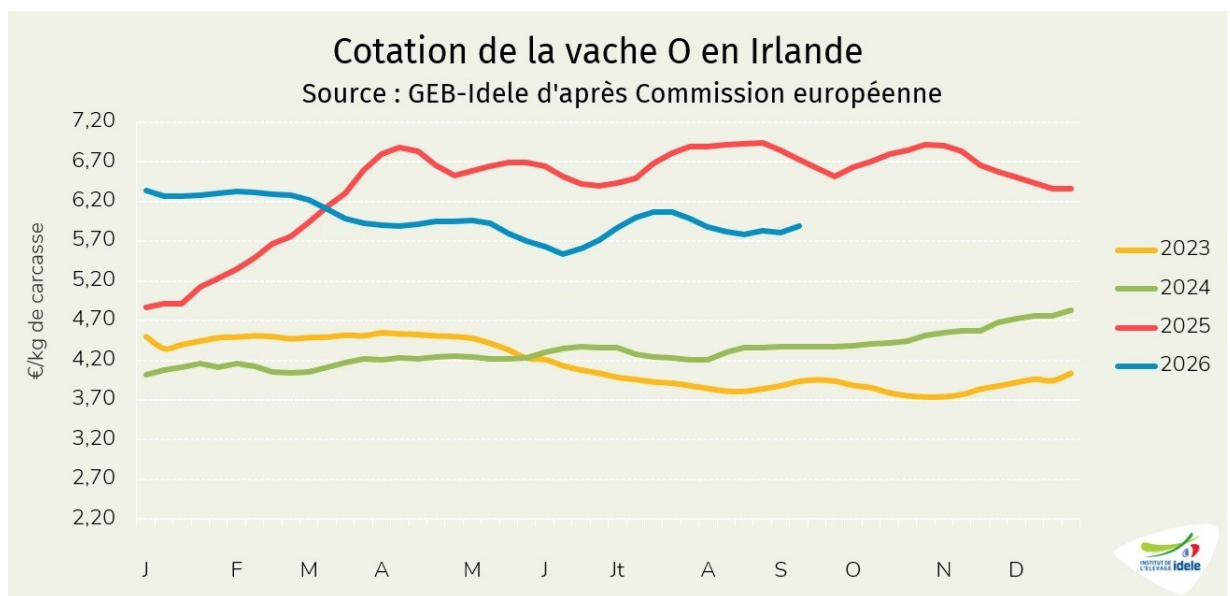
En Irlande, les abattages de vaches ont accéléré à partir de fin juin. La sécheresse historique et les faibles stocks de fourrage (la saison de pousse d'herbe ayant démarrée tardivement) ont contraint les éleveurs à trier leurs vaches précocement. **De mi-août à mi-septembre 2026 (semaines 34 à 37), les abattages de vaches dépassaient ceux de 2025 de 28%** (mais -14% /2024). En effet, le niveau de 2025 était particulièrement bas, le cheptel ayant été réduit en début d'année 2025 du fait d'un hiver-printemps très pluvieux qui avait retardé les sorties à l'herbe.

Abattages hebdomadaires de vaches en Irlande

Source : GEB-Idele d'après ministère irlandais de l'Agriculture - Moyenne mobile 4 semaines



L'accélération des abattages fin juin a d'abord stoppé la hausse des cours des laitières, puis entraîné un léger reflux du prix, qui semble s'être arrêté mi-août, en semaine 34, à l'approche de la rentrée scolaire un peu partout en Europe. **La vache O irlandaise cotait ainsi 5,87 €/kg carc en semaine 37 (+8 centimes en quatre semaines).** Cette valeur est certes 12% en dessous des records absolus de 2025, mais encore 35% au-dessus de 2024.



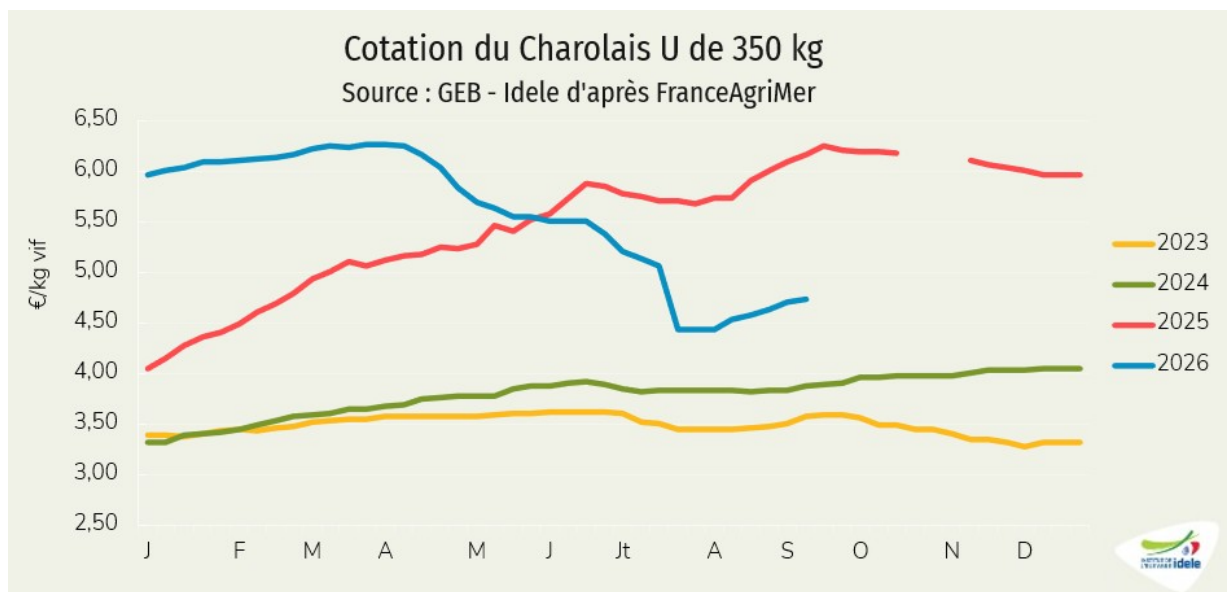
Viandes bovines » Maigre » Le marché retrouve du dynamisme

Dernière révision le 21 septembre 2026

Les prix des brouards regagnent des centimes grâce à une demande italienne et espagnole dynamisée par la rentrée. Après le déficit de naissances enregistré en 2024-2025 dans un contexte sanitaire difficile, le léger rattrapage des vêlages observé à l'automne 2025 alimente désormais les effectifs de mâles de 6 à 12 mois, en comparaison des bas niveaux de 2025.

Les cours en reprise à la rentrée

Après la baisse enregistrée depuis le printemps, les cotations des brouards sont reparties à la hausse fin août, les engraisseurs italiens étant bien présents aux achats. La rentrée de septembre a en effet relancé la consommation de viande en Italie, libérant des places dans les ateliers d'engraissement pour de nouveaux brouards.



En semaine 37 :

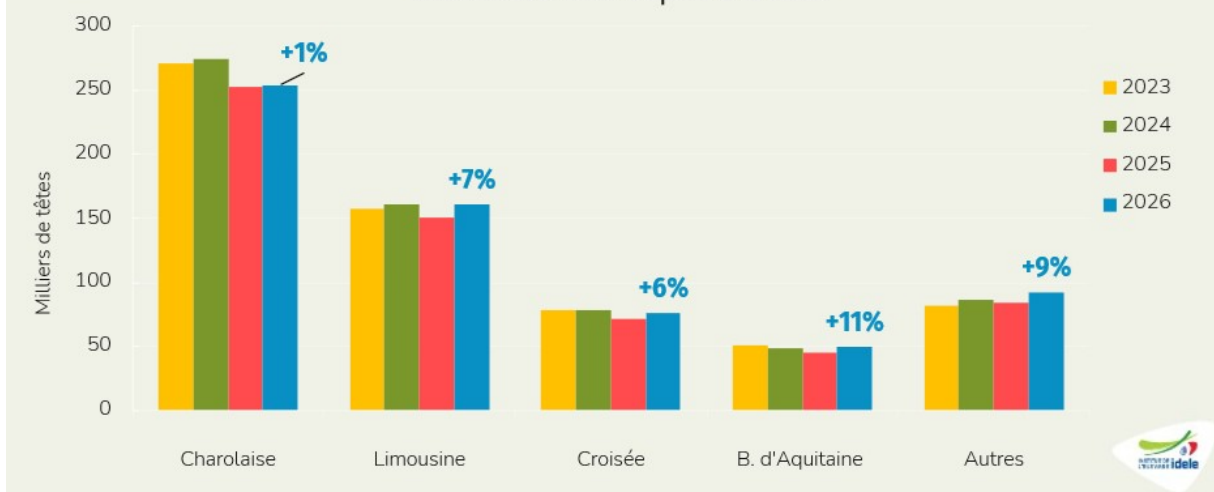
- Le **Charolais U de 350 kg** cotait 4,73 €/kg vif, en hausse de 19 centimes sur un mois,
- Le **Charolais U de 450 kg** cotait 4,39 €/kg vif, avec 11 centimes de plus sur un mois,
- Le **Limousin E de 350 kg** cotait 5,00 €/kg vif, se stabilisant sur le dernier mois,
- La **Limousine E de 270 kg** cotait à 5,25 €/kg vif, en hausse de 15 centimes sur un mois,
- Le **Croisé R de 300 kg** cotait 4,96 €/kg vif, en recul de 9 centimes sur un mois.

Disponibilités retrouvées pour les mâles 6-12 mois

Conséquence du léger rattrapage des naissances observé à l'automne 2025, les effectifs de bovins mâles allaitants de six à douze mois présents dans les élevages début août étaient en hausse par rapport à 2025, s'approchant du niveau de 2024 à la même période.

Effectifs de mâles de mère allaitante de 6-12 mois, par race, au 1^{er} août

Source : GEB-Idele d'après SPIE BDNI

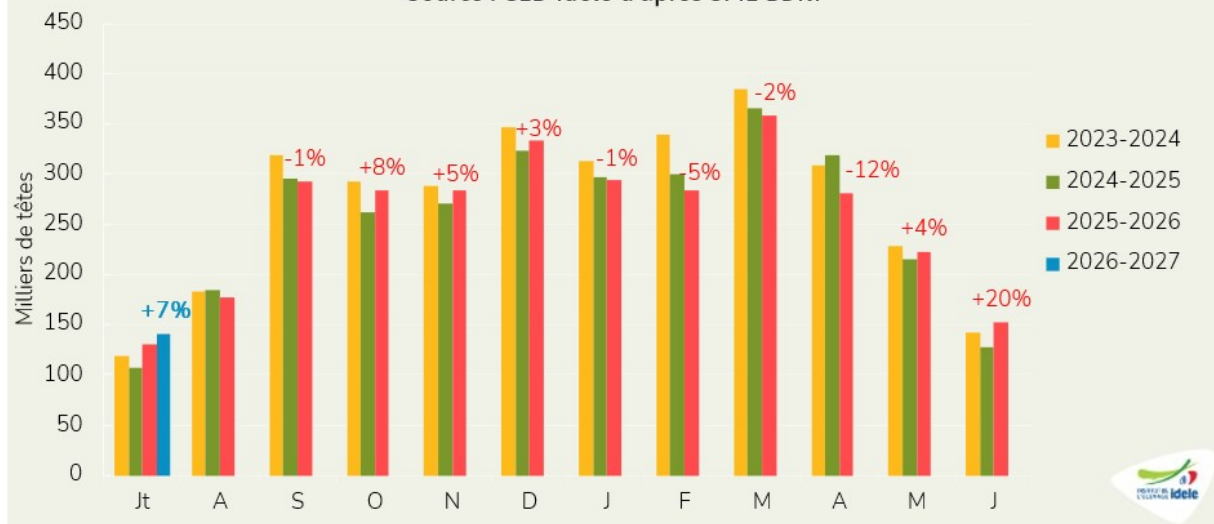


Au 1^{er} août 2026, **631 000 mâles de six à douze mois** nés de mère allaitante étaient présents dans les élevages, soit 5% de plus qu'un an auparavant, mais en retrait de 1% par rapport à 2024.

Les **effectifs de mâles allaitants de moins de six mois** étaient stables sur un an, à 680 000 têtes, mais en baisse de 8% comparé à 2024.

Naissances de veaux de mère allaitante

Source : GEB-Idele d'après SPIE-BDNI



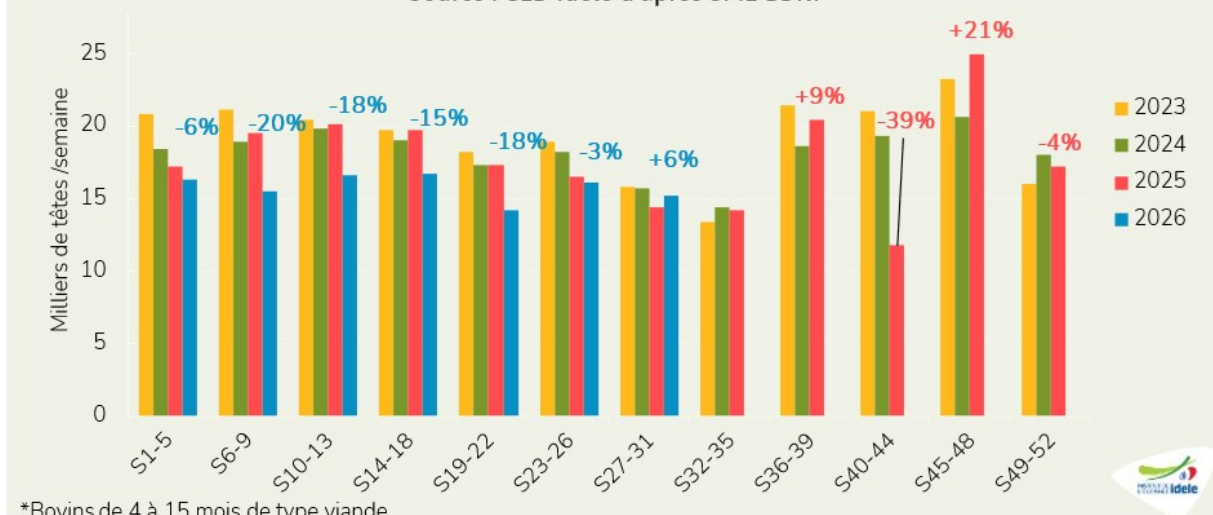
Les **naissances de veaux de mère allaitante** sont en hausse sur le mois de juillet (+7% /2025, + 9 000 têtes, +30% /2024). **Sur la campagne de juillet 2025 à juin 2026**, les naissances atteignaient 3,093 millions de veaux, en hausse de 1% par rapport à la campagne 2024-25 très affectée par les maladies vectorielles. Elles sont en baisse de 5% par rapport à la campagne 2023-24.

Les flux limités par les faibles disponibilités depuis début 2026

D'après SPIE-BDNI, les exportations de broutards restent en retrait sur les sept premiers mois de l'année malgré la reprise des envois en juillet.

Exportations françaises de brouards* : moyenne hebdomadaire

Source : GEB-Idele d'après SPIE-BDNI



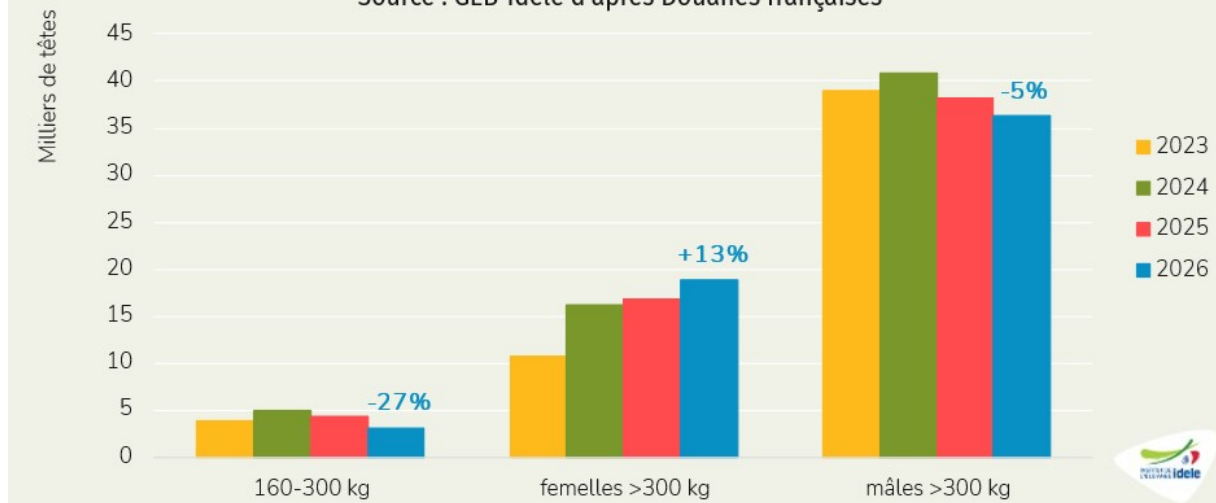
En juillet (semaines 27 à 31), **76 000 brouards ont été exportés**, en hausse de 4 200 têtes par rapport au bas niveau de juillet 2025 (alors affecté par le contexte de la DNC). Néanmoins, les exportations françaises de brouards restent inférieures à leur niveau de 2025 en cumul, les disponibilités ayant été limitées en début d'année. **Sur 34 semaines**, jusqu'au 17 août, 530 000 brouards ont été exportés, soit 10% de moins qu'en 2025. Le recul concerne aussi bien les mâles, avec 350 000 têtes exportées (-9%), que les femelles, avec 178 000 têtes (-11%).

Reprise des exportations en juillet-août

Les envois de brouards vers l'Italie restaient en retrait sur juillet, mais ont rebondi en août.

Exportations françaises de brouards vers l'Italie en juillet

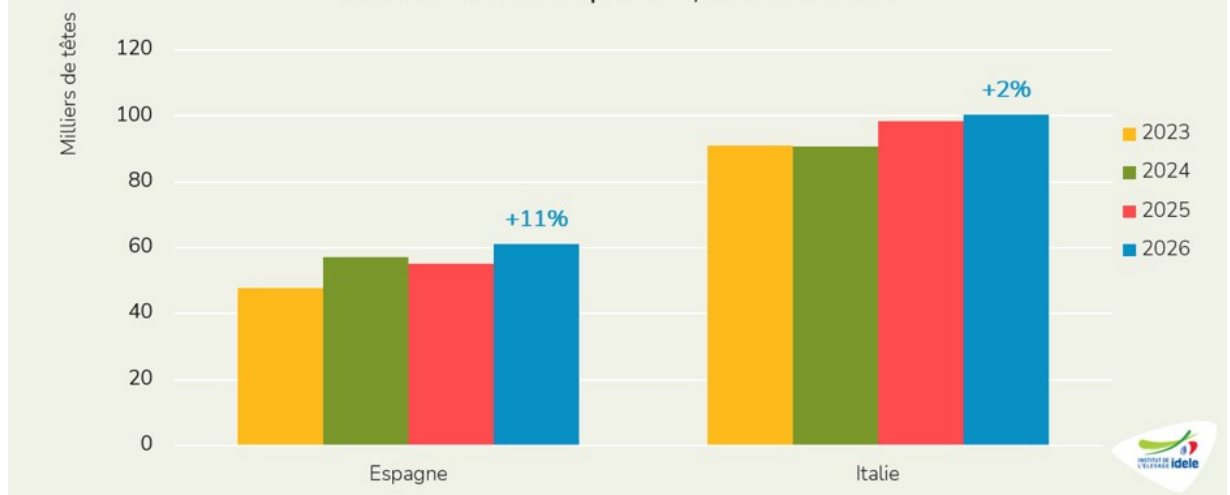
Source : GEB-Idele d'après Douanes françaises



D'après les Douanes, 58 000 brouards ont été exportés vers l'Italie en juillet, soit une baisse de 2% /2025 après plusieurs mois de recul. Les envois de mâles lourds ont particulièrement souffert du ralentissement des sorties de taurillons. À l'inverse, la viande de génisse restant demandée en Italie, les exportations de femelles de plus de 300 kg ont connu une nouvelle hausse en juillet.

Envois français de bovins vifs vers l'Espagne et l'Italie des semaines 32 à 37

Source : GEB-Idele d'après DGAL, données TRACES



Sur **les dernières semaines (du 3 août au 13 septembre)**, la base de données TRACES a recensé l'export de 162 000 bovins de tous types vers l'Espagne et l'Italie, en hausse de 5% sur un an, au total vers ces deux destinations et de 9% par rapport à 2024.

Viandes bovines » Veaux de boucherie » Frémissement des cours

Dernière révision le 21 septembre 2026

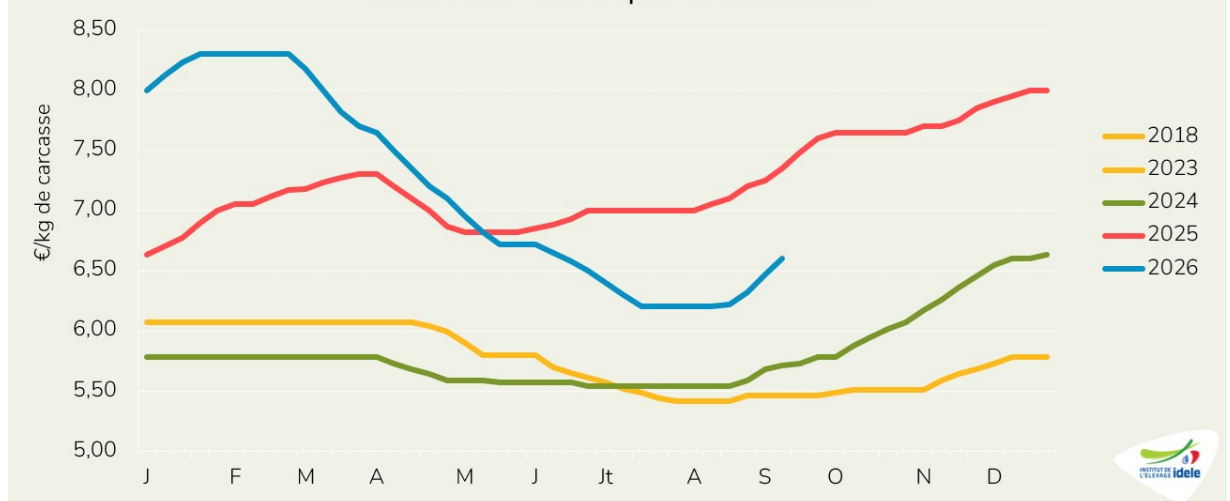
Les prix des veaux de boucherie sont repartis nettement à la hausse aux Pays-Bas et en Italie, et frémissent en France, sans pour autant résorber l'engorgement subi par le marché depuis le printemps.

Les prix repartent à la hausse

Les prix des veaux de boucherie en UE sont repartis à la hausse début septembre, à l'image du cours aux Pays-Bas, avec le retour d'une consommation un peu plus dynamique en Europe.

Cotation du veau de boucherie pie-noir néerlandais

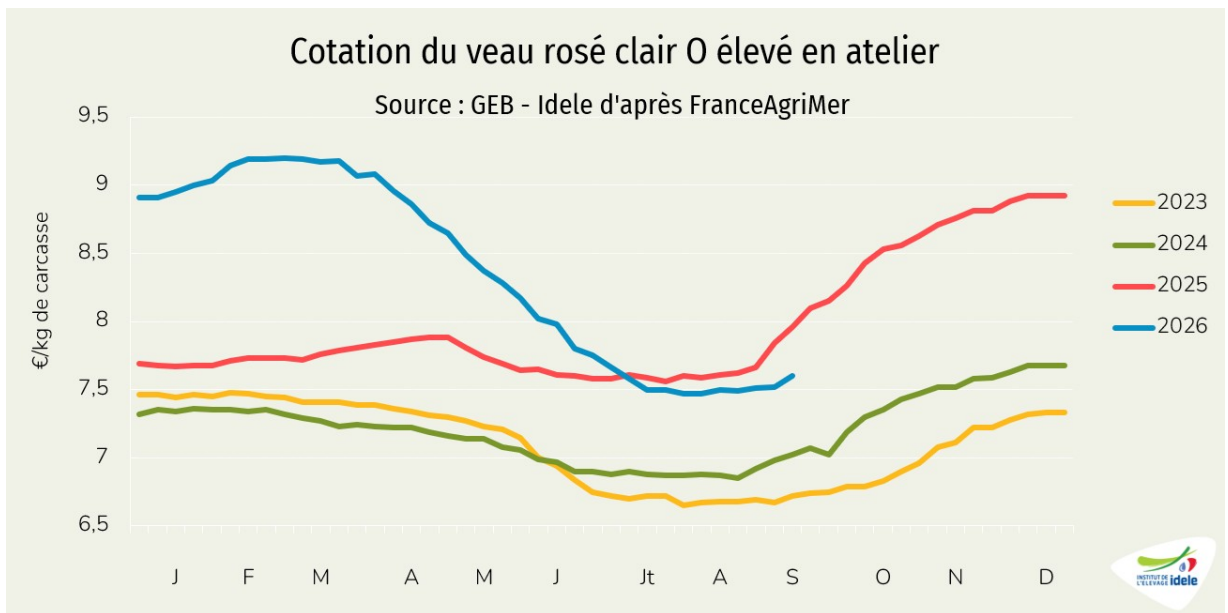
Source : GEB - Idele d'après De Kalverhouder



La hausse est nette aux Pays-Bas et en Italie :

- Le **veau de boucherie pie-noir néerlandais** cotait 6,60 €/kg de carcasse en semaine 37, soit un gain de 40 centimes sur un mois,
- La tendance est plus marquée encore **en Italie**, avec une cotation à 6,80 €/kg de carcasse en semaine 37, en hausse de 50 centimes sur quatre semaines.

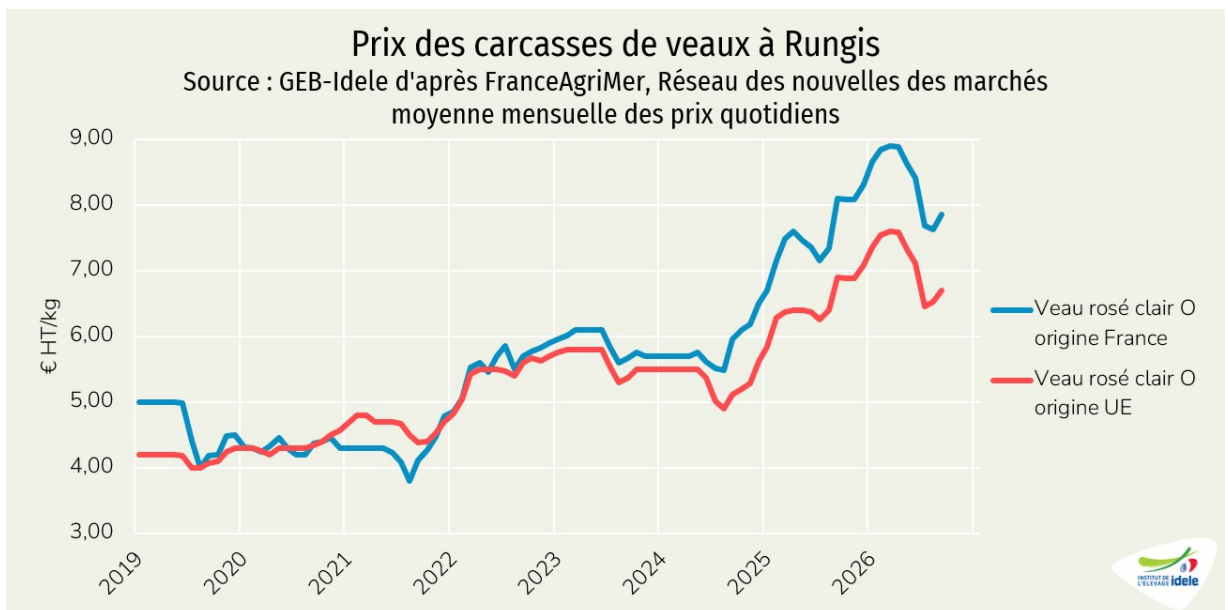
En France, les cours frémissent sans atteindre le niveau des autres pays européens.



En semaine 37 dans l'Hexagone :

- Le **veau rosé clair O** cotait 7,60 €/kg de carcasse, en légère hausse de 10 centimes sur quatre semaines,
- Le **veau rosé clair R** gagnait 18 centimes sur un mois, à 8,23 €/kg de carcasse,
- Le **veau sous la mère rosé clair U** frémissait également, à 11,67 €/kg de carcasse (moyenne semaines 34 à 37), soit une hausse de 13 centimes sur un mois.

Ces tendances contrastées sur les veaux finis ne se traduisent pas encore dans les prix de gros des carcasses de veaux.



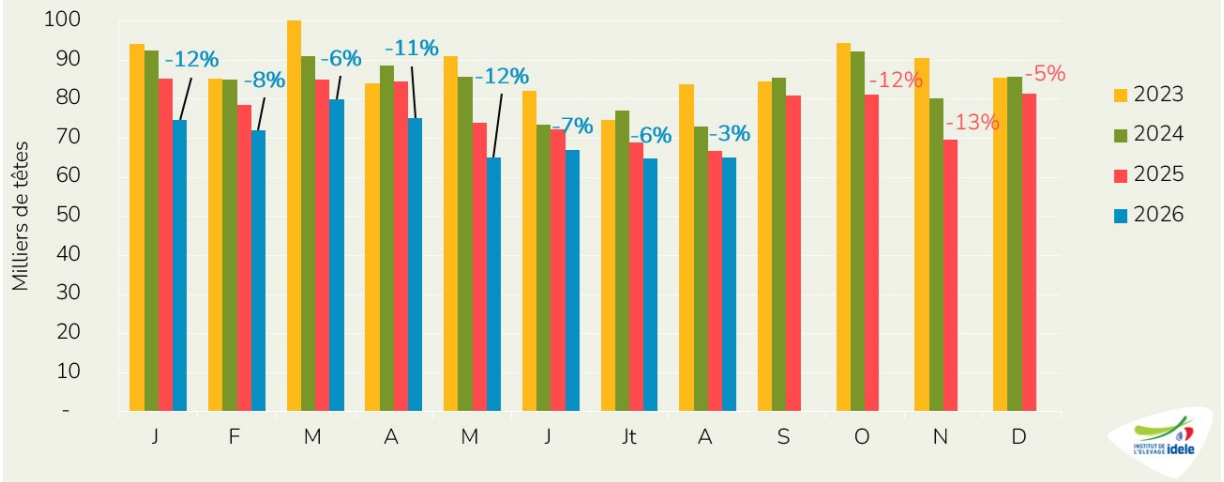
En moyenne entre le 1^{er} et le 14 septembre, la **carcasse de veau rosé clair O française** cotait 7,85 €/kg à Rungis, contre 6,70 €/kg pour le **veau rosé clair O d'origine UE**. L'écart est ainsi ramené à 1,15 €/kg, en légère baisse par rapport aux derniers mois (il était de 1,30 €/kg au premier semestre). La hausse des cours plus mesurée en France qu'aux Pays-Bas pourrait conduire à réduire encore cet écart et donner un peu d'air au commerce de la viande de veau française.

Stabilisation de la production française

Après un début d'année en net recul, les abattages de veaux de boucherie ont moins reculé en août en France, comparés aux mois précédents.

Abattages bruts de veaux en France (têtes)

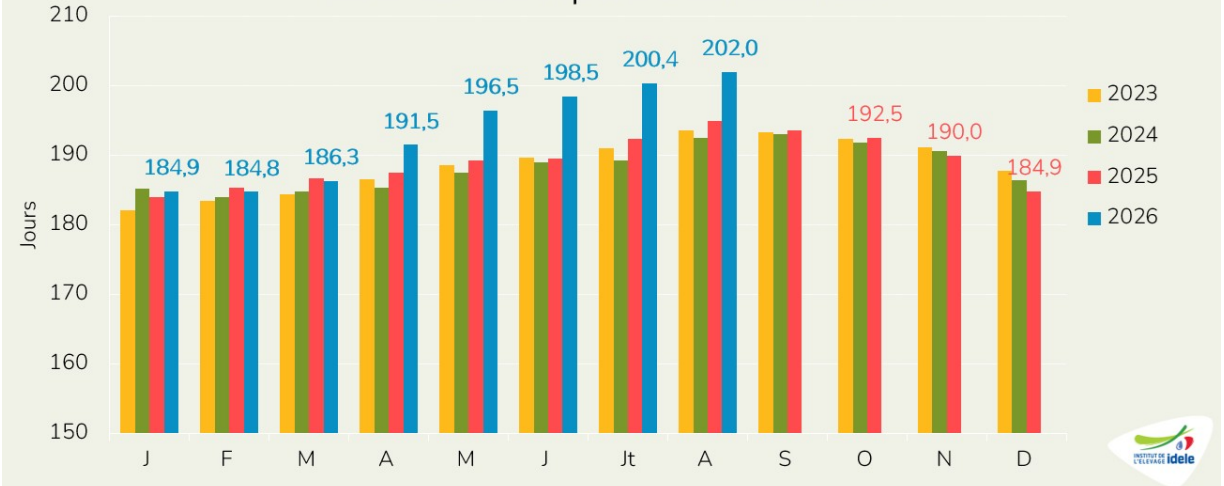
Source : GEB-Idele d'après Normabev



En août, 65 000 veaux ont été abattus en France, en léger recul (-2 000 têtes) sur un an. **En cumul sur huit mois**, les abattages ont nettement reculé, de 8% /2025 (-51 000 têtes), avec 564 000 veaux abattus pour 84 000 têtes produites (-7% /2025).

Âge moyen à l'abattage des veaux

Source : GEB-Idele d'après SPIE-BDNI et Normabev



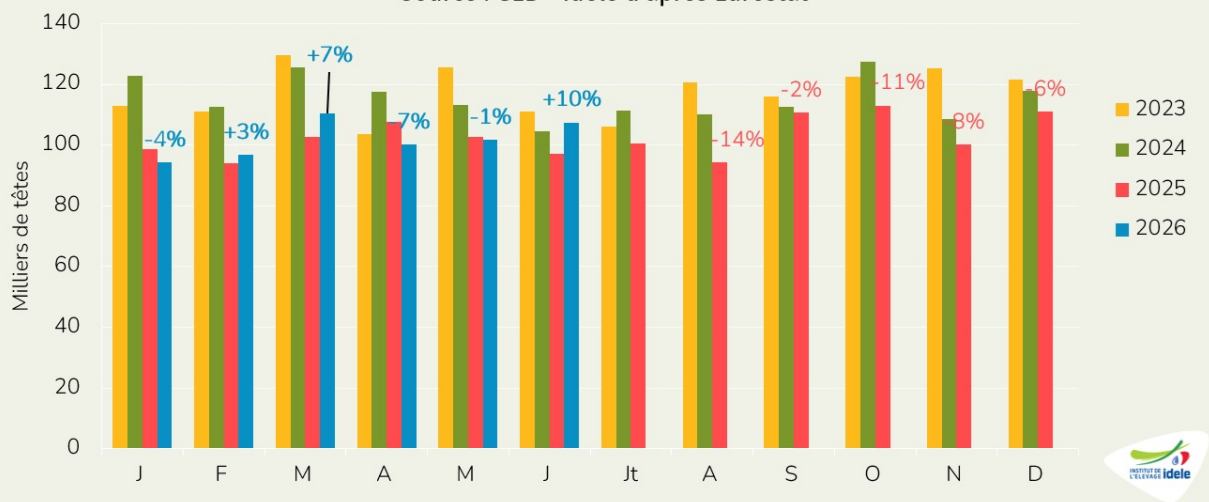
La hausse subie de l'**âge à l'abattage**, qui a atteint 202 jours en août (+7 jours /2025), et l'**augmentation de 4 kg des poids carcasse** qui en découle, conduit à une stabilité de la production de viande de veau en août, comparée à 2025, à 10 000 têtes.

Poursuite de la croissance de la production en UE

Aux Pays-Bas, les abattages de veaux de boucherie poursuivaient leur hausse en juin, avec 107 000 veaux abattus (+10% /2025) pour 17 000 têtes (+15% /2025). Là aussi, le marché peu fluide semble avoir conduit à une nette hausse des poids carcasse.

Abattages de veaux aux Pays-Bas, en têtes

Source : GEB - Idele d'après Eurostat



En cumulo sur six mois, 610 000 veaux ont été abattus aux Pays-Bas, en hausse de 1% /2025.

La situation est similaire en Italie, avec 361 000 veaux abattus entre janvier et juillet (+3% /2025), dont 53 000 pour le seul mois de juillet. Ces abattages élevés dans toute l'Europe sont venus engorger un marché peu dynamique jusqu'à la fin du mois d'août. La reprise automnale laisse désormais espérer une fluidification du commerce et un écoulement des stocks en viande et en animaux finis.

Inquiétudes sur les prix du gaz

La guerre au Moyen-Orient continue de peser sur les prix des produits pétroliers.

Prix du propane en France

Source : GEB-Idele d'après ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires



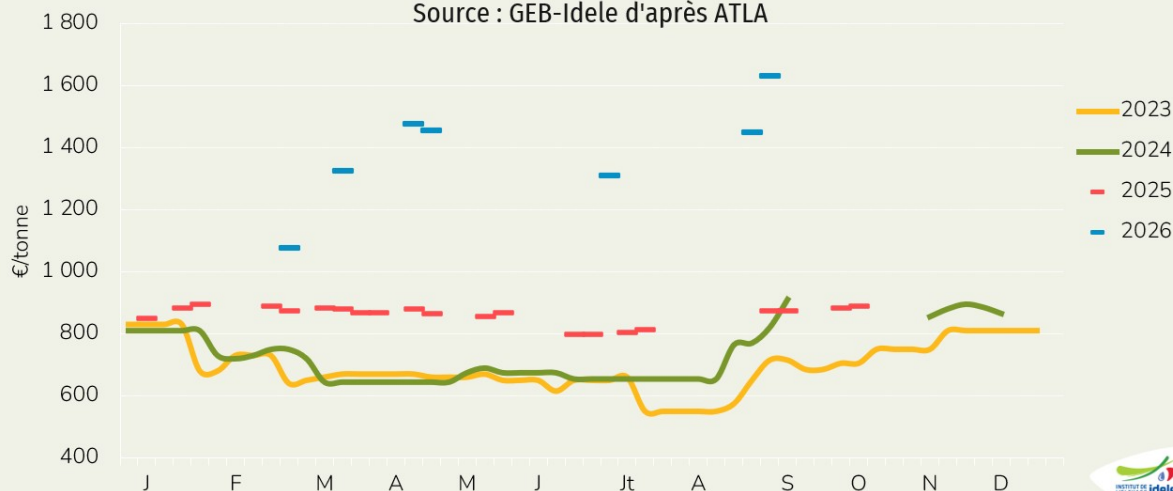
L'indice des prix du propane du ministère de la Transition écologique est ainsi en hausse de 3% /2025 en juillet, dernière donnée disponible. Il atteint son plus haut niveau depuis dix ans, à 124,6 points, soit une croissance de 7% depuis janvier.

Matières premières lactées à des niveaux record

Les prix des aliments lactés pour veaux étaient également en nette hausse, dans la lignée des prix de l'énergie.

Cotation de la poudre de lactosérum doux

Source : GEB-Idele d'après ATLA



En semaine 37, la **poudre de lactosérum doux** animal cotait ainsi 1 630 €/tonne d'après ATLA, un niveau très supérieur à l'année dernière (+755 €) et en forte hausse de 52% depuis le début de l'année. La **poudre de lait écrémé**, réservée aux productions les plus qualitatives, gagnait 51% depuis le début de l'année, à 3 180 €/tonne (+910 €/2025).

Cette hausse commence à se voir dans l'**IPAMPA aliments d'allaitement pour veaux**, qui atteignait 127,2 points en juillet 2026, en hausse de 3% /2025, mais toujours loin de son record à plus de 150 points en 2022.

L'**IPAMPA aliments fibreux pour veaux** restait en légère hausse en juillet, à 124,4 points (= /2025), loin également de son record de début 2023, à 150,7 points. Les récentes augmentations des cours des céréales pourraient peser dans les prochains mois sur les cours de l'aliment fibreux. Pour en savoir plus, lisez notre article dédié aux matières premières et à l'énergie.

Viandes bovines » Veaux laitiers »

Disponibilités élevées

Dernière révision le 21 septembre 2026

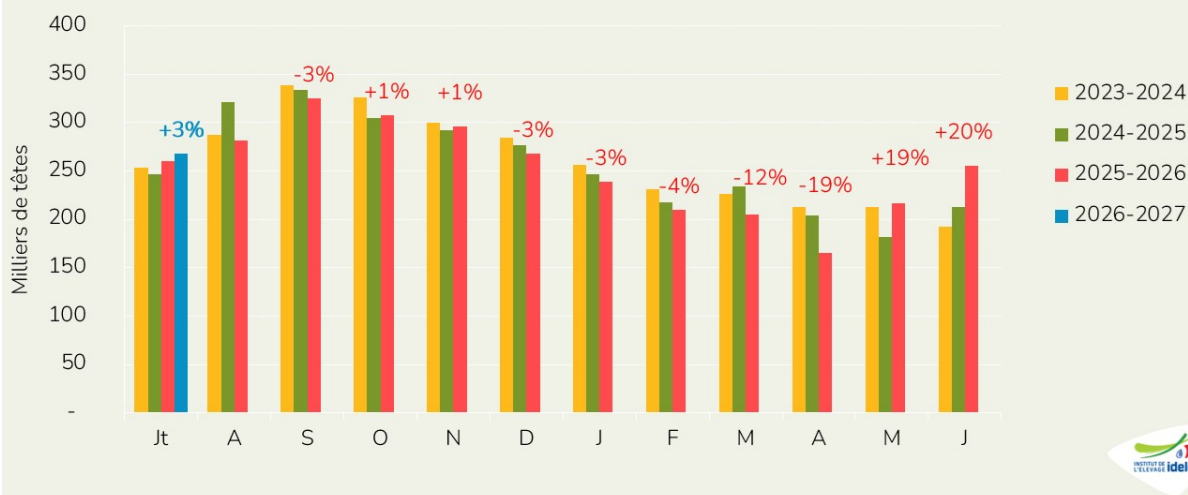
Après un début d'année perturbé par les accidents de fertilité liés aux maladies vectorielles, les naissances de veaux laitiers ont poursuivi leur rattrapage pendant l'été.

Naissances toujours en hausse

Les naissances de veaux laitiers terminaient leur rebond en juillet, après un début d'été très dynamique.

Naissances de veaux de mère laitière

Source : GEB-Idele d'après SPIE BDNI



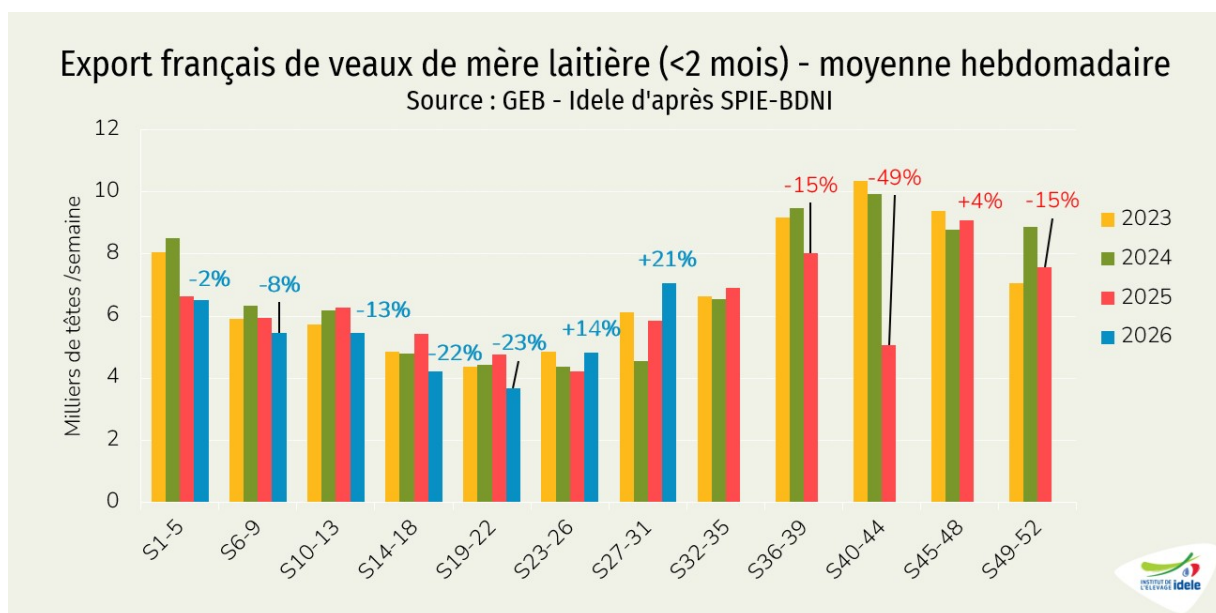
En juillet, 268 000 veaux laitiers sont nés en France, soit +8 000 têtes /2025. Cette hausse termine la séquence liée à l'épidémie de FCO-3 à l'été 2025, qui avait conduit à un fort creux de vêlages au printemps et à un rebond depuis mai.

Sur la campagne complète (juillet 2025 à juin 2026), les décalages de vêlage se compensent. En cumul sur

douze mois, 3 029 000 veaux sont nés de mère laitière, en baisse de 2% /2025 (-43 000 veaux), soit un recul similaire à celui du cheptel de vaches laitières (voir notre article dédié aux gros bovins en France).

Hausse des envois

Les disponibilités plus importantes ont permis la reprise des exportations de veaux laitiers, après un printemps en net retrait.



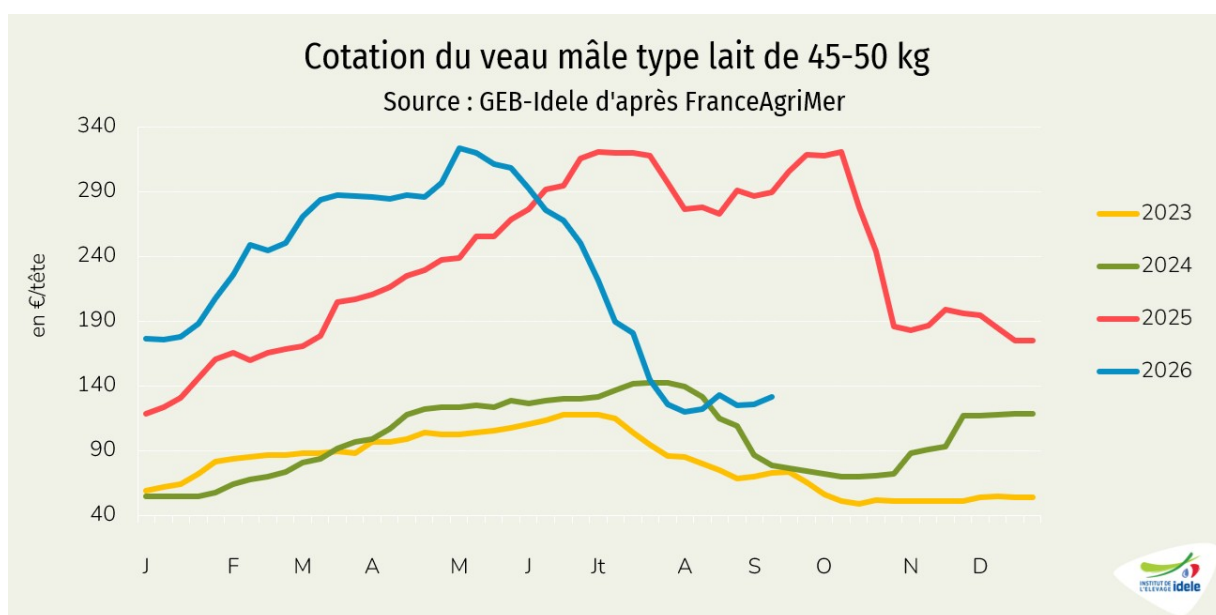
En juillet (semaines 27 à 31), les envois de veaux laitiers ont ainsi progressé de 21% /2025, à 35 000 têtes, après une première hausse de 14% (+2 000 têtes) en juin.

Ces hausses ne compensent pas encore la chute des envois en début d'année. **En cumul sur 34 semaines** (jusqu'au 23 août), 196 000 veaux ont été exportés, soit une baisse de 3% /2025 (-6 000 veaux).

Sur les dernières semaines, les données TRACES laissent cependant apercevoir une nouvelle hausse des envois vers l'Espagne. **Entre les semaines 35 et 37** (du 24 août au 13 septembre), les exportations de bovins de toutes races, sexes et âges confondus vers l'Espagne ont gagné 10% /2025, à 48 000 têtes, dépassant même leur niveau de 2024 de 4%.

Stabilisation des prix

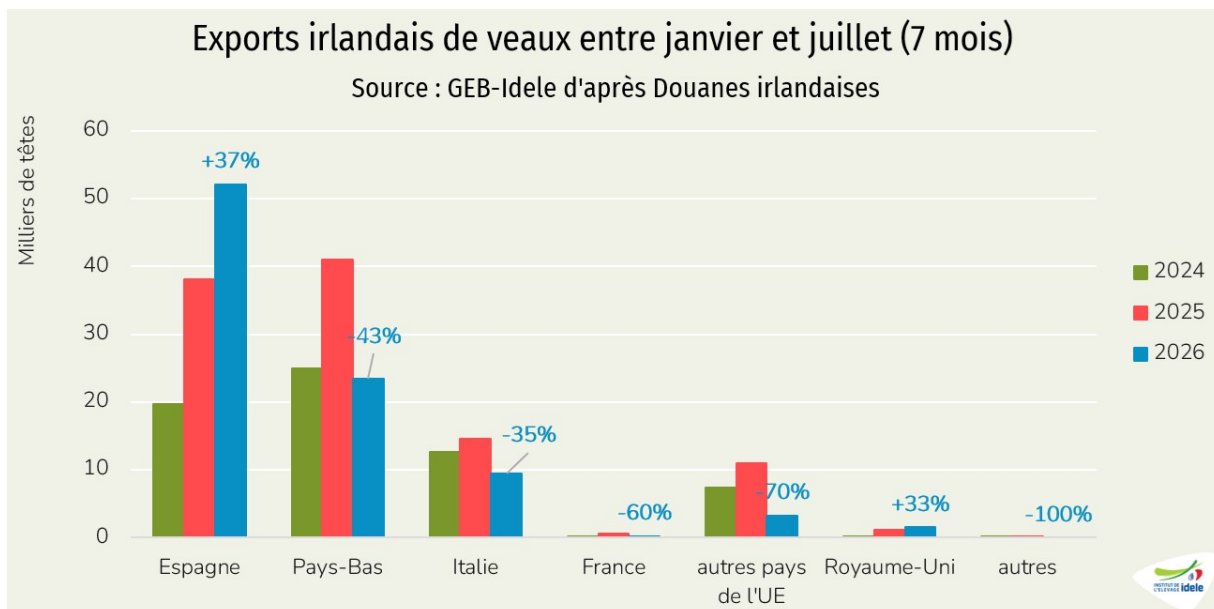
L'offre renforcée, la demande nationale limitée par le commerce difficile de la viande de veau (lire notre article dédié aux veaux de boucherie) et le rattrapage des exportations aboutissent à une stabilisation des prix à un niveau inférieur aux sommets de 2025, mais encore élevé comparés aux années précédentes.



En semaine 37, le **veau laitier de 45 à 50 kg** cotait à 132 €/tête, en légère hausse (+10 €) sur quatre semaines mais en forte baisse par rapport à son niveau de 2025 (-158 €). Le niveau atteint reste cependant plus élevé que les prix habituels à cette saison (moins de 100 €/tête par le passé).

Baisse des envois irlandais

Les envois irlandais de veaux laitiers étaient en net recul vers la plupart des destinations depuis début 2026, sauf



En cumul sur sept mois, 90 000 veaux laitiers ont été exportés d'Irlande, en recul de 17 000 têtes (-16%) par rapport à la même période l'an dernier. L'Espagne est devenue le premier destinataire de ces veaux, avec 52 000 têtes (+14 000 têtes /2025), détrônant les Pays-Bas, client historique, à 23 000 têtes (-18 000 têtes /2025).

Deux éléments sont de nature à compliquer les envois irlandais de veaux laitiers vers le continent. D'une part, le gouvernement néerlandais, après acceptation du plan de la filière du veau néerlandais et de la société civile, a annoncé son objectif « **d'arrêter l'import de veaux irlandais d'ici 2028** » (voir un article d'Agriland.ie). D'ici là, les autorités néerlandaises ont demandé à quatre exportateurs de veaux irlandais de garantir un arrêt pour abreuvement des veaux non sevrés toutes les 12 heures, dans leur trajet de l'Irlande vers les Pays-Bas, allant au-delà de la réglementation européenne. Faute d'abreuvement, des amendes de plusieurs milliers d'euros seront appliquées aux entreprises à chaque traversée.

D'autre part, la compagnie maritime Brittany Ferries a annoncé **la fin de son transport de bétail entre l'Irlande et Cherbourg** (à destination finale des Pays-Bas et de l'Espagne) à partir du 1^{er} septembre 2026. Cette activité n'avait été reprise qu'en février 2025 par la compagnie, qui n'avait pas transporté d'animaux vivants durant trente ans. Les éleveurs irlandais recherchent une alternative, même si une compagnie est encore active pour les traversées entre ces deux pays.

Le climat pèse sur la production laitière

Dernière révision le 21 septembre 2026

Lait de vache »

Où va le lait de vache ? Le dossier est sorti !

Dernière révision le 21 septembre 2026

Que devient le lait de vache collecté en France ? Ce dossier détaille ses principales destinations, des fabrications aux différents débouchés, et décrypte les produits laitiers consommés en France ainsi que leur origine. Retrouvez le dossier ici.

Lait de vache » Collecte laitière »

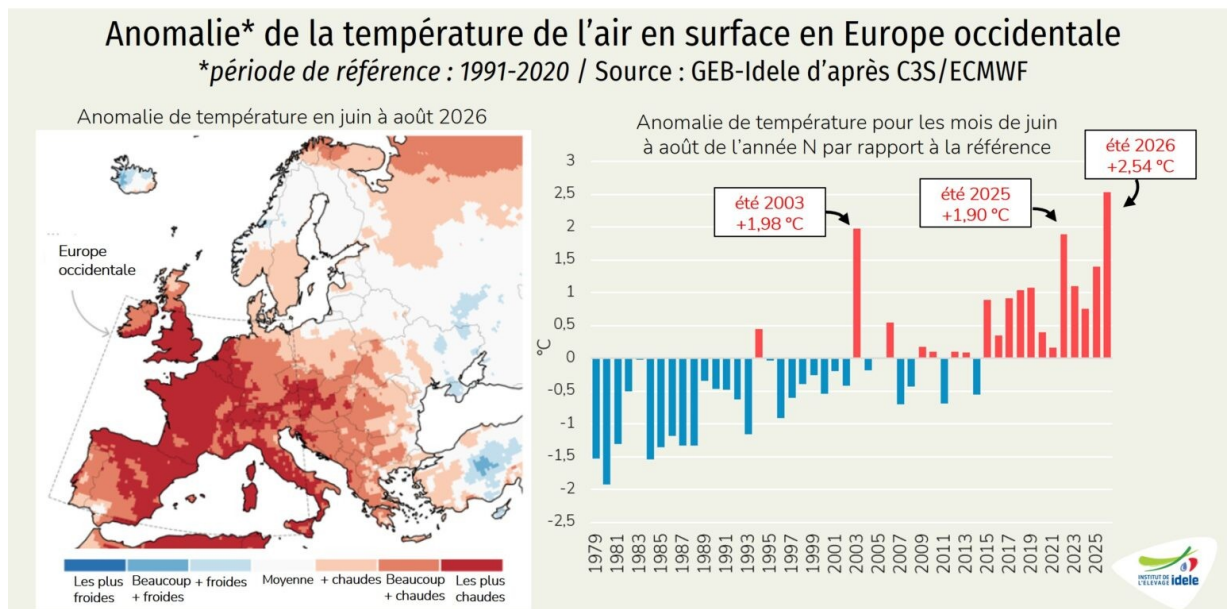
Production mondiale croissante, climat détraqué

Dernière révision le 21 septembre 2026

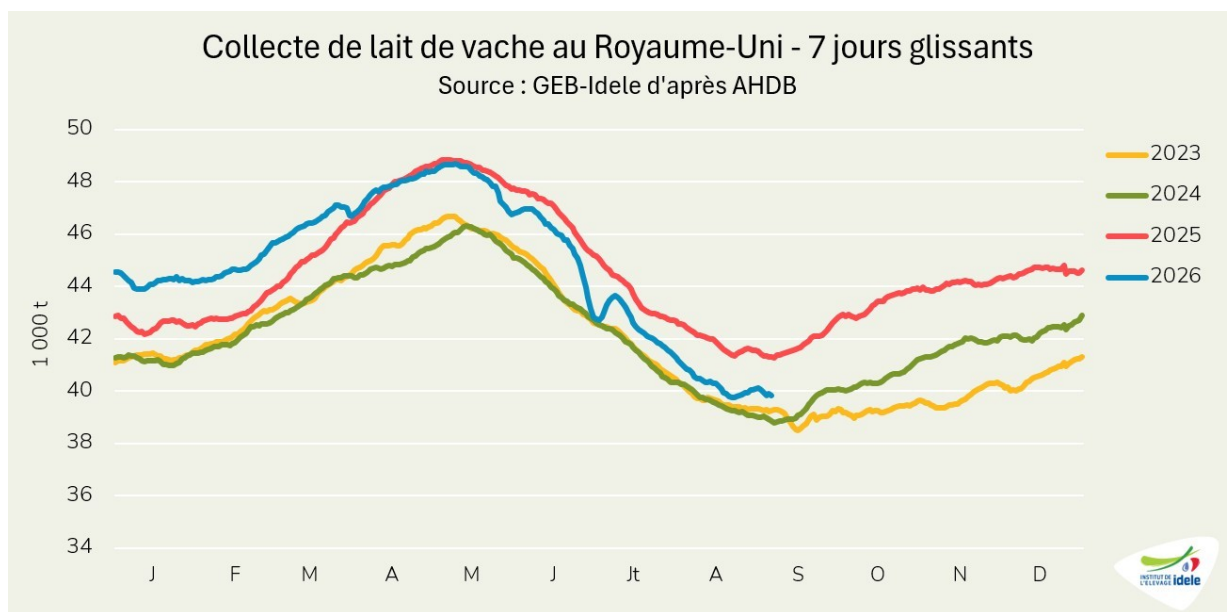
Au cœur de l'été boréal, la production de lait restait globalement orientée à la hausse sur un an dans les principaux bassins exportateurs. La production a cependant été affectée dans certains États d'Europe occidentale. L'hémisphère Sud se prépare à faire face à une multiplication d'événements climatiques exceptionnels dans le sillage d'un phénomène El Niño d'ampleur inédite.

Croissance de la collecte en UE malgré les chaleurs estivales exceptionnelles

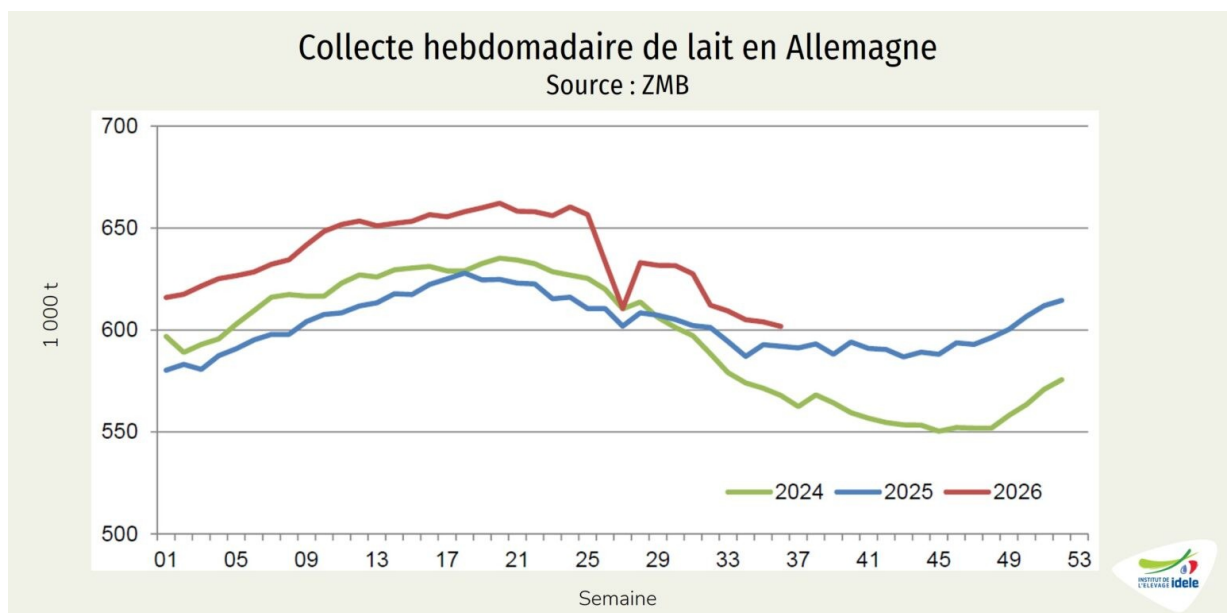
Depuis la fin du mois de mai 2026, plusieurs épisodes caniculaires et une sécheresse inédite ont frappé l'Europe occidentale et notamment la France. Les températures ont atteint un record historique en Europe. Sur l'ensemble des mois de juin, juillet et août, l'anomalie relevée a été supérieure à 2,5°C par rapport à la moyenne des températures pour les mêmes mois de 1991 à 2020. La canicule a été particulièrement intense dans le Centre et le Sud de la Grande Bretagne, le Sud de l'Irlande, la quasi-totalité du territoire métropolitain de la France, l'Ouest de l'Allemagne, dans le Centre et le Nord de l'Espagne et dans l'Ouest de l'Italie notamment.



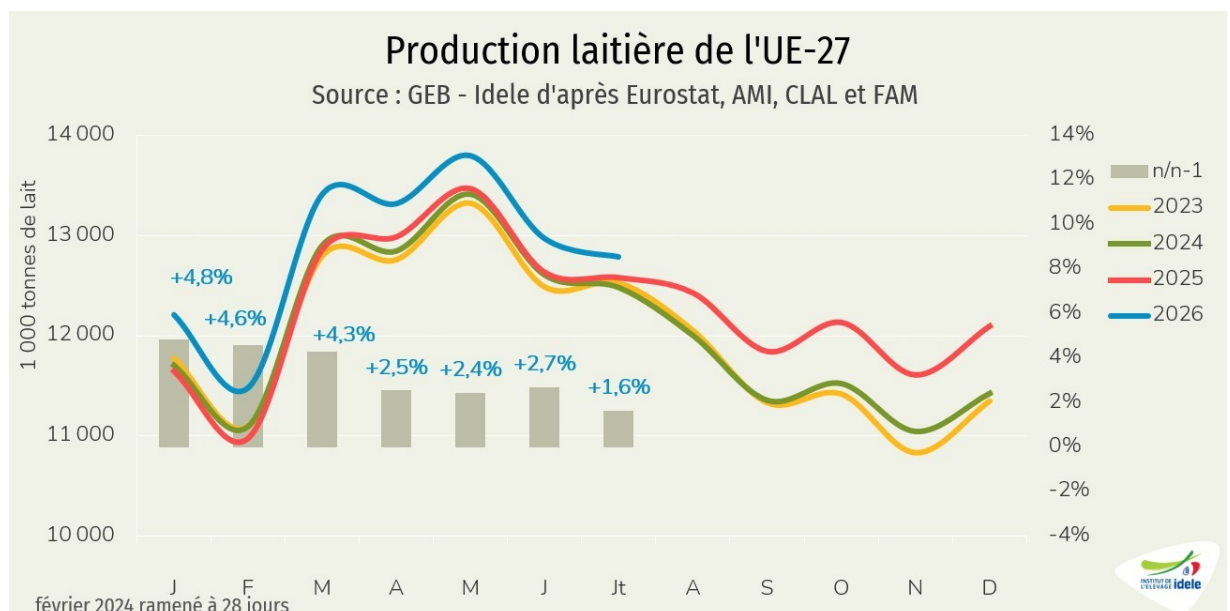
La collecte de lait a été affectée par la répétition des vagues de canicule. Ce fut le cas en France mais également outre-Manche. Au **Royaume-Uni**, la collecte a affiché des baisses marquées lors des épisodes les plus intenses. Entre le 20 mai et le 5 septembre 2026, elle a reculé de 2,7% par rapport à la même période de 2025. Elle flirte depuis le début de l'été avec les niveaux de 2024 et 2025.



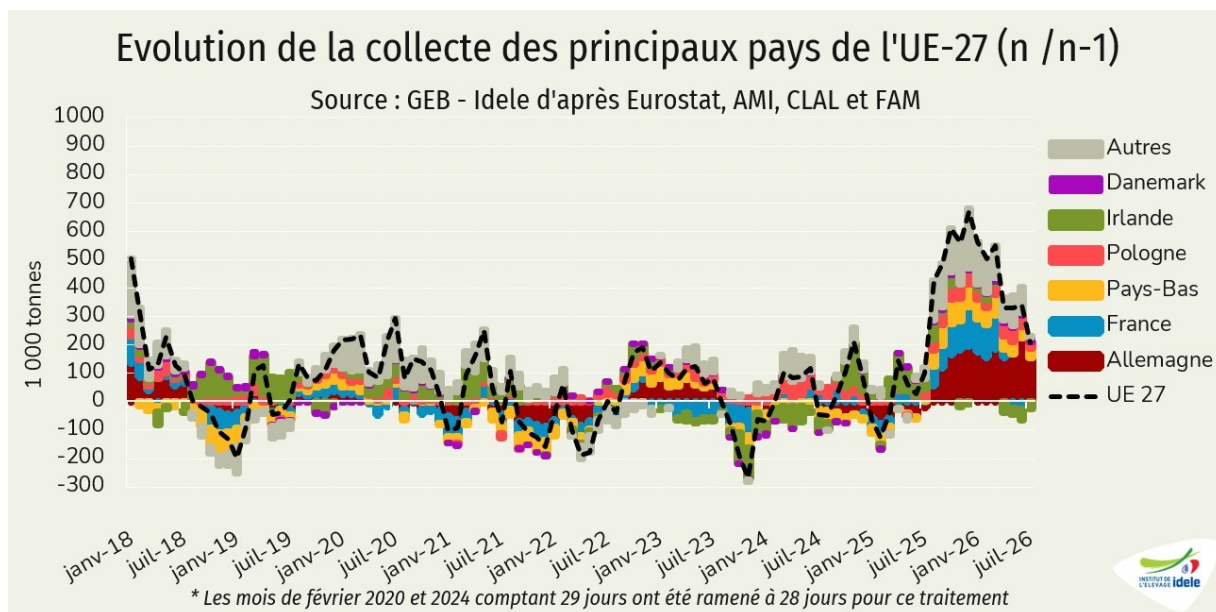
En **Allemagne**, la collecte a été particulièrement affectée au début des épisodes caniculaires. Mais d'après ZMB, si la collecte a bien été touchée par le climat, elle restait au dessus des niveaux des campagnes supérieures. En semaine 36 (31 août – 6 septembre), en pleine période de baisse saisonnière de la production, les laiteries allemandes ont collecté 0,4% de lait en moins que la semaine précédente. Malgré la canicule estivale, le niveau de collecte restait supérieur sur un an (+1,6% /2025).



Si la canicule a pu freiner les niveaux de collecte chez certains États membres de l'UE, elles n'ont pas entraîné de repli global de la production laitière dans la zone. **En juillet 2026, la collecte européenne était toujours en progression sur un an à 12,79 Mt (+1,6% /2025).**



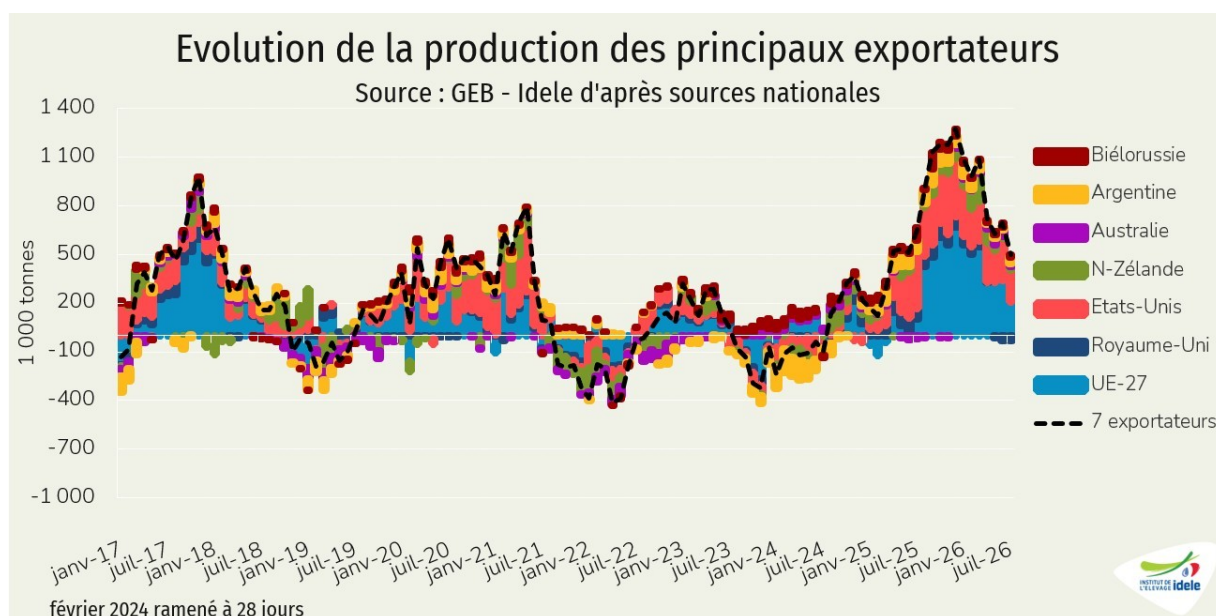
Les collectes mensuelles restaient en hausse chez les principaux exportateurs européens, à l'exception de la France. C'était ainsi le cas de l'Allemagne (+5,8% /juillet 2025 à 2,83 Mt), de la Pologne (+1,6% à 1,20 Mt), des Pays-Bas (+2,9% à 1,19 Mt) ou du Danemark (+4,1% à 518 000 t). Elle était en très légère hausse en Espagne (+0,6% à 628 000 t), stable en Italie (= à 1,10 Mt) et à nouveau en recul en Irlande (-2,2% à 1,01 Mt).



D'autres effets de ces épisodes de chaleurs extrêmes et du manque d'eau restent à venir et pourraient peser sur la collecte à court et moyen terme. De nombreuses inquiétudes concernent notamment les disponibilités en fourrages (en quantité comme en qualité) ainsi que les éventuels effets sur la reproduction. Et avec la hausse du coût des intrants déjà tangibles, la production de lait de l'UE pourrait être sous pression dans les prochains mois.

La production de lait est restée à la hausse chez les principaux exportateurs. Pour combien de temps ?

La production cumulée de lait des sept premiers exportateurs mondiaux de produits laitiers (Argentine, Australie, Biélorussie, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et UE-27) restait orientée à la hausse en juillet. Mais **le rythme de croissance sur un an avait à nouveau ralenti**, n'atteignant que 500 000 tonnes (+1,8% /juillet 2025) contre encore plus d'un million de tonnes en mars dernier (+4,0% /mars 2025).



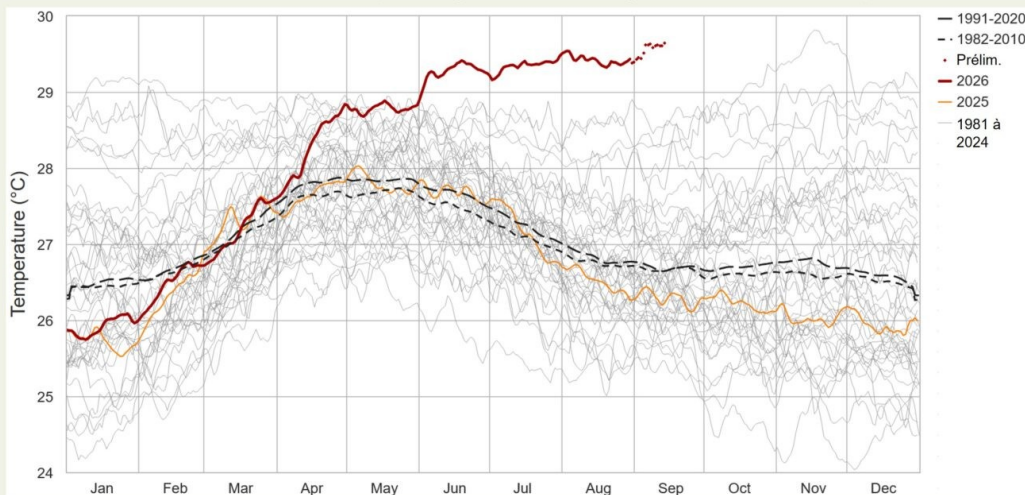
Si la croissance concernait l'essentiel des bassins exportateurs, le Royaume-Uni faisait exception (-2,5% ou -33 000 t /2025, à 1,31 Mt). **L'essentiel de la progression de la production de lait restait portée par l'UE (41% de la croissance) et par les États-Unis (40%)**. Outre Atlantique, les marges en élevage sont restées suffisamment intéressantes pour soutenir la production, malgré le repli des prix du lait. Le pays a ainsi connu en juillet 2026 sont 24^{ème} consécutif de croissance sur un an de la production de lait (+2,2% ou +199 000 t /2025, à 9,14 Mt).

En **Océanie**, si le début des campagnes laitières 2026/2027 restent sous le signe de la hausse des disponibilités en lait, le phénomène *El Niño* inquiète. En effet, **les campagnes océaniques devraient être affectées de conditions climatiques perturbées**. Les températures historiques relevées dans le Pacifique laisse peu de doute quant à l'intensité du phénomène à venir. Ainsi, l'indice *Niño* 3.4 (indice calculé par l'écart moyen à la climatologie des températures de surface de l'océan sur la région définie entre 5° N et 5°S, et 170°W et 120°W) dépassait +1,8°C sur le mois d'août 2026. D'après le centre de prévision climatique de l'Université du Maryland, *El Niño* se

renforce, avec une chance de plus de 90% d'un événement très fort lors de l'automne de l'hémisphère Nord et de l'hiver 2026-2027.

Température de la surface de la mer en zone Niño 3.4 (5°S-5°N, 120-170°W)

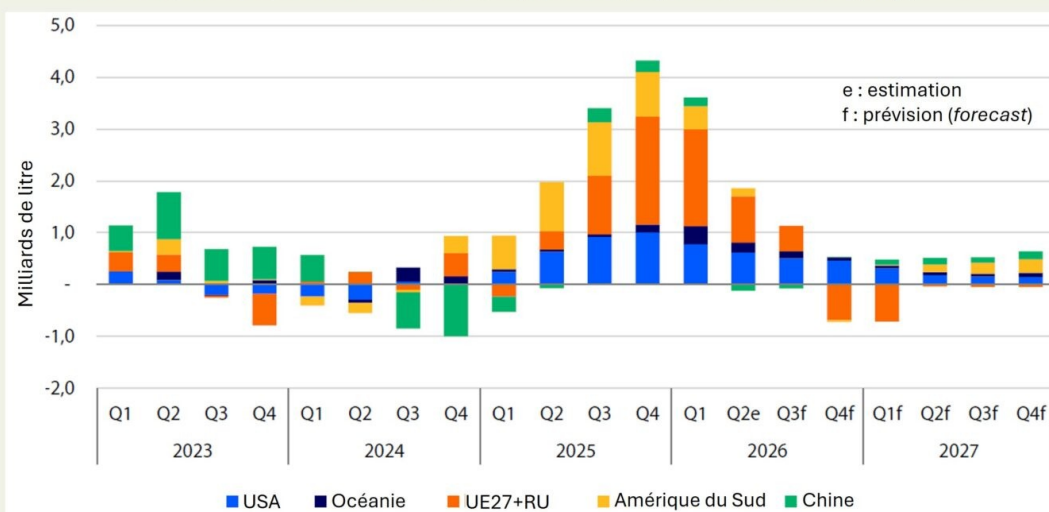
Source : ClimateReanalyzer.org, Climate Change Institute, University of Maine



Le très probable épisode *El Niño* d'une intensité exceptionnelle qui démarre dans l'Océan Pacifique pourrait entraîner des épisodes climatiques extrêmes, notamment en Australie mais aussi en Nouvelle-Zélande. Dans ses dernières prévisions, la Rabobank estime que la production mondiale de lait pourrait être moins dynamique dans les mois qui viennent et davantage marquée par l'incertitude concernant l'offre. Si la production pourrait se replier dans l'UE en fin d'année, les conditions météorologiques dans l'hémisphère Sud seront le principal facteur déterminant de l'évolution du marché au cours des prochains mois.

Prévisions de production de lait de vache chez 8 principaux exportateurs* et en Chine

* Etats-Unis, Australie, Nouvelle-Zélande, UE, Royaume-Uni, Argentine, Brésil et Uruguay / Source : Rabobank



Lait de vache » Collecte laitière »

Un été qui met la filière laitière à l'épreuve

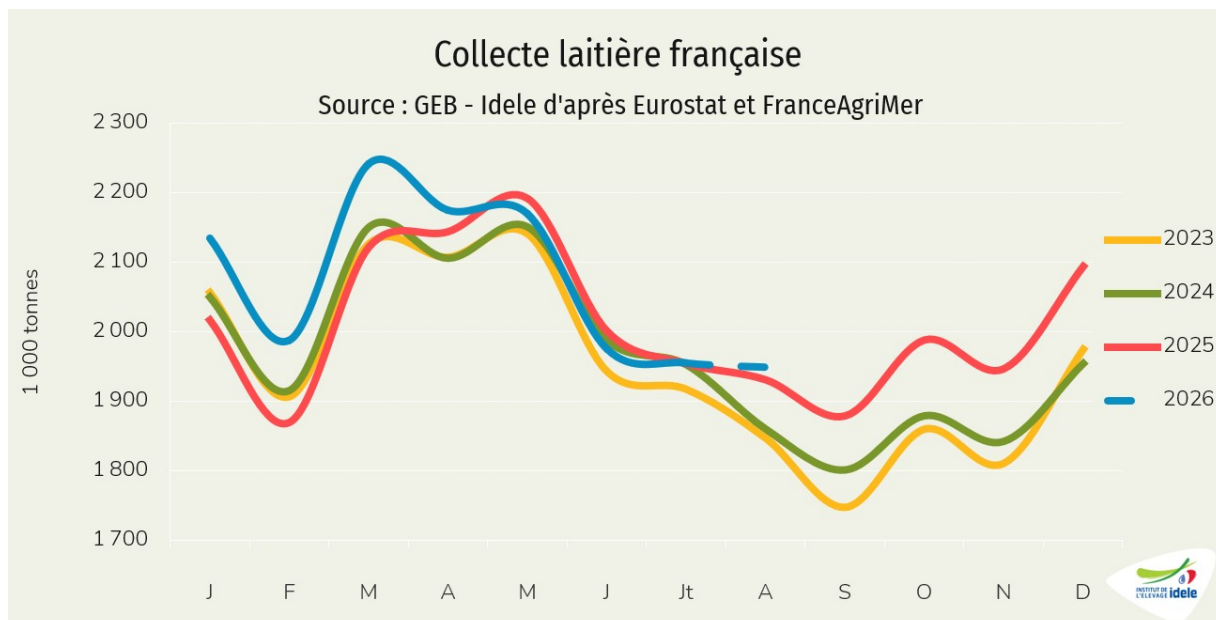
Dernière révision le 21 septembre 2026

La collecte laitière française, rattrapée par les fortes chaleurs et la sécheresse, peine à confirmer le rebond attendu cet été.

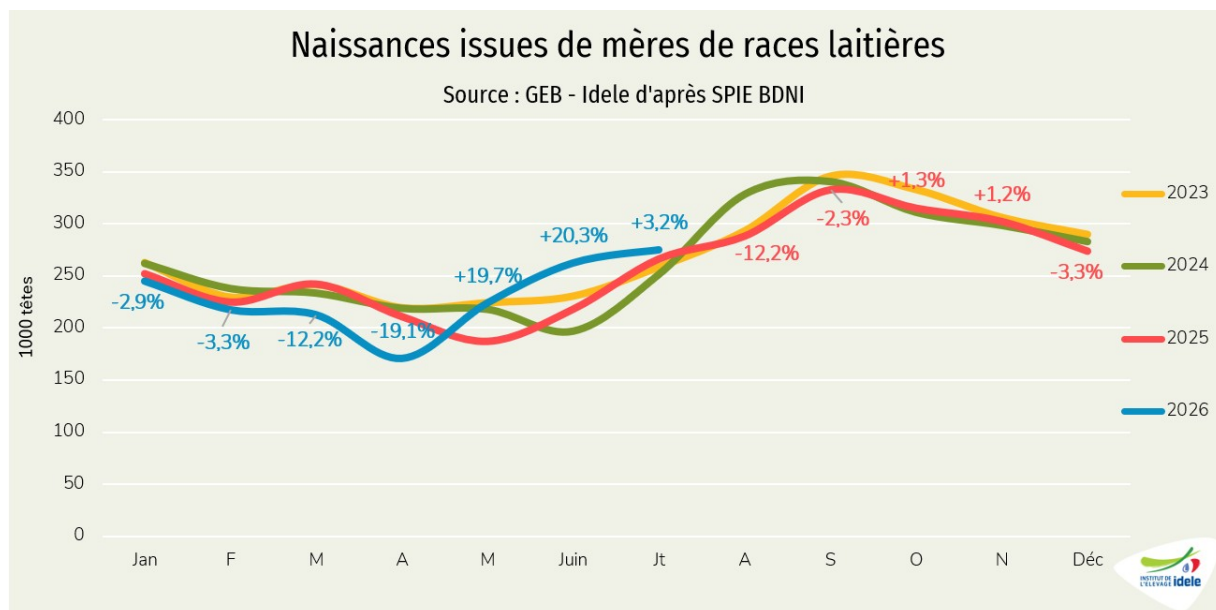
Une collecte laitière rattrapée par la canicule

En juillet 2026, la collecte laitière française était stable (+0,1% /juillet 2025). Selon les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer, la collecte afficherait une légère hausse en août (+1%). Après plusieurs mois de progression amorcée en août 2025, la collecte a décroché au moment où elle atteint habituellement son pic saisonnier. Cette inflexion s'explique d'abord par les conséquences de la FCO qui a touché plusieurs bassins laitiers de l'Ouest à l'été 2025. Les fortes baisses de naissances enregistrées en mars et avril ont décalé l'entrée en lactation d'une partie des animaux. À ce **facteur sanitaire** se sont ajoutés des **épisodes climatiques particulièrement difficiles**. Une première vague de chaleur fin mai (semaine 22) a entraîné un recul immédiat de la collecte (-3,7% sur un an). Une deuxième vague, particulièrement intense, a frappé la France fin juin (semaine 26), avec un recul de collecte de 7%. D'autres épisodes de canicule se sont ensuite succédés au cours de l'été, provoquant à chaque fois un ralentissement de la production. Entre deux épisodes de forte chaleur, le retour à des températures plus clémentes a permis aux animaux de récupérer. Mais la répétition de ces séquences a

progressivement pesé sur leur état et leur capacité à exprimer pleinement leur potentiel de production.



Le décalage des vêlages consécutif à la FCO s'est traduit par une nette remontée des naissances à partir de mai. Cette évolution devait mécaniquement alimenter la production dans les mois suivants, avec davantage de vaches entrant en lactation. Les naissances ont en effet progressé de près de 20% sur un an en mai comme en juin. La hausse s'est poursuivie en juillet, à un rythme toutefois plus modéré, autour de 3%, et les données disponibles pour août restent orientées à la hausse. La collecte aurait donc dû bénéficier de cette reprise des naissances à partir de juin et jusqu'au début de l'automne. Mais les épisodes de chaleur ont en partie gommé cet effet favorable. En septembre, malgré des températures encore anormalement élevées, la collecte pourrait progresser par rapport à 2025, portée par la présence de nombreuses vaches en pleine lactation.



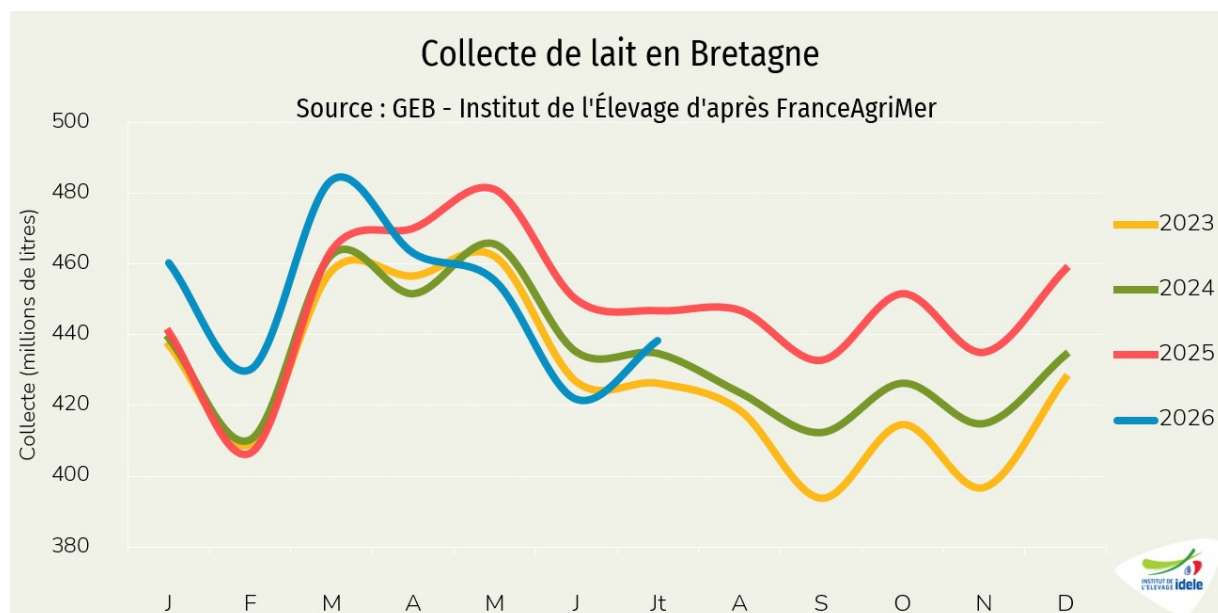
A la succession des épisodes de chaleur s'est ajoutée une **sécheresse sévère**, qui a fortement dégradé l'état des sols et des prairies. Le pâturage a été très limité au cours de l'été, les prairies ayant été fortement desséchées. Dans les secteurs les plus touchés, une réimplantation pourrait s'avérer nécessaire. La situation est contrastée pour le maïs, avec de fortes disparités selon les territoires et les conditions locales. Dans certaines exploitations, les pertes de rendement devraient être importantes. Les stocks constitués pour l'hiver ont déjà commencé à être mobilisés et les inquiétudes portent désormais sur la disponibilité et la qualité des fourrages pour les prochains mois. Certains éleveurs ont dû acheter des fourrages, parfois à des prix élevés. Les situations restent néanmoins très hétérogènes d'une exploitation à l'autre.

Le retour des pluies est désormais particulièrement attendu pour permettre la reprise de la pousse de l'herbe à l'automne et reconstituer des ressources fourragères.

Enfin, des **difficultés de reproduction** ont été observées dans les exploitations. Leurs effets sur la dynamique du troupeau et sur la production laitière ne seront visibles que dans les prochains mois.

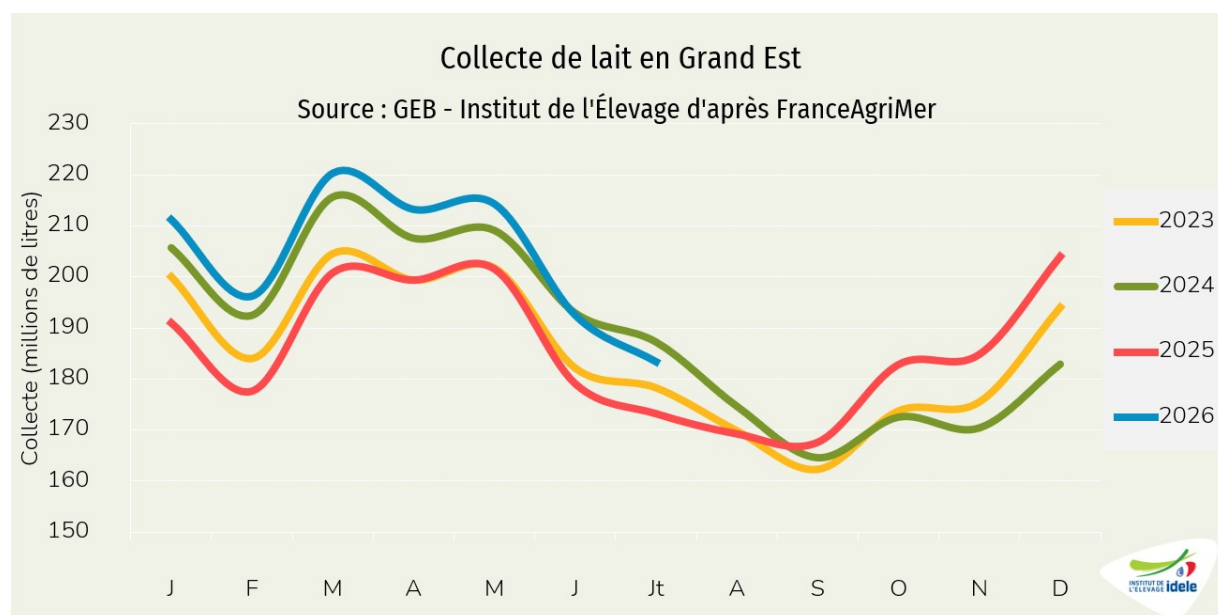
Les évolutions diffèrent sensiblement selon les bassins laitiers. **Dans le Nord-Ouest, la collecte s'est dégradée en avril et en mai**, sous l'effet de la FCO et du décalage des vêlages. La remontée des naissances en mai et juin laissait ensuite attendre une reprise de la production. Celle-ci a toutefois été largement atténuée par les épisodes de canicule. En **Bretagne**, la collecte est repartie à la hausse en juillet, comme l'illustre le graphique, tout en demeurant inférieure à son niveau de 2025. À l'échelle du Grand Ouest, les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer laissent encore entrevoir une collecte inférieure à celle de l'an dernier en août. La situation pourrait

toutefois s'inverser en septembre.



À l'Est de la France, et plus particulièrement dans le **Grand Est**, la situation apparaît différente, avec une **collecte nettement supérieure à celle de 2025**. La région avait été fortement touchée par la FCO dès l'été 2024, ce qui avait perturbé la production et contribué au recul de la collecte jusqu'en août 2025.

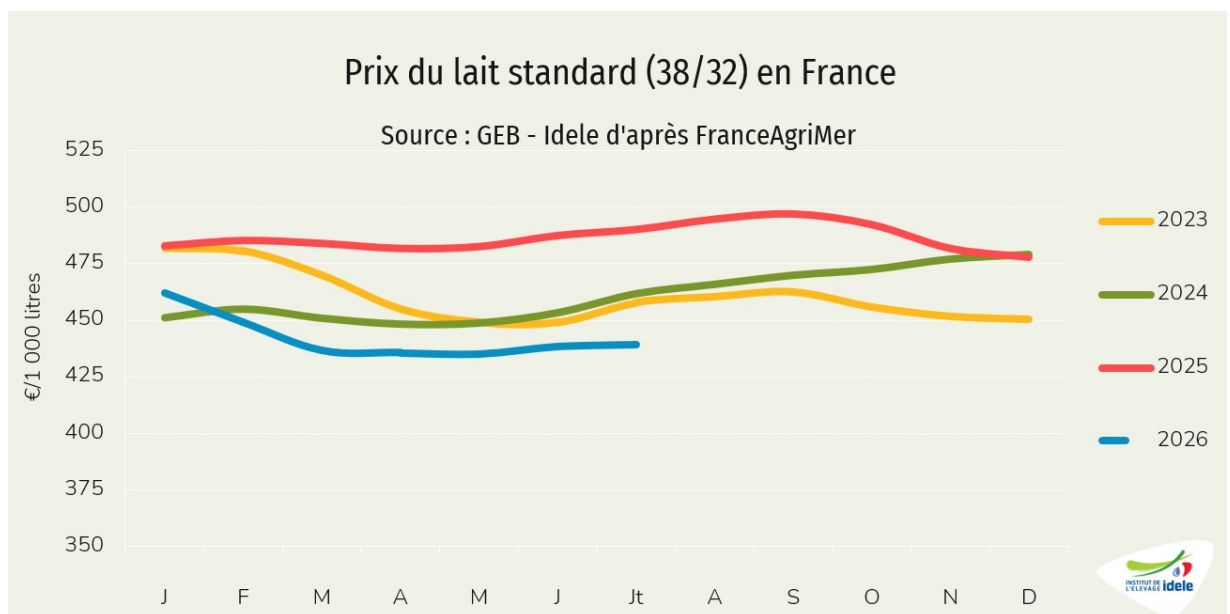
L'amélioration de la qualité des fourrages avait ensuite favorisé une reprise à partir de septembre 2025, qui s'est prolongée en 2026. Les éleveurs du Grand Est ont néanmoins eux aussi été confrontés aux fortes chaleurs, avec un impact sur la collecte depuis la fin du mois de juin.



Le prix du lait amorce une stabilisation après plusieurs mois de repli

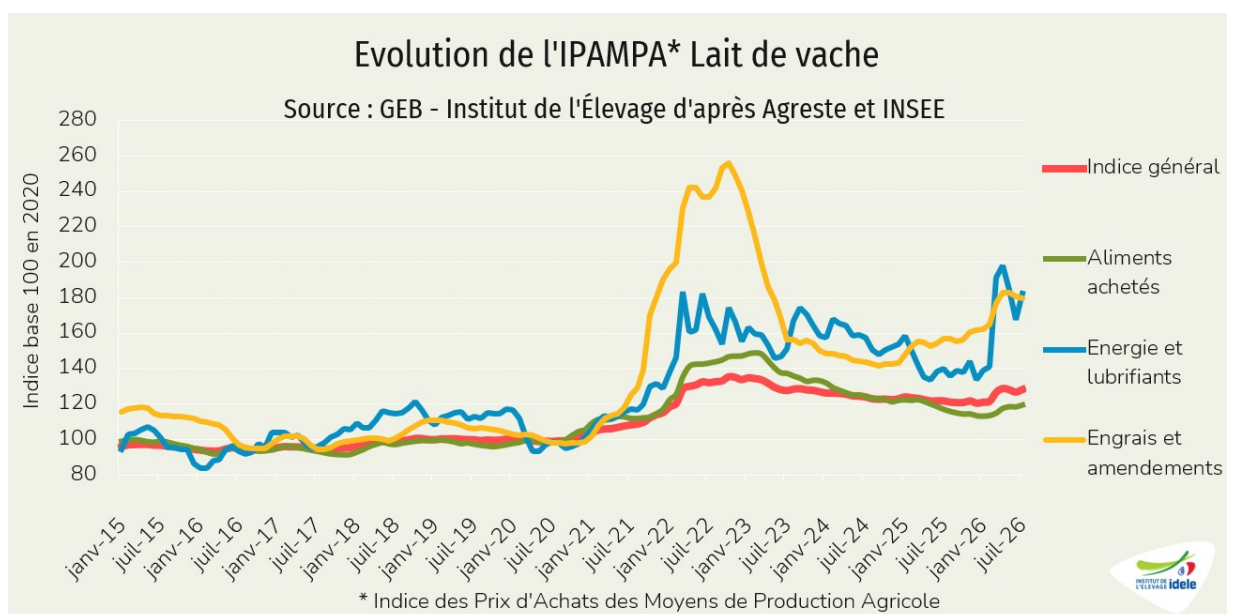
Depuis octobre dernier, le prix du lait en France a suivi une trajectoire baissière. En juillet 2026 pour un lait standard (38 g/l de TB et 32 g/l de TP), le prix s'est établi à **439 €/1 000 litres**, passant largement sous son niveau de juillet 2025 (-51 €). Cette baisse semble marquer le pas. Selon les données de l'Observatoire de l'Éleveur Laitier, le prix devrait se maintenir à des niveaux proches en août et en septembre.

En composition réelle, le prix a poursuivi son recul à **454 €/1 000 litres en juillet** (-51 €/juillet 2025) en repli de 47 € comparé à janvier 2026.



La marge des éleveurs poursuit son recul

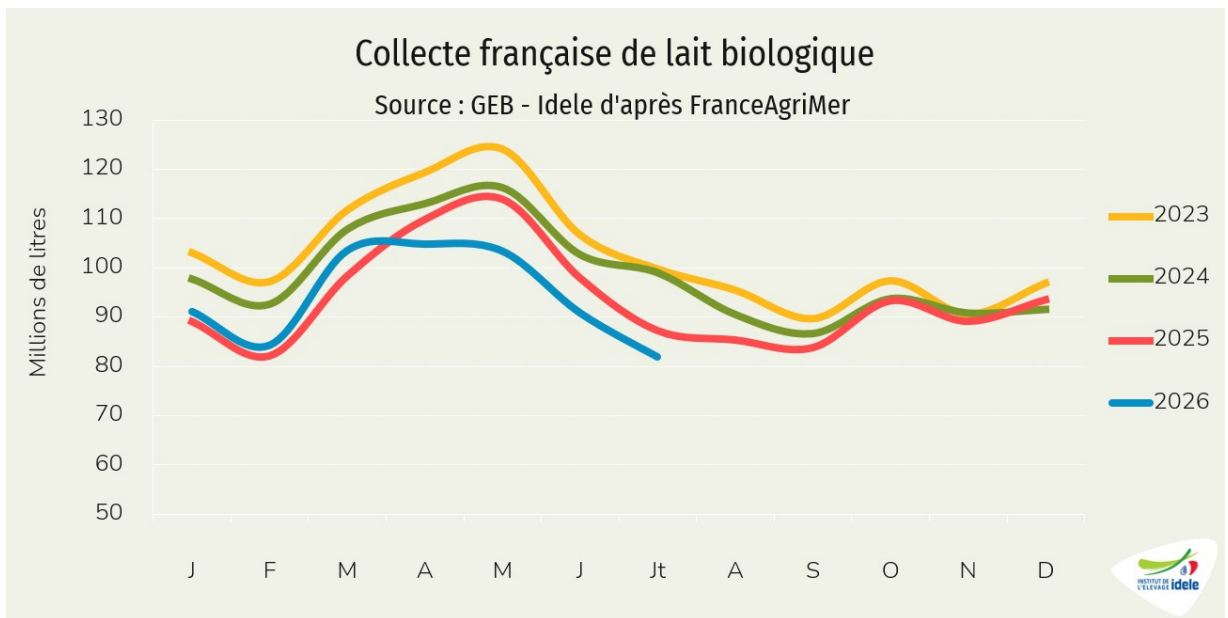
Du côté des charges, l'**IPAMPA** lait de vache (qui représente 58% des coûts de production en zone de plaine), a **légèrement augmenté en juillet 2026** d'un mois sur l'autre (+1,2%) et a progressé de 5,3% /juillet 2025. Sur un an, le poste aliment acheté est désormais en hausse (+2,2% /2025). La progression est très marquée pour l'énergie (+29,9%) et pour les engrais (+14,4%). Dans l'ensemble, les charges courantes ont progressé de 6,1% sur un an tandis que les biens d'investissement se sont renchérissés de 2,5%.



La marge MILC continue de se dégrader. Estimée à 159 €/1 000 l en juillet dernier, elle connaît son neuvième mois consécutif de recul, perdant 17€ sur un mois. Ce repli résulte de la combinaison d'une baisse du prix du lait (lait conventionnel aux taux réels), d'une baisse des prix des vaches de réforme et des veaux et d'une légère augmentation des charges. Sur un an, le recul de la MILC a atteint 89€/1000 l. Au recul du produit lait (-56€) s'ajoute celui des coproduits viande (-14€), ainsi que la hausse des charges (+19€). À noter, les charges considérées dans la marge MILC se basent sur l'IPAMPA lait de vache qui ne couvre pas l'ensemble des charges des exploitations. D'autres charges comme les coûts salariaux, les coûts des travaux par tiers ou les frais financiers qui ne sont pas prises en compte dans l'IPAMPA, restent en hausse par rapport à début 2025. Par ailleurs, les investissements en élevages laitiers ont été importants ces dernières années, notamment en robotisation, et l'évolution de la part croissante des investissements n'est pas prise en compte dans le calcul, l'indice IPAMPA étant établi sur la base 2020.

Une collecte de lait bio sous tension

La collecte de lait bio connaît un net recul depuis le printemps. En juillet, elle s'est encore dégradée de 6,2% /2025. Après les reculs observés en avril et mai sous l'effet des décalages de naissances liés à la FCO dans le grand ouest, la canicule et la sécheresse ont fortement pesé sur la production. De plus, les nombreux arrêts observés en 2025 (217 arrêts d'activité en lait bio dont 62% d'arrêts de certification) ont fortement affecté le niveau de collecte en 2026.



La question des fourrages constitue également un point de vigilance majeur pour les élevages biologiques. Comme en conventionnel, la sécheresse et les fortes chaleurs ont fortement réduit les possibilités de pâturage et fragilisé les ressources disponibles pour les prochains mois. La situation peut être particulièrement délicate dans des exploitations moins habituées à constituer des stocks. Une réduction du cheptel pourrait devenir nécessaire si les ressources fourragères ne se reconstituent pas suffisamment à l'automne.

Cet été, les épisodes de chaleur se sont traduits par des baisses ponctuellement très marquées de la collecte bio. Dans certains cas, ces replis ont pu conduire des industriels laitiers à faire face à des disponibilités limitées en matière première.

Certains opérateurs s'interrogent désormais sur les disponibilités en lait bio dans les prochains mois. La reprise de la demande intervient en effet dans un contexte où la production est fragilisée par les aléas climatiques, qui affectent les fourrages et la production laitière, tandis que le nombre de livreurs a récemment fortement diminué.

Lait de vache » Consommation »

Cet été, les ménages ont acheté moins de beurre et de crème

Dernière révision le 21 septembre 2026

Les achats des ménages de produits laitiers ont ralenti cet été. Le recul touche notamment le beurre et la crème, y compris en bio, tandis que les yaourts et plusieurs catégories de fromages ont conservé une orientation favorable.

Les achats de produits laitiers marquent le pas cet été

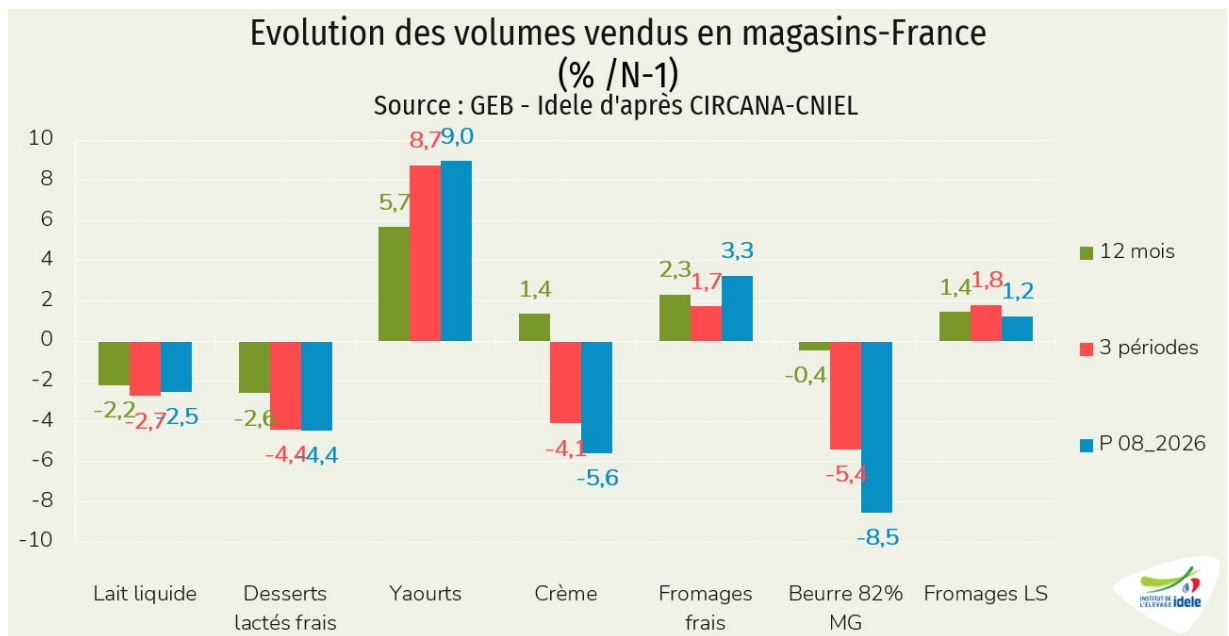
Avec un été marqué par plusieurs épisodes de fortes chaleurs, les achats de produits laitiers ont-ils été affectés ?

Bien orientés en début d'année, les achats de produits laitiers en magasins généralistes ont ralenti depuis la période 6, qui a débuté le 18 mai. Le recul s'est poursuivi en P7 et P8, cette dernière période s'achevant le 9 août. Sur ces trois périodes, les achats de produits laitiers ont ainsi diminué de 0,9% /2025 en équivalent lait, avec un repli plus marqué en P8, à -1,6%.

Les achats de lait liquide et de desserts lactés frais sont toujours en recul. Plus remarquable sur les trois dernières périodes, **le beurre et la crème enregistrent des baisses particulièrement marquées**, respectivement de 5,4% et 4,1% /2025. Ces replis pourraient être en partie liés aux conditions météorologiques, les ménages ayant réduit leurs achats de ces deux produits au cours de cet été particulièrement chaud. À l'inverse, les yaourts ont conservé une forte dynamique, avec des achats en hausse de 8,7% sur les trois dernières périodes. Les achats de fromages restent également bien orientés.

Ces évolutions ne semblent pas s'expliquer par les prix. En P8, sur un an, les prix des produits laitiers n'ont progressé que de 0,5%. Ils ont même légèrement reculé pour le beurre (-0,4%) et progressé de seulement 0,2% pour la crème. À l'inverse, les prix des yaourts ont augmenté de 2,5%, sans empêcher leurs achats de progresser nettement.

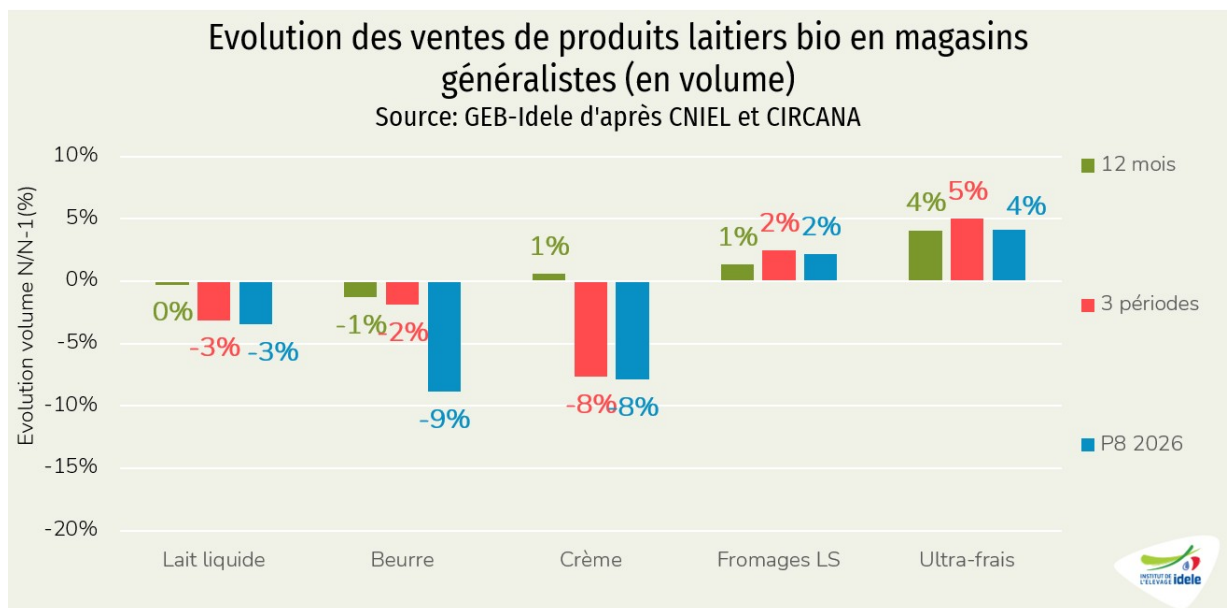
Le recul des achats de beurre et de crème apparaît plutôt conjoncturel, en lien avec la météo de cet été. À l'inverse, **la progression des achats de yaourts semble s'inscrire dans une tendance plus durable**, portée notamment par le succès des références hyper-protéinées. **Les fromages poursuivent également leur développement**, avec une dynamique notamment soutenue par la mozzarella, la burrata et les fromages râpés.



Les achats de produits laitiers bio perturbés cet été

Les achats de produits laitiers bio par les ménages en magasins généralistes sont orientés à la hausse depuis plusieurs mois. En cumul à P8 2026, ils ont progressé de 1,5% en équivalent lait par rapport à 2025. Cette tendance s'infléchit toutefois sur les trois dernières périodes (P6 à P8), avec **un recul marqué des achats de beurre et de crème bio**, particulièrement prononcé en P8, respectivement de -9% et -8%. À l'inverse, les achats d'ultra-frais et de fromages bio poursuivent leur progression, confirmant une orientation plus favorable sur ces catégories.

Là encore, ces évolutions ne semblent pas s'expliquer par les prix. Sur un an, le prix du beurre bio n'a progressé que de 1%, tandis que celui de la crème est resté stable. Les prix des fromages et de l'ultra-frais sont également demeurés globalement stables.

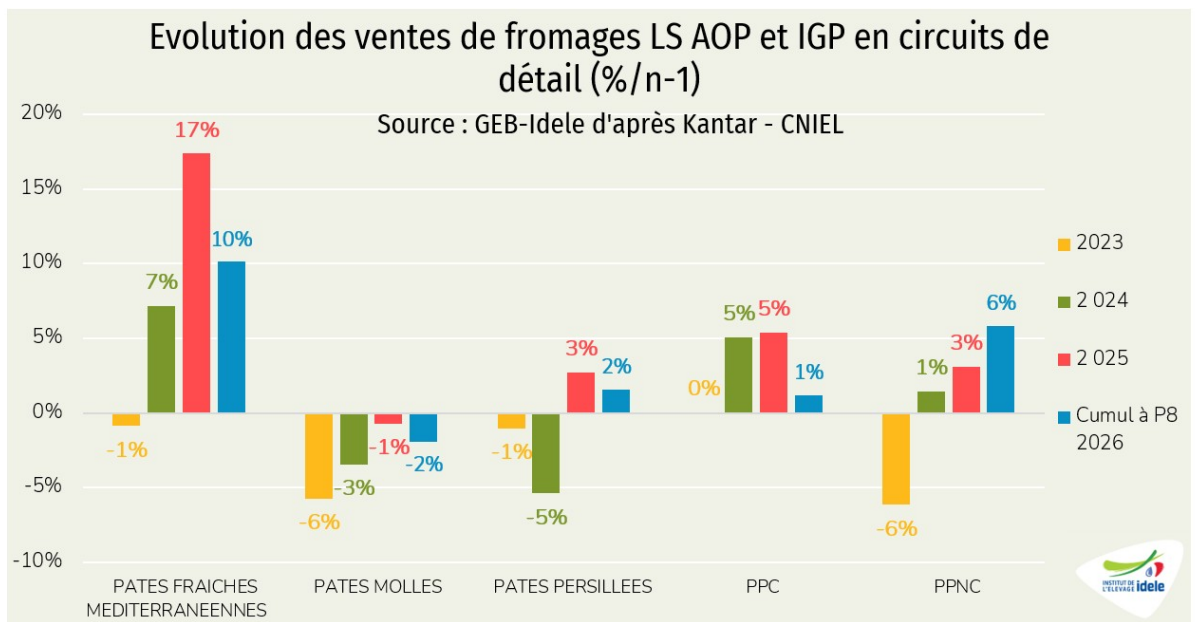


Les fromages AOP et IGP résistent

Les achats de fromages AOP et IGP en libre-service restent bien orientés en cumul à P8 2026, en progression par rapport à 2025. La plupart des catégories de fromages AOP enregistrent une évolution positive, à l'exception des pâtes molles, dont les achats reculent depuis plusieurs années.

Les pâtes fraîches méditerranéennes AOP, notamment la *mozzarella di Bufala Campana*, affichent la plus forte progression, avec des achats en hausse de 10%, devant les pâtes pressées non cuites, à +6%.

La tendance s'infléchit toutefois sur les trois dernières périodes (P6 à P8) : les achats reculent dans la plupart des catégories. Les pâtes fraîches méditerranéennes et les pâtes pressées non cuites font exception, avec des achats qui continuent de progresser.



Lait de vache » Marché des produits laitiers »

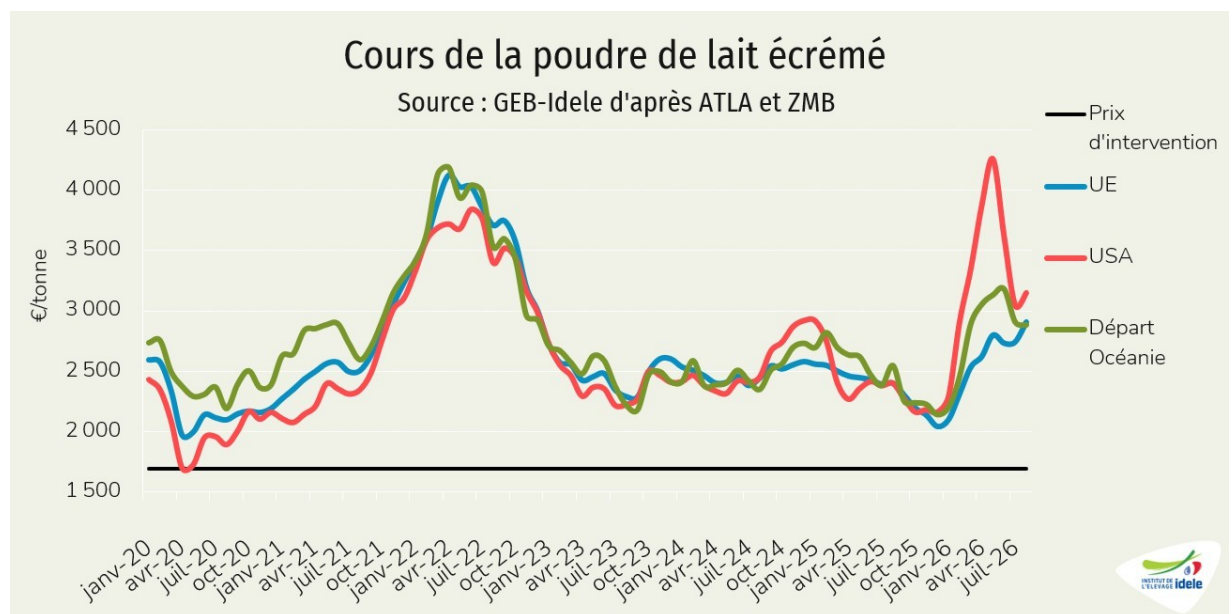
Des cours soutenus pour la poudre maigre

Dernière révision le 21 septembre 2026

Après l'envolée temporaire des cours de la poudre maigre aux États-Unis, c'est au tour des cotations européennes de se redresser. La demande en protéine sur les marchés mondiaux soutient les prix.

Les cours de la poudre maigre en hausse dans l'UE

Au cœur de l'été, les cotations de la poudre de lait écrémé étaient globalement soutenues sur les marchés mondiaux. Après s'être réajustée, **la cotation départ USA s'est stabilisée à un niveau élevé**. En août 2026, elle a atteint **3 148 €/t** (+3% /juillet 2026 et +31% /août 2025), bien supérieur au niveau de conjoncture précédent l'envolée du printemps. En **Nouvelle Zélande**, les prix de la poudre maigre se sont légèrement repliés mais demeuraient à un **niveau bien supérieur à celui de l'an dernier**, à **2 884 €/t** (-1% /juillet 2026 mais +13% /août 2025).



Avec des disponibilités certaines et des cours restés jusqu'ici compétitifs, la poudre de lait écrémé produite dans l'UE a bénéficié d'une demande dynamique au cœur de l'été. Ainsi, les cours sont orientés à la hausse. **La cotation en UE a atteint 2 907 €/t en août (+6% en un mois et +21% /2025)**, niveau dépassant désormais légèrement la cotation néo-zélandaise (+1%).

Même constat de hausse en **France** d'après ATLA où **le cours de la poudre maigre a dépassé les 3 000 €/t**. En semaine 37, elle a atteint **3 180 €/t** (+9% sur un mois et +32% sur un an). Un niveau qui n'avait plus atteint depuis 2022.

Cotation de la poudre maigre en France

Source : GEB-Idele d'après ATLA



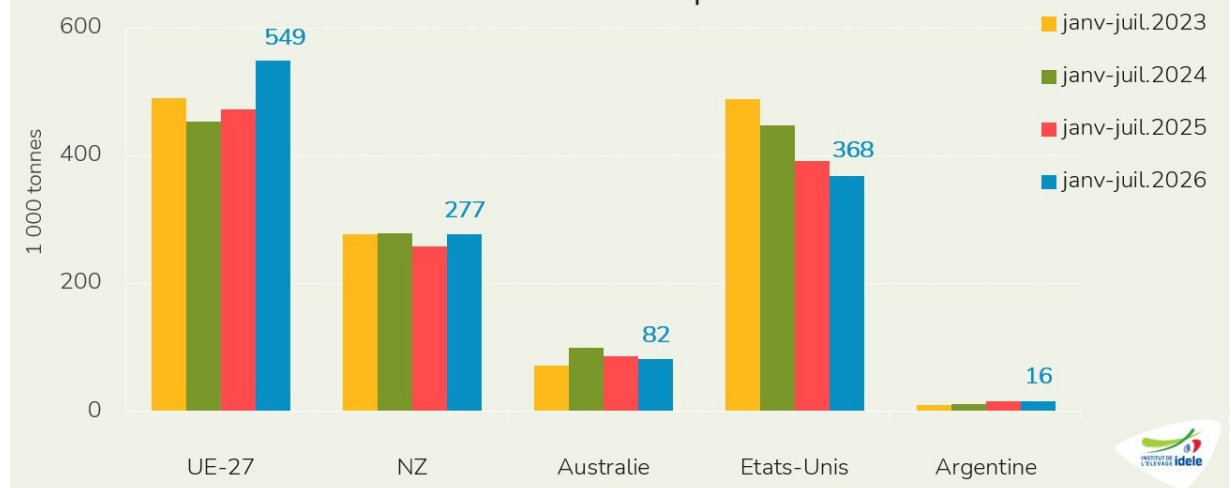
L'UE a exporté plus

Sur les marchés mondiaux, les performances des pays exportateurs ont été variables. Avec des disponibilités plutôt limitées notamment au printemps et alors que la fabrication de produits riches en protéines est préférée à la poudre maigre, **les États-Unis ont vu leurs exportations reculer** à nouveau. En cumul sur les sept premiers mois de 2026, les envois de poudre maigre ont plafonné à 368 000 t (-6% /2025 et -18% /2024). Dans le même temps, **les exportations néo-zélandaises ont rebondi mais dans une ampleur limitée** : elles cumulaient 277 000 t (+7% /2025 mais -1% /2024).

Avec des disponibilités et un prix jusqu'ici compétitif, la poudre maigre produite dans l'UE a été davantage échangée sur les marchés mondiaux. **Les envois européens ont totalisé 549 000 t (+16% /2025 et +21% /2024)**. Il s'agit du second plus haut total après 2019.

Exportations cumulées de poudre maigre

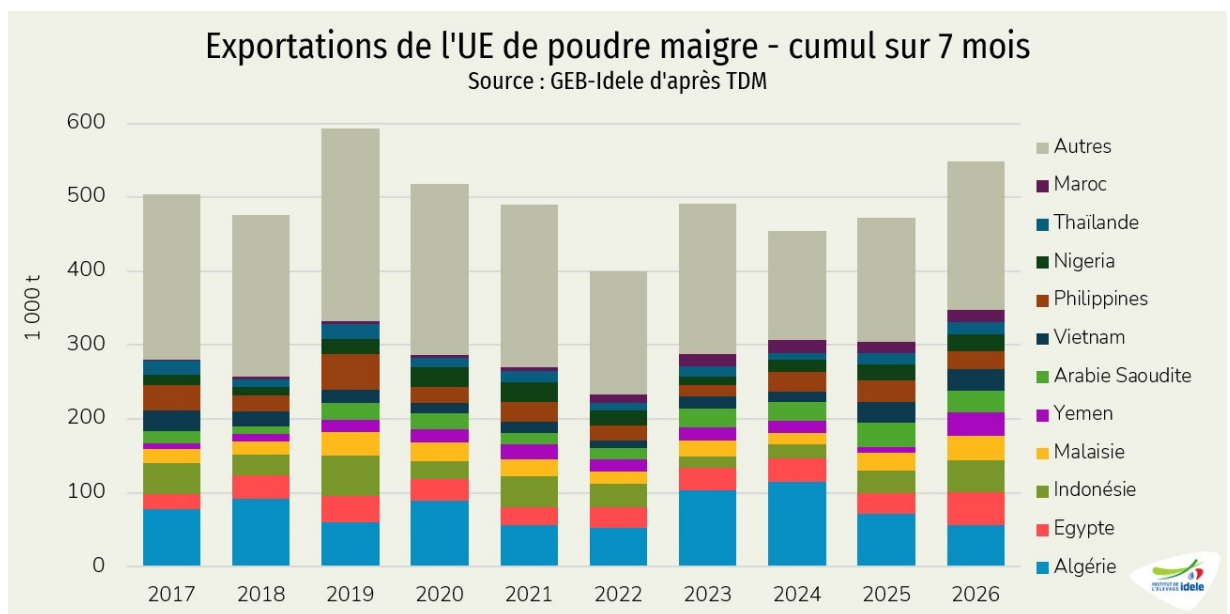
Source : GEB - Idele d'après TDM



Les exportations de l'UE ont été destinées à des marchés divers. Certains acheteurs ont voulu sécuriser leurs approvisionnements dans un climat de tension géopolitique toujours lourd. D'autres ont voulu profiter des prix compétitifs, notamment par rapport au fournisseur néo-zélandais, et des disponibilités en UE.

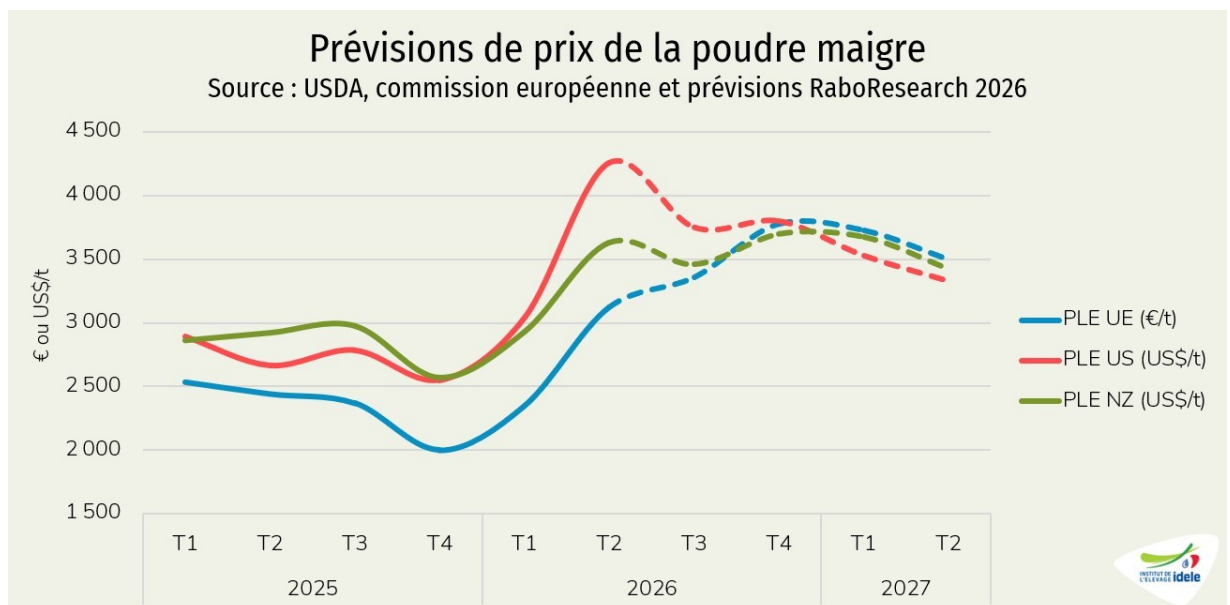
Si l'Algérie reste le premier client en volume de l'UE, ses achats se sont à nouveau repliés à seulement 57 000 t (-21% /2025 et -50% /2024). Les quatre destinations suivantes ont connu une hausse des flux :

- L'Égypte, avec 44 000 t (+63% /2025 et +35% /2024) ;
- L'Indonésie, avec 43 000 t (+39% /2025 et x2,2 /2024) ;
- La Malaisie, avec 33 000 t (+34% /2025 et x2,2 /2024) ;
- Le Yémen, avec 32 000 t (x4,4 /2025 et +93% /2024).



Est-ce que les prix soutenus sont durables ?

La demande globale en protéines (poudre maigre, concentré de protéines de lactosérum (WPC), isolat de protéines de lactosérum (WPI), ...) reste importante et croissante et devrait perdurer à court et moyen terme. D'après les dernières prévisions de la Rabobank, ce contexte favorable de demande devrait soutenir les cours, d'autant que le rythme de la collecte mondiale pourrait bien décélérer.



La production d'agneaux est pénalisée par les très fortes chaleurs

Dernière révision le 21 septembre 2026

Viande ovine » France »

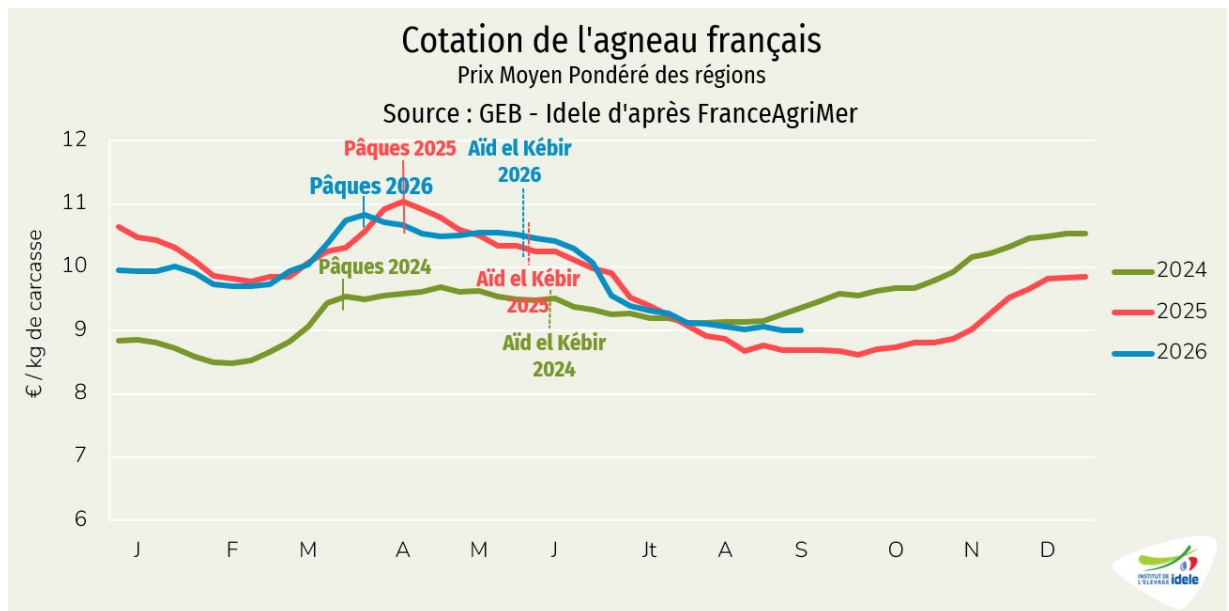
Les très fortes chaleurs estivales déstabilisent la production et les marchés

Dernière révision le 21 septembre 2026

Face aux canicules à répétition dès le mois de juin, la production ovine est impactée avec par exemple des animaux rentrés en bergerie et finis plus tôt ou encore des luttres moins performantes qui vont probablement diminuer le nombre d'agneaux disponibles pour Pâques 2027.

La cotation se stabilise et reste au-dessus de son niveau de 2025

En **semaine 37** de 2026 (se terminant le 13 septembre), la cotation entrée abattoir de l'agneau français se maintenait d'une semaine sur l'autre à **9,01 €/kg**. Elle était par ailleurs en hausse de 0,32 €/kg comparée à son niveau de 2025.



On constate un écart de plus d'un euro entre le Nord et le Sud de la France, avec un prix plus élevé dans le Sud. Les agneaux sont parfois de moins bonne qualité à cause de la sécheresse, ce qui a pu pénaliser le prix payé dans certains abattoirs.

Par ailleurs, cette année les centres d'engraissement allaitants sont pleins puisque de plus en plus d'éleveurs refuseraient d'engraisser. Il y a par conséquent de plus en plus d'agneaux maigres sur le marché. Toujours à cause des très fortes chaleurs de cet été, **nombre d'agneaux ont été rentrés plus tôt en bergerie et finis avec des concentrés** ce qui a raccourci leur engraissement et les a fait **arriver de façon précoce dans les abattoirs**, à une période de faible consommation saisonnière.

Du fait d'un **manque d'herbe**, sur certaines zones, dès septembre les éleveurs nourrissent leurs animaux comme ils le feraient en hiver et sur certaines estives les bêtes sont descendues précocement. **La croissance des agneaux est également impactée par les conditions climatiques.**

On s'attend cette année encore à une **baisse de l'offre d'agneaux pour cet automne** : toujours de moins en moins d'éleveurs dessaisonnent, l'écart de prix étant trop faible entre l'agneau de Pâques et l'agneau de contre-saison, malgré les aides allouées (caisse de péréquation ou prime) alors que les agneaux vont possiblement coûter plus cher à élever avec les sécheresses de plus en plus fréquentes. Le manque d'agneaux disponibles à l'automne se creuse donc d'année en année.

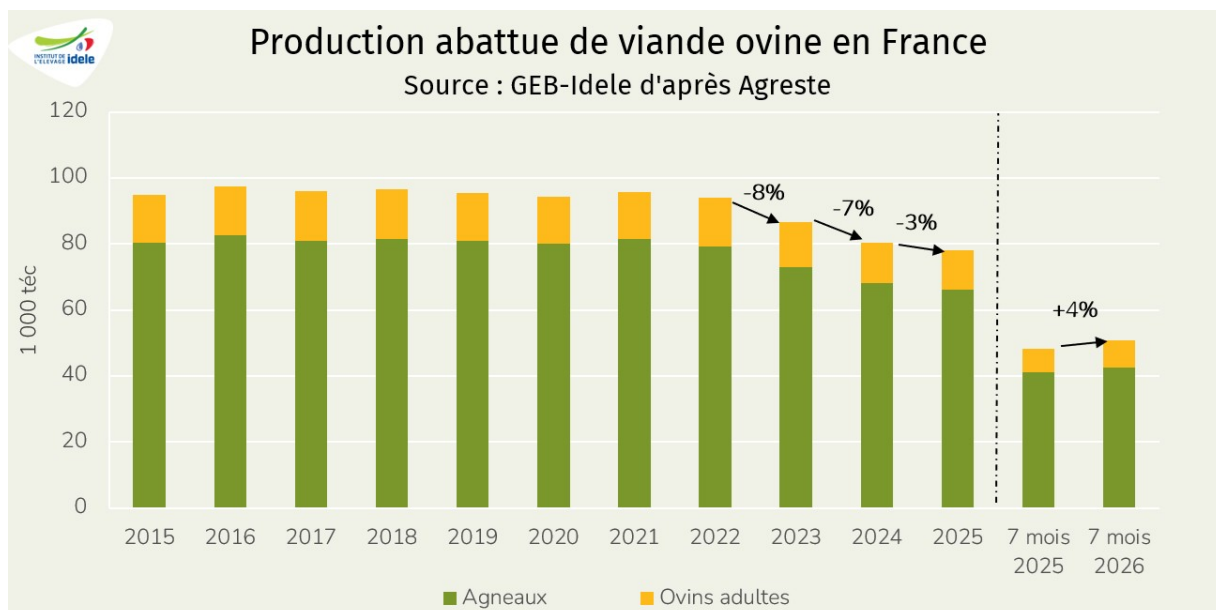
La production française rattrape partiellement le retard pris en 2025

Selon Agreste, la **production était en hausse de 4% d'une année sur l'autre sur les sept premiers mois cumulés de 2026**, totalisant 42 600 téc, mais a reculé de 10% comparée à la moyenne des cinq dernières années

(2021-2025). Cette hausse reflète en réalité un rattrapage partiel du bas niveau de production de 2025, du fait de l'épidémie de FCO-3 ayant durement frappé nombre d'élevages français au 2nd semestre 2024. Comparée à 2024, la production baisse de 4%.

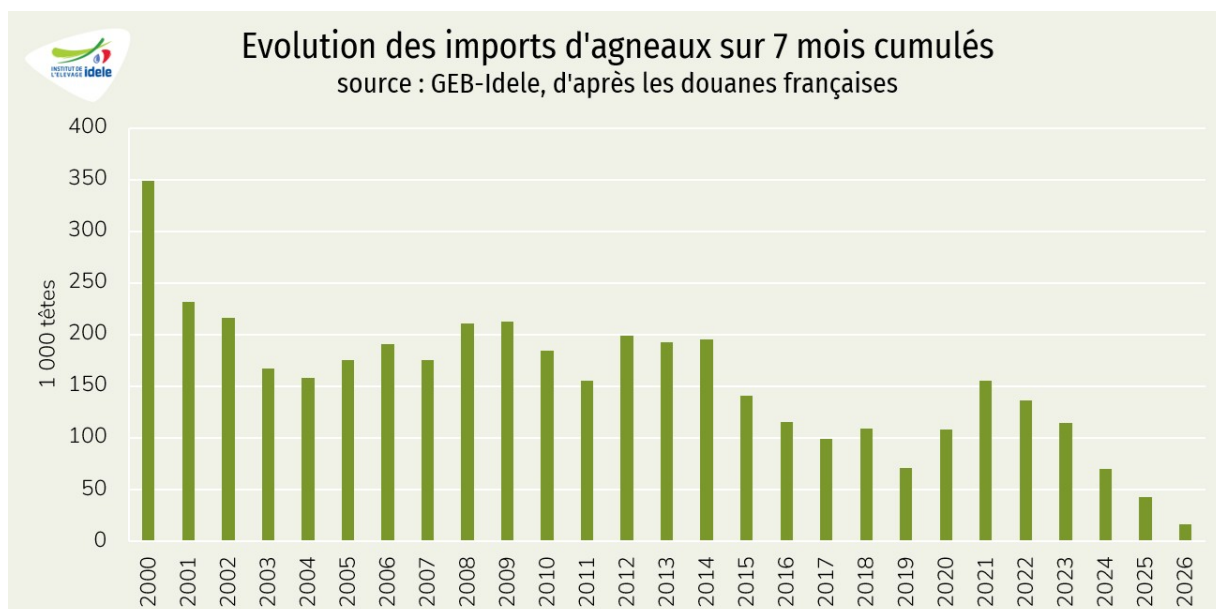
Cette hausse de production d'une année sur l'autre reflète à la fois l'augmentation du nombre **d'agneaux** et de **réformes** abattues, de respectivement 1% et 11% à 1,8 M et 290 000 têtes, ainsi que le net allourdissement de leurs carcasses (+1% à 18,9 kg et +3% à 28,0 kg).

En juillet, on constate une hausse de 11% /2025 des abattages de réformes, peut-être en lien avec les très fortes chaleurs.



Selon les données d'Ovinfos (basées sur un échantillon d'abattoirs qui représente plus de 90% des notifications de déchargements d'ovins en abattoirs en 2025), fournies par Interbev, **le nombre d'ovins abattus de janvier à mi-septembre 2026, soit sur 36 semaines, est en recul de 0,5% /2025.**

La production française a très légèrement augmenté d'une année sur l'autre malgré la **forte baisse des effectifs d'agneaux vivants importés** qui se poursuit en 2026. La part des agneaux importés dans les abattages français a nettement diminué au fil des ans et 2026 ne semble pas faire exception. Les imports de réformes ont **reculé de 62% sur 7 mois**, totalisant 16 400 têtes, essentiellement espagnoles. **C'est le plus bas niveau jamais enregistré (au moins depuis 2000).**



Les exports français d'agneaux vivants ont par ailleurs augmenté de 29% sur la période, totalisant 215 000 têtes, avec des envois qui ont fortement augmenté vers l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne. Le recul de l'offre espagnole est à l'origine de ces évolutions : le pays, en proie à une forte baisse de cheptel en lien avec des soucis structurels comme le manque de renouvellement des éleveurs, mais aussi conjoncturels comme la sécheresse et la FCO, est récemment devenu importateur et ne peut plus servir certains de ses clients de l'UE.

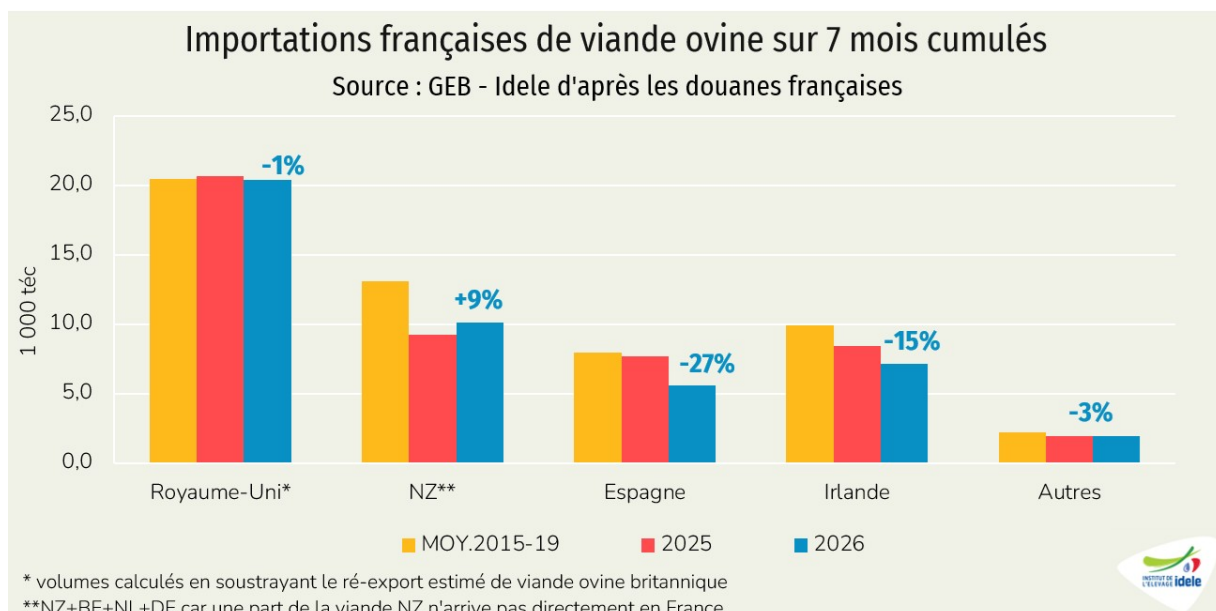
Les exports de **réformes** étaient en hausse de 9%, cumulant 34 000 têtes tandis que leurs imports ont chuté de 77%, à 1 980 têtes.

Des imports de viande ovine en baisse sur sept mois cumulés

Les importations de viande ovine destinées au marché français (en soustrayant le réexport estimé de viande ovine britannique) ont chuté en juin et juillet, faisant passer le cumul sur 7 mois dans le négatif comparé à l'an passé.

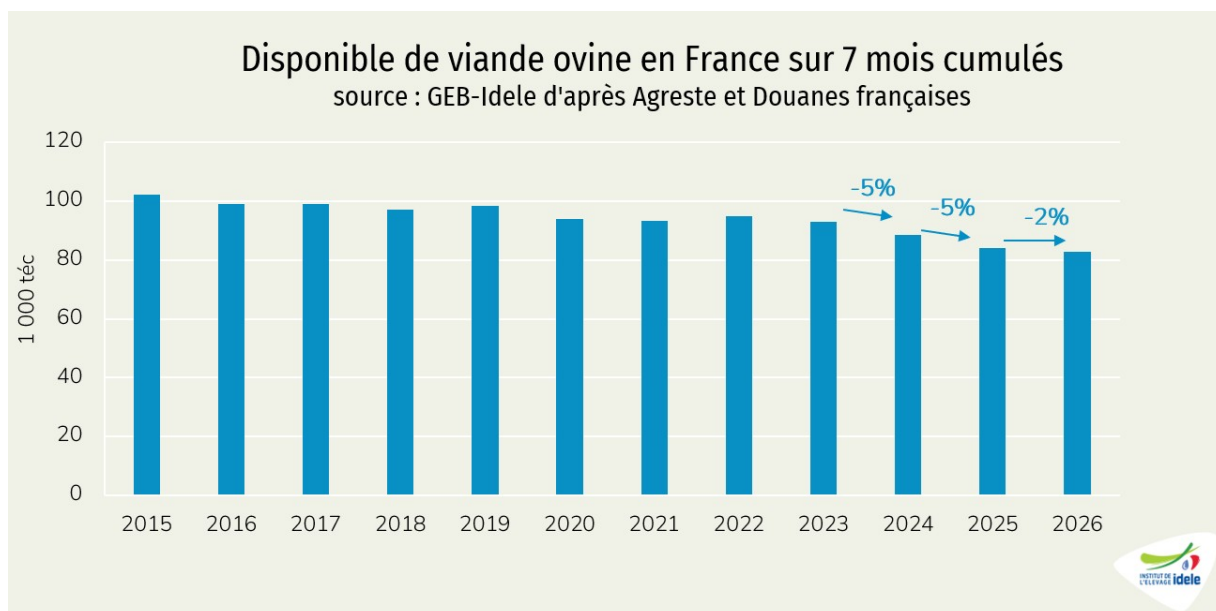
En effet en cumul sur les sept premiers mois de 2026, elles **ont baissé de 6% /2025**, totalisant 45 000 téc (-16% / moyenne 2015-2019) avec des reculs en provenance d'Espagne et d'Irlande mais aussi des hausses en provenance du Royaume-Uni et de Nouvelle-Zélande (attention pour cette dernière, les opérateurs remarquent plutôt une légère baisse).

La viande originaire de Nouvelle-Zélande arrive soit en direct, soit après transit par les ports de Rotterdam, d'Hambourg ou d'Anvers. Pour analyser les importations françaises, nous ajoutons donc aux volumes en provenance de Nouvelle-Zélande ceux en provenance des Pays-Bas, d'Allemagne et de Belgique.



Le disponible français en viande ovine recule sur sept mois

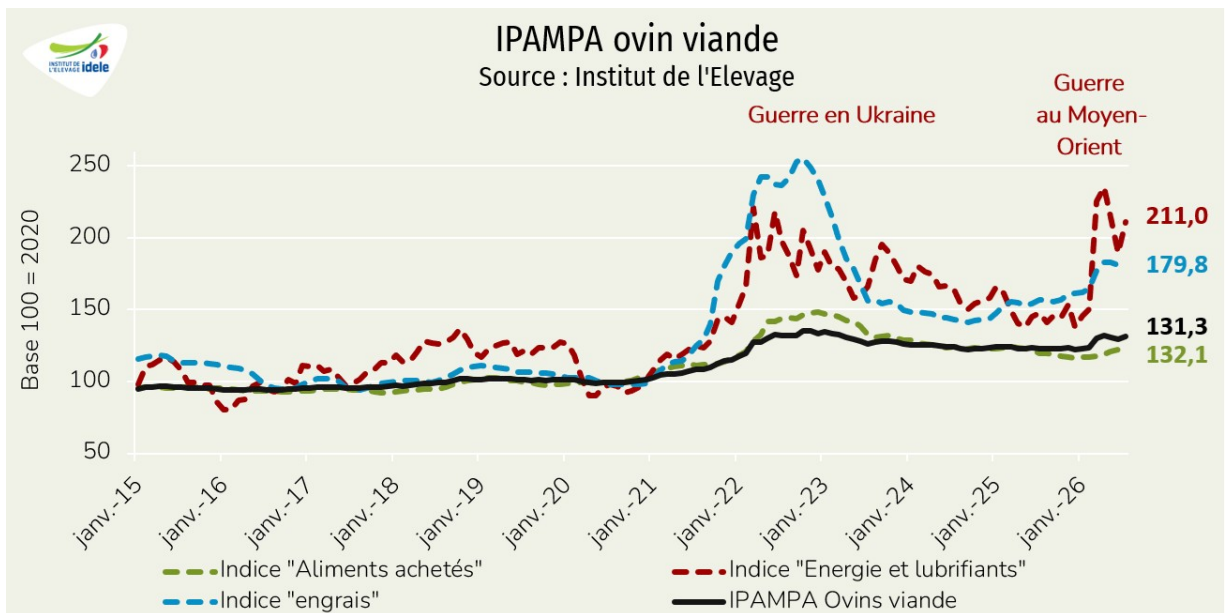
Sur 7 mois cumulés en 2026, la production française est en hausse tandis que les importations de viande ovine reculent d'une année sur l'autre : le **disponible français en viande ovine diminue de 2% /2025**, et reste 17 % sous la moyenne 2015-2019 (avant Covid et Brexit).



Selon les professionnels de la grande distribution et de la boucherie, les vagues de chaleur de cet été, associées à une nouvelle hausse des prix du carburant, sur fond de **guerre au Moyen-Orient**, a provoqué une forte hausse de l'IPAMPA, qui s'est dangereusement rapproché de ses records de 2022 (135,4 en octobre 2022). En juillet, il était enregistré à 131,3, soit +7% /2025 : l'indice relatif aux **carburants** bondissait toujours de 43% /2025 et celui relatif aux **engrais**, de 14%.

Après un repli en juin, l'IPAMPA repart à la hausse en juillet 2026

Après un léger repli en juin, l'IPAMPA viande ovine est reparti à la hausse en juillet 2026, dépassant son niveau de mai 2026. La hausse des prix du carburant, sur fond de **guerre au Moyen-Orient**, a provoqué une forte hausse de l'IPAMPA, qui s'est dangereusement rapproché de ses records de 2022 (135,4 en octobre 2022). En juillet, il était enregistré à 131,3, soit +7% /2025 : l'indice relatif aux **carburants** bondissait toujours de 43% /2025 et celui relatif aux **engrais**, de 14%.



Viande ovine » UE et monde »

Un marché mondial toujours sous tension

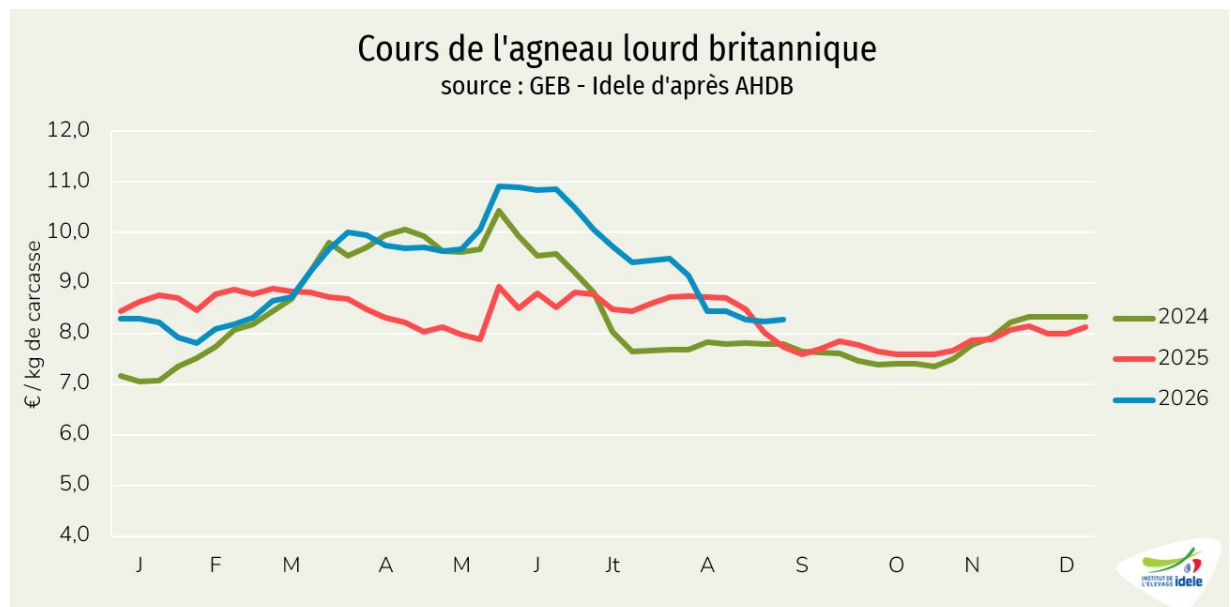
Dernière révision le 21 septembre 2026

En cumul de janvier à juillet 2026, la production de viande ovine recule sur un an en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni, en Irlande et en Espagne. Face à cela, la demande mondiale reste importante. Elle est notamment dynamique en Amérique du Nord concernant la viande ovine et au Moyen-Orient pour les ovins vif.

Royaume-Uni : la cotation de l'agneau diminue de façon saisonnière

Le cours de l'agneau britannique entrée abattoir atteignait **8,27 €/kg** en semaine 36, en hausse de 0,03 €/kg d'une semaine sur l'autre et de 0,054 €/kg d'une année sur l'autre. Il évolue de nouveau au-dessus de ses niveaux de 2024 et 2025.

La demande internationale soutenue, conjuguée à une production en léger recul (**sécheresse** et **FCO- 3** dont le nombre de cas explose ces dernières semaines, entre autres facteurs) et des importations quasiment stabilisées, expliquent probablement ces niveaux de prix.



Sur 7 mois cumulés, la **production de viande ovine britannique** est en légère baisse (-0,5% à 154 000 t), après une hausse de 2% en 2025. C'est 4% de moins que la production ovine moyenne sur 7 mois entre 2015 et 2019, avant Brexit et Covid. Les effectifs **d'agneaux** abattus ont perdu 3%, à 6,3 M de têtes et ceux des **réformes** ont reculé de 4% à 131 000 têtes. Les carcasses des agneaux et des réformes se sont alourdies de respectivement 0,4 kg et 1,8 kg, atteignant 21,0 et 29,2 kg.

Les **importations britanniques de viande ovine** n'ont cessé de progresser depuis l'application des accords de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie en 2023 : +42% en 2024 et +3% en 2025. Le rythme ralentit tout de même : **sur 7 mois cumulés** en 2026, elles ont **augmenté de 1%**, à 51 000 téc, avec notamment +11% d'Australie (+1 900 téc) et +7% d'Irlande (+146 téc) mais -5% de Nouvelle-Zélande (-1 500 téc).

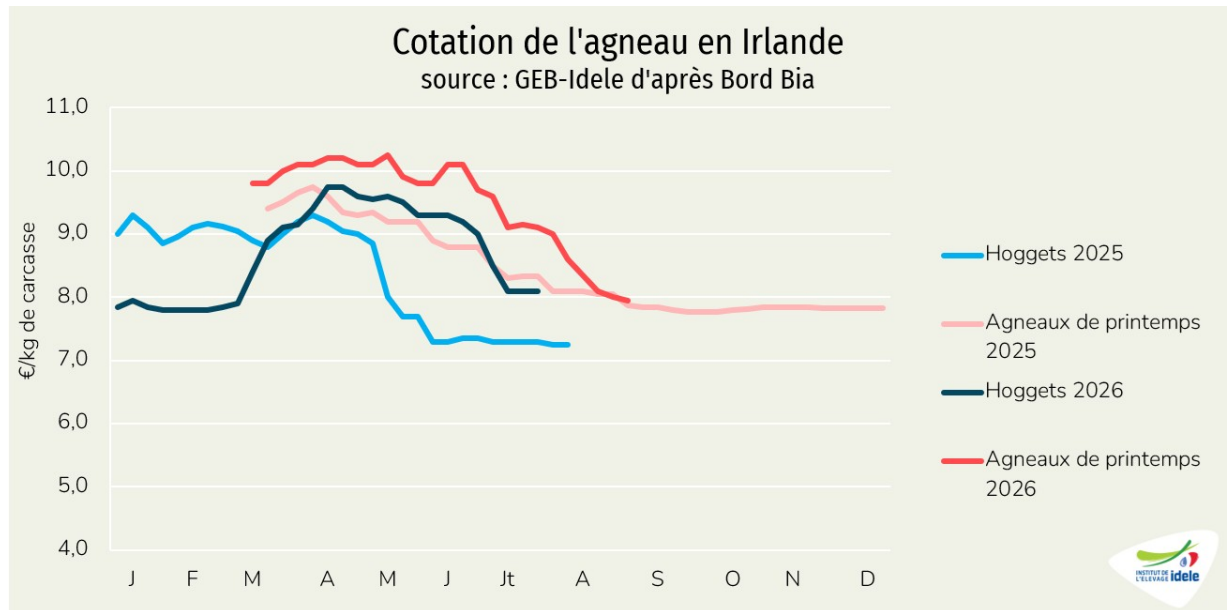
Par ailleurs, les **achats** des ménages britanniques reculent de 6% d'une année sur l'autre sur 12 semaines

cumulées se terminant le 9 août 2026, avec des hausses de prix de 9% en moyenne sur un an pour la viande ovine.

Cela permet aux exports de viande ovine britannique d'augmenter de 9% sur **les 7 premiers mois de 2026, totalisant 50 800 téc. Le Royaume-Uni semble se positionner sur les marchés où l'Espagne s'est quelque peu effacée**, avec des hausses de 15% vers l'Allemagne et de 32% vers la Belgique.

Irlande : la cotation de l'agneau rejoint son niveau de 2025 mi-septembre

Le cours entrée abattoir de l'agneau irlandais atteignait **7,95 €/kg en semaine 35**, en légère baisse d'une semaine sur l'autre et en hausse de 0,07 €/kg d'une année sur l'autre.

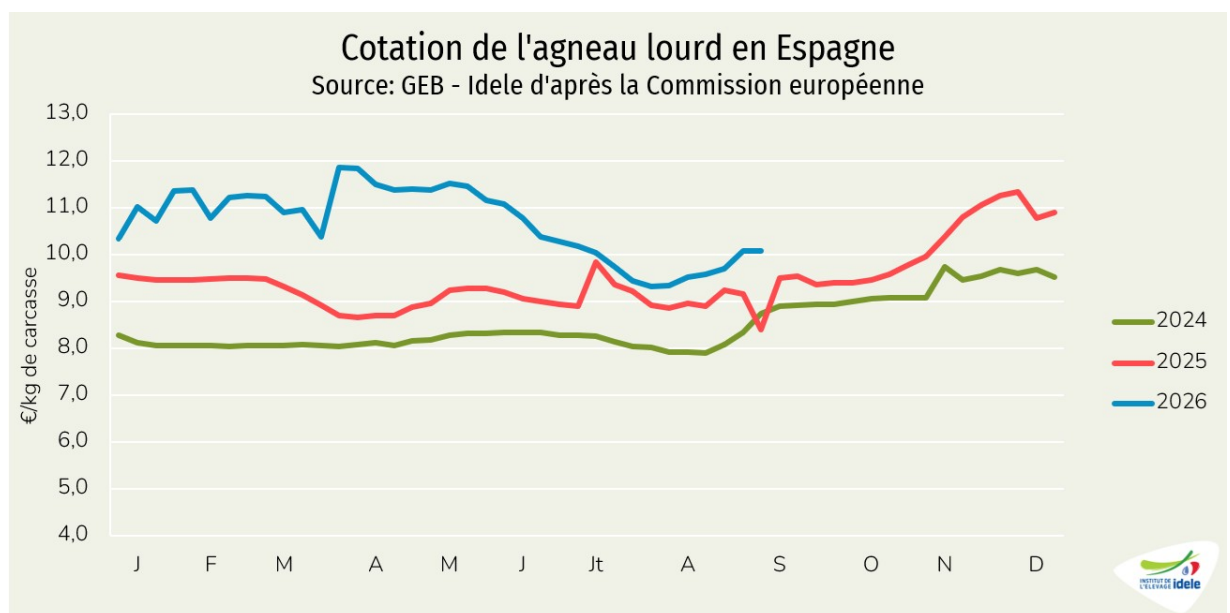


La production ovine totale en Irlande a baissé de 6% /2025 sur sept mois en 2026, à 29 360 t. Les abattages d'agneaux ont reculé de 8% et ceux des réformes étaient par ailleurs en hausse de 4% comparés à 2025 où ils étaient particulièrement bas (probable volonté de recapitaliser).

Les exportations de viande ovine irlandaise auraient de leur côté diminué sur la période, les industriels irlandais auraient du mal à vider leurs frigos face à une demande à l'export quelque peu atone. *Les données des douanes irlandaises ne correspondent pas aux observations sur le terrain depuis 2025.*

Espagne : bond des exports de vifs et de viande vers l'Algérie

En Espagne, le cours de l'agneau lourd entrée abattoir atteignait **10,08 €/kg en semaine 36**, en hausse de 0,01 €/kg d'une semaine sur l'autre et de 1,68 €/kg d'une année sur l'autre.



Après s'être stabilisée en 2025, suite à trois années de baisse, la production espagnole de viande ovine diminue de nouveau sur les sept premiers mois de 2026, de 6% /2025, totalisant 54 000 t. Les abattages d'agneaux ont chuté de 10% tandis que ceux des réformes ont augmenté de 11% /2025. La diminution de 18% du nombre de reproductrices fin 2025 explique la baisse des disponibilités en agneaux.

Avec cette baisse d'approvisionnement, les exportations espagnoles de viande ovine ont diminué de 4%, totalisant 27 150 téc, selon les douanes espagnoles. Le prix moyen de cette viande exportée a gagné 9% d'une

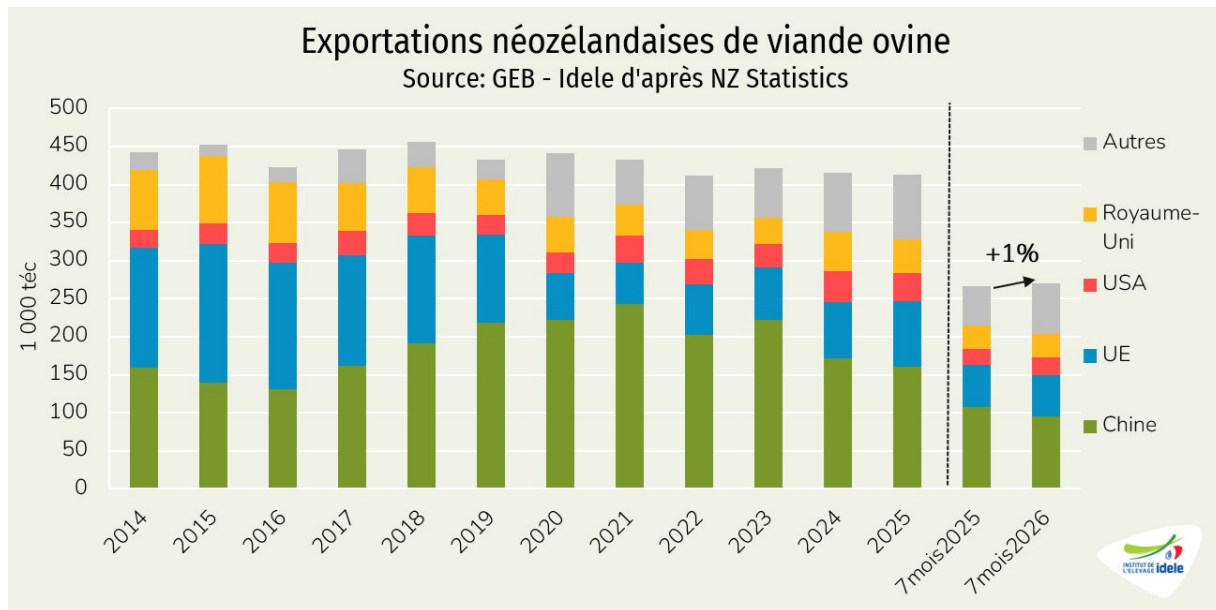
année sur l'autre, soit +0,76 €/kg.

Les exportations espagnoles d'agneaux vivants ont aussi baissé, de 19%, cumulant 540 000 têtes, principalement du fait de l'arrêt des importations de vifs par le **Maroc** cette année. Ils ont par ailleurs été multipliés par six vers la **Hongrie** et bondi de 19% vers l'**Algérie**. Les envois espagnols de **réformes** ont davantage baissé, de 42%, à 43 400 têtes.

Nouvelle-Zélande : la production est au niveau de 2025 sur 7 mois

La **production néozélandaise a diminué de 0,4% /2025** sur les sept premiers mois de 2026, totalisant 258 000 téc. Les abattages d'agneaux reculent de 1% et ceux des réformes de 7%. Les carcasses des agneaux destinés à l'export se sont alourdies, de 19,1 à 19,6 kg en moyenne. Celles des réformes aussi, passant de 25,2 à 25,5 kg en moyenne.

Face à cela, les **exportations de viande ovine ont gagné 1%, totalisant 270 000 téc**. D'une année sur l'autre, la baisse des envois néozélandais vers la Chine se poursuit, tandis qu'on observe des hausses vers les USA et le Canada, mais aussi vers Taïwan, le Japon, le Mexique, le Royaume-Uni ou encore la Belgique. Les envois régresseraient légèrement vers l'UE à 27.



La collecte plie mais ne rompt pas

Dernière révision le 21 septembre 2026

Lait de chèvre et viande » Lait de chèvre »

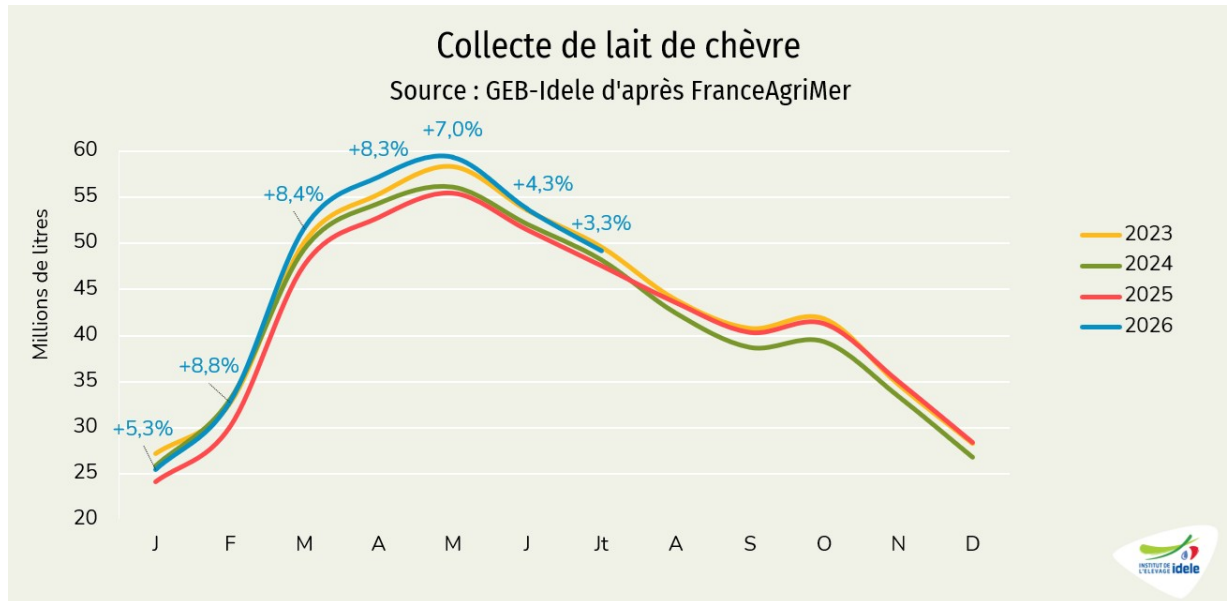
Bonne tenue des livraisons malgré les vagues de chaleur successives

Dernière révision le 21 septembre 2026

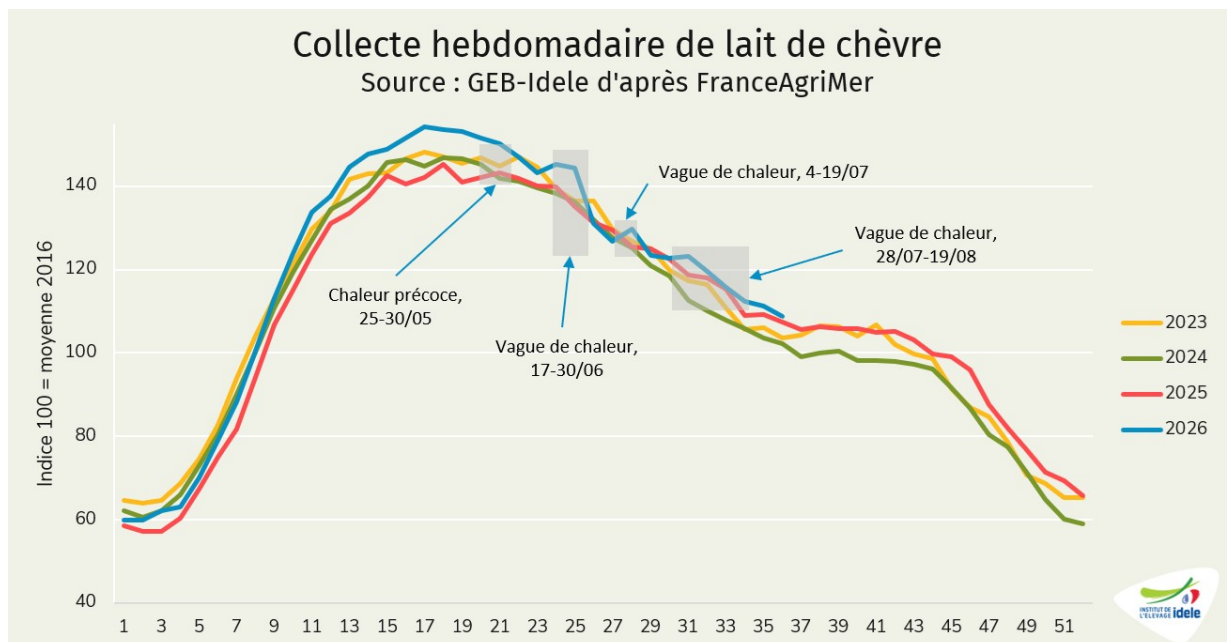
Si les livraisons de lait de chèvre ont marqué le pas à chaque vague de chaleur au cours des trois derniers mois, le cumul de la collecte reste supérieur à son niveau de 2025.

Maintien de la collecte au cours de l'été

La collecte de lait de chèvre s'est élevée à 49,2 millions de litres en juillet 2026, une hausse de 3% /2025.



En cumulé sur les sept premiers mois de l'année, les livraisons ont atteint 329 millions de litres (+7% /2025).



Avec quatre épisodes successifs de fortes chaleurs en juin, juillet et août, la production de lait de chèvre a marqué le pas mais en limitant le recul. Ces vagues de chaleur ont marqué par leur durée et leur intensité.

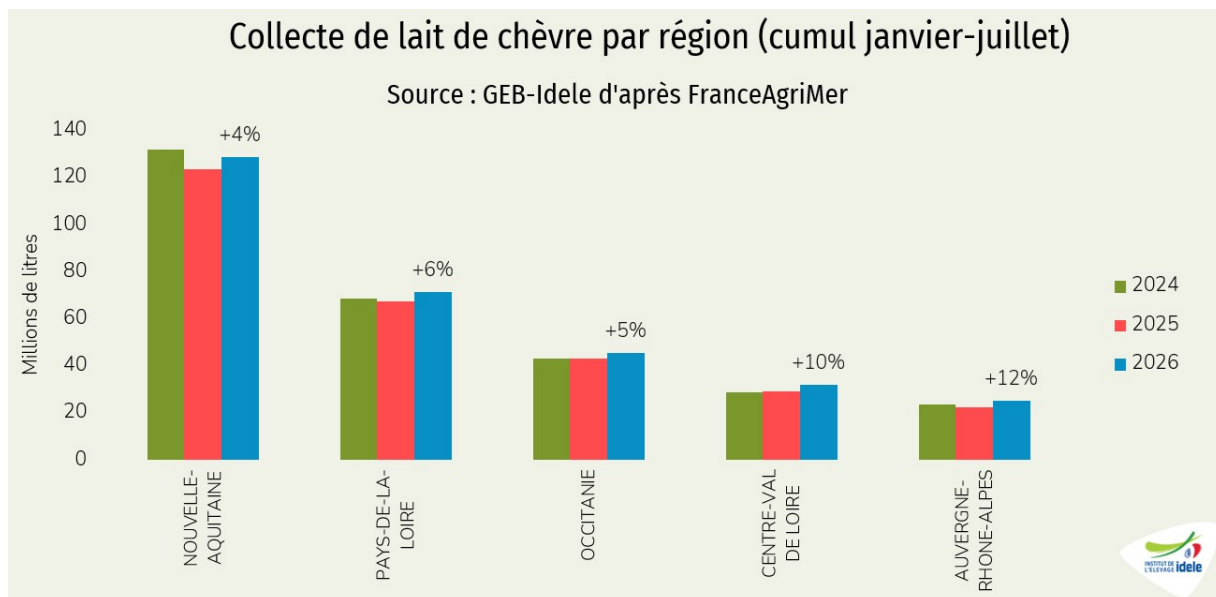
Leurs conséquences directes sur la collecte sont visibles sur les données hebdomadaires transmises par FranceAgriMer : en semaine 22, soit la première vague, l'indice de collecte hebdomadaire s'est affiché en recul de 2% d'une semaine sur l'autre. Puis l'épisode de fin juin a fortement touché les chèvres par sa durée et son intensité. On a ainsi observé une baisse de 9% de l'indice entre les semaines 25 et 26, et de nouveau de 3% en semaine 27, et 5% en semaine 29. Enfin, en août, sur les semaines 32 à 34, l'indice de collecte hebdomadaire a reculé de 3% toutes les semaines par rapport à la précédente.

Par ailleurs, les conséquences sur les fins de lactations, les mises-bas désaisonnées, et la production fourragère restent encore à évaluer.

Ralentissement dans toutes les régions en juillet

En juillet, la collecte a progressé dans toutes les régions, mais à des niveaux moindres que les mois précédents, notamment en Nouvelle-Aquitaine, fortement touchée par la chaleur :

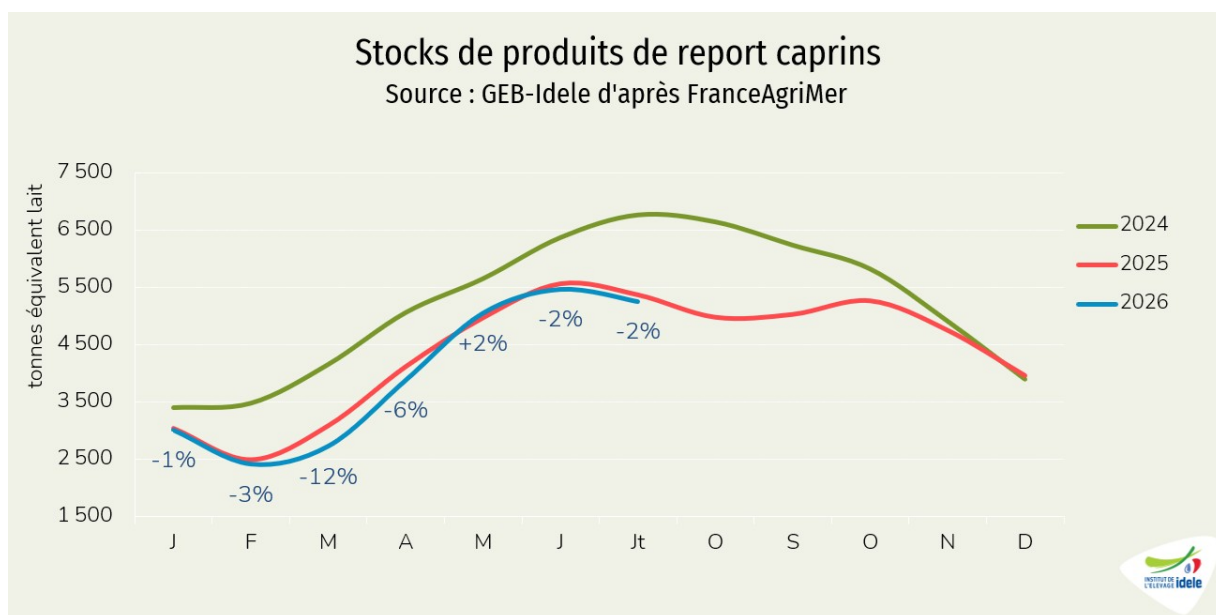
- +13% en AURA,
- +5% en Centre-Val de Loire,
- +4% en Occitanie
- +2% en Pays de la Loire et
- +1% en Nouvelle-Aquitaine.



En cumul sur les sept premiers mois de l'année, les hausses restent significatives dans toutes les régions.

Hausse significative des approvisionnements en juillet

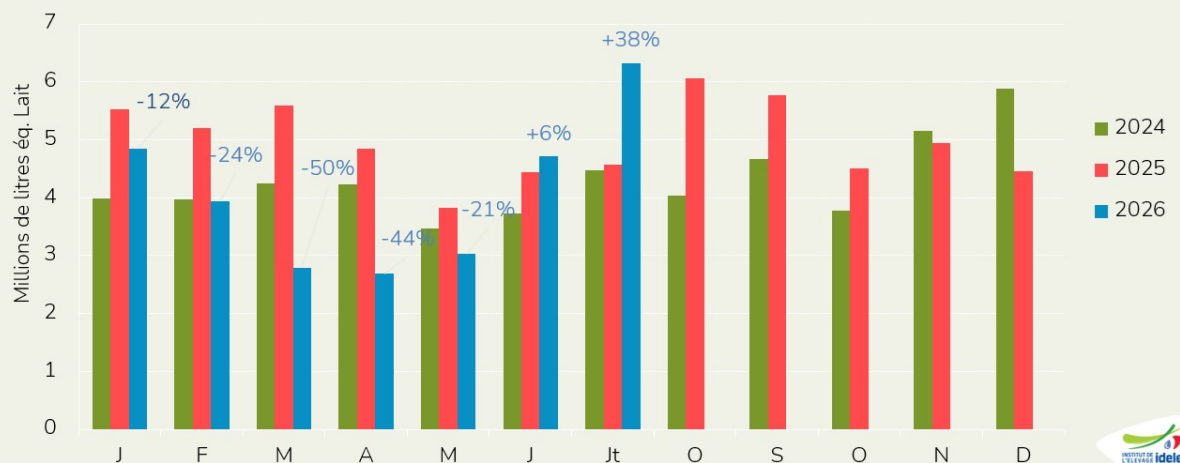
En juillet 2026, les stocks de produits de report caprins ont débuté leur baisse saisonnière : -2% d'un mois sur l'autre, et -4% /2025.



Les industriels français ont importé 6,3 millions de litres équivalent lait en juillet 2026 (+38% /2025). En cumul sur sept mois, 28 millions de litres équivalent lait ont été importés, soit 17% de moins que sur la même période de 2025.

Importations mensuelles de produits de report caprins

Source : GEB-Idele d'après FranceAgriMer



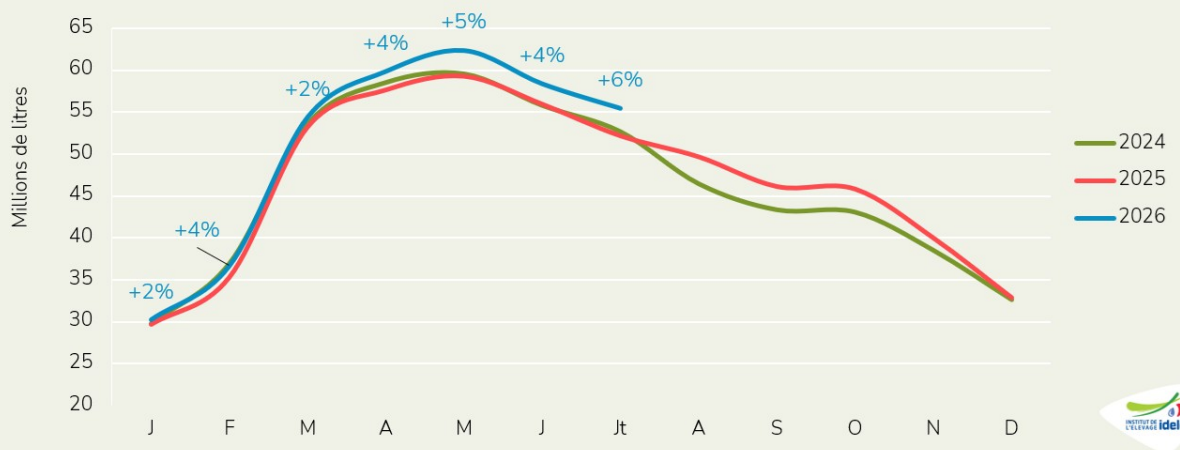
Avec une collecte en forte progression depuis janvier, les importations sont très réduites.

Hausse des stocks et recul des importations, pour les entreprises qui ont ce levier, permettent de temporiser la hausse de collecte au niveau des sites de transformation.

Les approvisionnements des transformateurs augmentent par rapport à juillet 2025, à 55,5 millions de litres (+6% /2025).

Approvisionnement mensuel des transformateurs

Source : GEB-Idele d'après FranceAgriMer



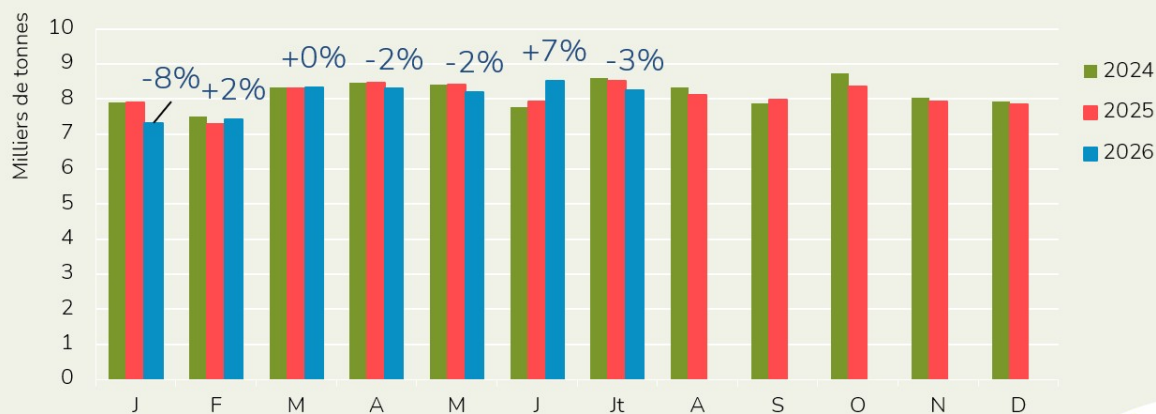
En cumul sur sept mois, 359 millions de litres de lait étaient disponibles pour les laiteries, soit une hausse de 4% /2025 et une stabilité par rapport à 2023.

Recul des fabrications toutes catégories

Les fabrications de fromages de chèvre reculent de 3% en juillet d'une année sur l'autre, totalisant 8 244 tonnes.

Fabrications industrielles de fromages de chèvre

Source : GEB-Idele d'après FranceAgriMer

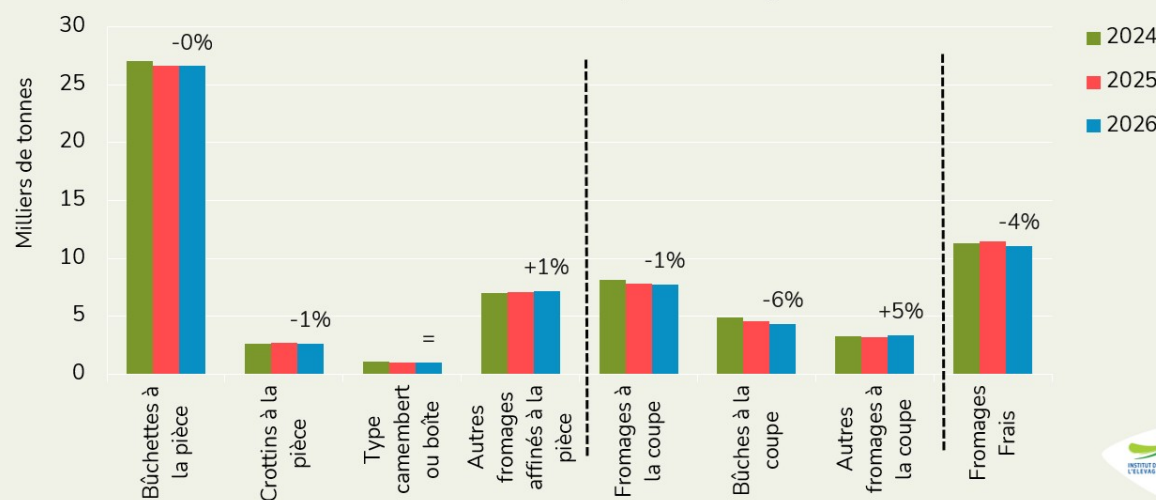


En cumul sur sept mois, elles s'élèvent à plus de 56 300 tonnes, en retrait de 1% /2025.

Les fabrications de fromages de chèvre dits « à la coupe », c'est-à-dire destinés à la restauration hors domicile et à l'industrie agro-alimentaire, ont limité leur recul sur juillet et juin, ramenant le cumul sept mois à -1% /2025. Les bûches de 1kg dites « à la coupe » sont en baisse de 6% quand les autres fromages « à la coupe » de cette catégorie sont en hausse de 5%.

Fabrications par type de fromages de chèvre (janvier-juillet)

Source : GEB-Idele d'après FranceAgriMer



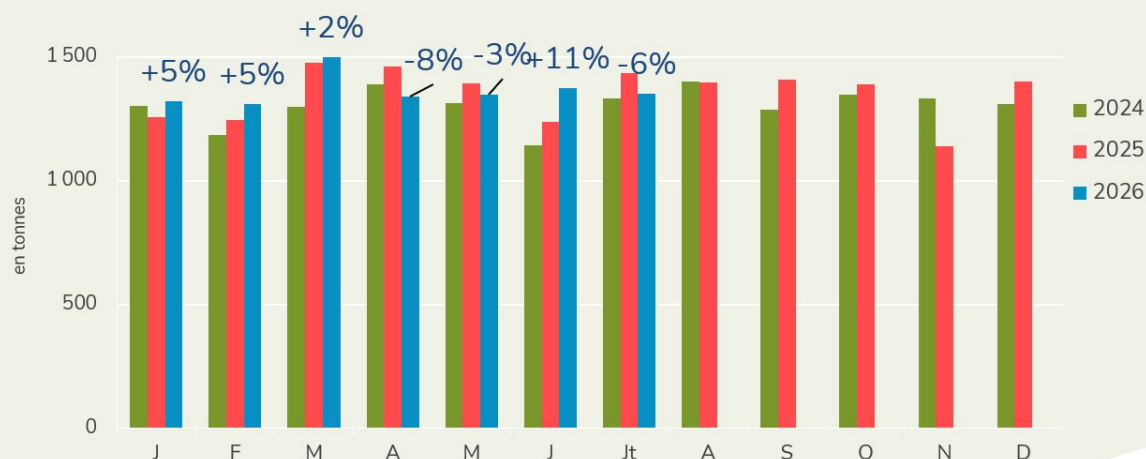
La catégorie fromages frais est en retrait de 4%, mais cela cache également des disparités : les fabrications de « frais à tartiner » augmentent de 4% sur cinq mois, tandis que les « frais traditionnels » diminuent de 9%.

Quant aux fabrications de fromages de chèvre à la pièce destinés à la vente au détail, elles sont stables en cumul. Les fabrications de bûchettes sont presque à leur niveau de 2025 en cumul.

Du côté de l'ultra-frais au lait de chèvre, on constate des fabrications en retrait en juillet 2026 (-6% /2025). Elles sont stables en cumul annuel.

Fabrications d'ultra-frais de chèvre

Source : GEB-Idele d'après FranceAgriMer



Maintien des achats des ménages

Selon les données du panel Circana de la période 8 (du 13/07 au 09/08), les ventes de fromages de chèvre au rayon libre-service des grandes surfaces affichent un léger recul (-1,2% /P8 2025). En cumul annuel mobile, comme en cumul courant, une hausse des achats de 1,5% est observée.

Dans le détail, les marques de distributeurs ont progressé de 1,0% et les marques nationales reculé de 2,0% sur la P8, et les deux catégories progressent respectivement de 0,8 et 3,6% en cumul annuel en volume.

Ventes et prix du fromage de chèvre en libre-service GMS

Source : GEB-Idele d'après Circana



Les achats d'ultra-frais sont en dents de scie depuis le début de l'année. En cumul courant, l'évolution est même légèrement négative (-0,2% en volume) mais enne reste à près de 2% en cumul annuel mobile. Le recul des prix au kilo sur le début d'année a pour conséquence des ventes en recul en valeur en cumul courant quand la valeur en cumul annuel mobile est stable.

Lait de chèvre et viande » Prix du lait de chèvre »

Petite hausse du prix du lait au second semestre

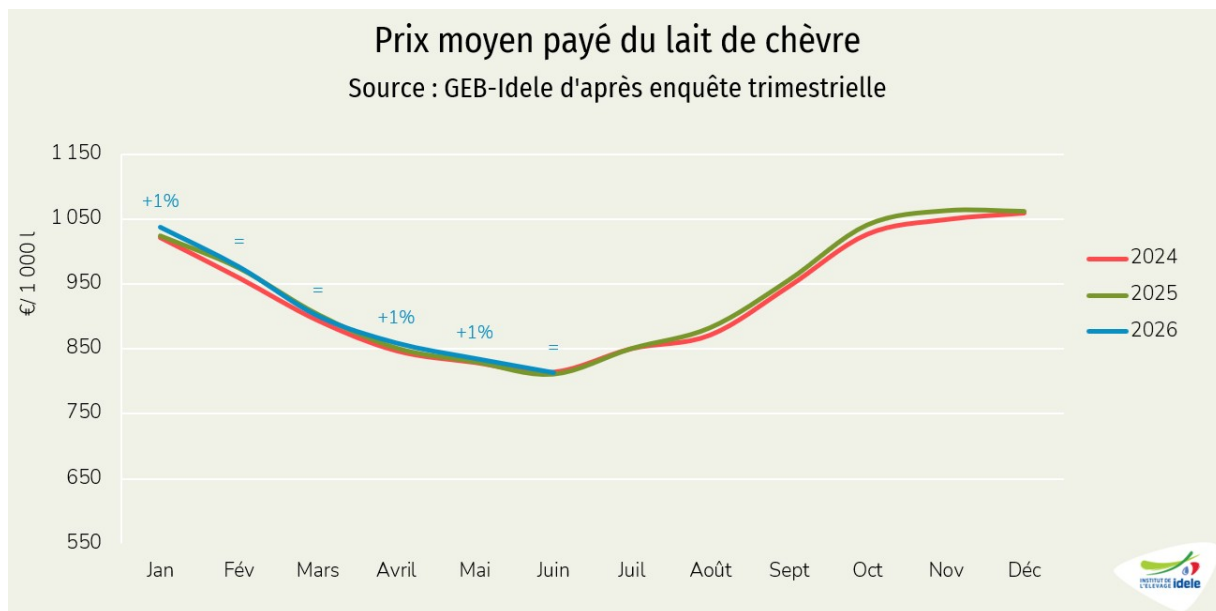
Dernière révision le 21 septembre 2026

Le prix du lait de chèvre payé aux producteurs augmente légèrement au deuxième trimestre dans la continuité du début de l'année. Chez nos voisins espagnols, la hausse est de nouveau très significative en soutien à un secteur en crise.

Près de 1% de plus pour le lait de chèvre

À 837 € les 1 000 litres au deuxième trimestre 2026 (+0,7% /2025), le prix moyen payé aux producteurs de

lait de chèvre est supérieur de 5 € à 2025.



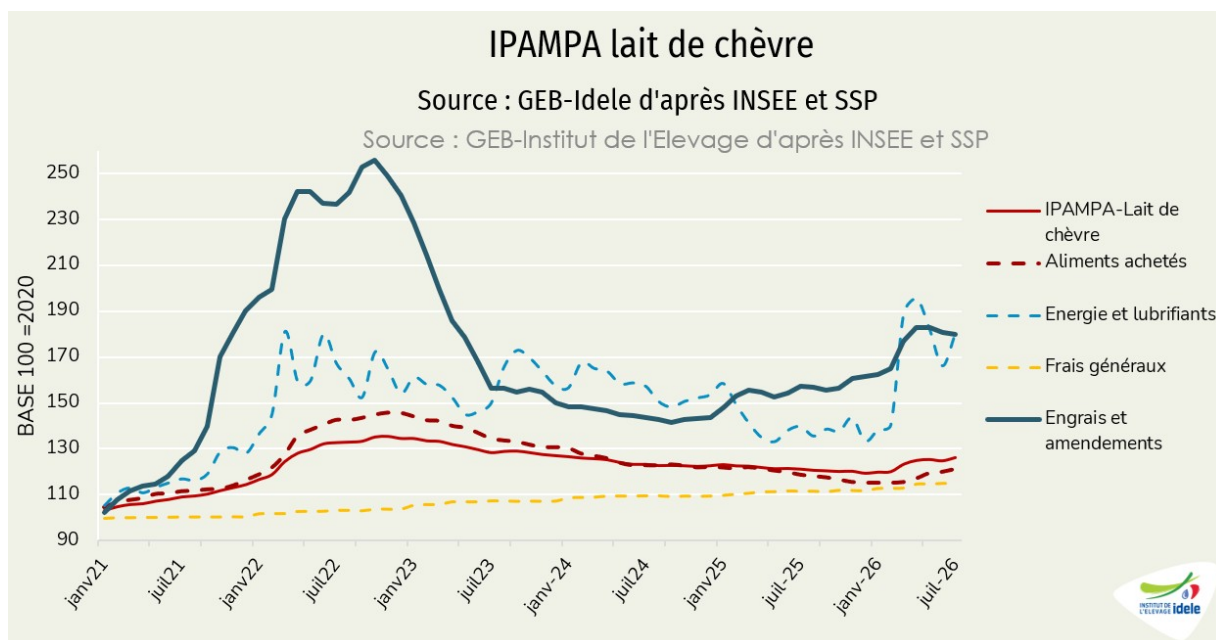
Cette hausse du prix payé découle de la légère augmentation du prix de base. Il s'est établi à 772 €/1 000 litres au second trimestre 2026, en hausse de 7 €/1 000 L par rapport à 2025, soit +1,0%.

Évolution opposée des taux

En moyenne sur le second trimestre 2026, le taux de matière protéique est en très légère hausse, à 33,8 g/l (+0,2% /2025). Celui de matière grasse est en baisse, à 37,5 g/l (-1,2% /2025), sous l'effet de la plus forte production laitière et des fortes chaleurs dont les conséquences seront plus visibles sur la production et les taux du troisième trimestre.

Les conflits au Moyen-Orient et autour de la mer Noire font grimper les charges

Les charges en élevage caprin, suivies par l'IPAMPA (représentant 73% des charges totales), sont en légère hausse sur un mois et sur un an. **L'indice IPAMPA lait de chèvre de juillet est à 126,1, soit une hausse de 1,1% sur un mois et de 4,2% sur un an.**



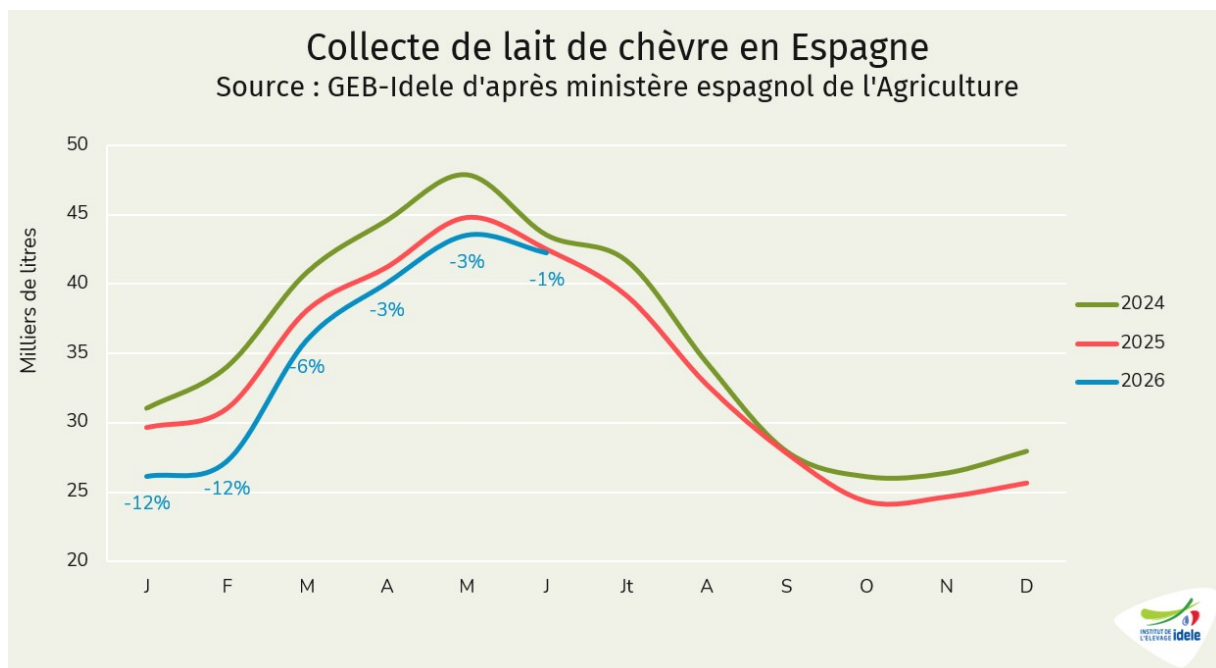
Dans le détail, à part le poste aliments achetés, l'ensemble des charges progresse sous l'effet du conflit au Moyen-Orient :

- Le poste aliments achetés est à l'indice 121,2, soit 1,4% /juin 2026 et +2,1% sur un an ;
- Le poste engrais et amendements est à l'indice 179,8, soit -0,6% sur un mois et +14,4% sur un an ;
- Le poste énergie et lubrifiant est à l'indice 180,1 (+8,4% sur un mois, +28,9% sur un an);
- Les frais généraux sont à l'indice 115,1, soit +0,1% sur un mois et +3,1% sur un an.

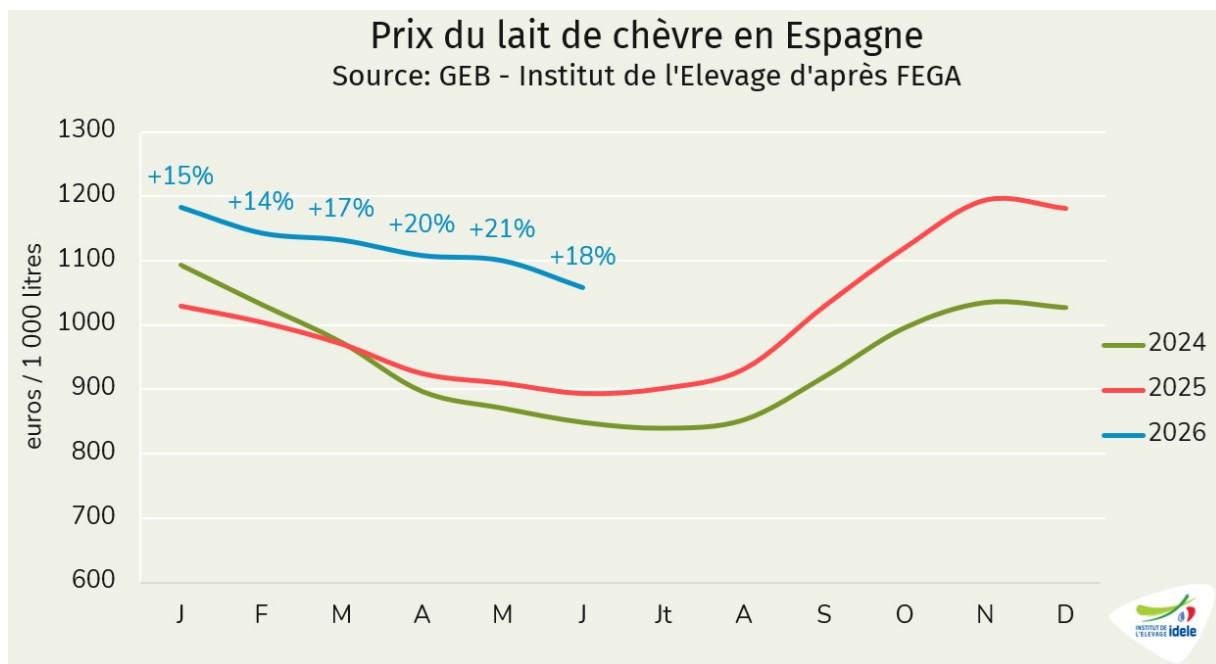
Certaines charges non couvertes par l'IPAMPA, tels que les travaux réalisés par des tiers, les fermages ou encore le coût de la main-d'œuvre, ont continué de progresser.

Hausses importantes en Espagne et aux Pays-Bas

En Espagne, la collecte de lait de chèvre poursuit son recul, malgré la hausse du prix du lait. Mais, sur le deuxième trimestre, le retrait n'est que de 2% d'une année sur l'autre.



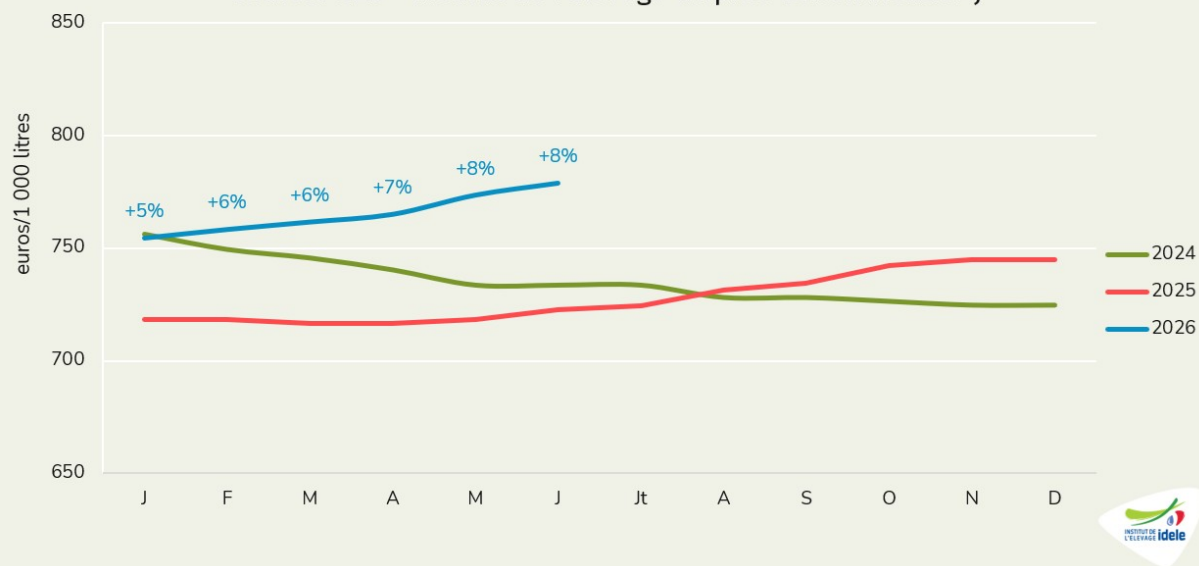
Les hausses de prix enclenchées par les acheteurs dès mi-2025 restent importantes. **Le prix payé en juin est à 1 058 €/1000 L, +18% /juin 2025.**



Aux Pays-Bas, le prix du lait affiche toujours une hausse constante, pour atteindre 779 €/1 000 L en juin (+8% /2025).

Prix du lait de chèvre aux Pays-Bas

Source: GEB - Institut de l'Elevage d'après Geiten Houderij



Les données de production laitière ne sont pas disponibles pour les Pays-Bas.

Récolte française en berne

Dernière révision le 21 septembre 2026

Tableau noir pour les céréales et le maïs fourrage

Agreste a publié le 15 septembre les dernières estimations de récolte en France. Sans surprise, le maïs a souffert. La sécheresse persistante et les vagues de chaleur ont affecté le développement des cultures et le remplissage des grains. **La production de maïs grain est amputée à la fois par des rendements bas et la conversion en ensilage d'une partie des surfaces. Estimée à 8,1 millions de tonnes, elle sera alors la plus faible depuis 1980, avec un recul de 42% /2025 (baisse des surfaces récoltées de 26% et du rendement de 21%).**

Les surfaces en maïs fourrage sont estimées en hausse de 5%, mais cela ne compensera pas un rendement estimé en baisse de 30%. La production est estimée à -27% /2025.

Le blé est lui aussi à la baisse, de 5% pour le blé tendre, malgré des surfaces en hausse de 3%. En cause, un rendement moyen en retrait de 8%.

Le tournesol est également attendu en recul, de 7% /2025, alors que les surfaces semées étaient en hausse. Le soja affiche un fort retrait (-25% /2025), malgré là aussi des surfaces en légère hausse. Féverole et pois protéagineux sont aussi en baisse.

Les pommes de terre féculé et de conservation affichent des reculs de respectivement 29% et 25%. La baisse de production sur ces cultures conduira à une baisse des volumes de co-produits qui pourrait impacter l'élevage.

Seul le colza surnage, grâce à des surfaces en hausse significative (+12%) et en dépit de rendements en recul de 8%. Sa production 2026 est estimée en hausse de 2% (et de 15% /moyenne 2021-2025).

Recul de 18% de la production de maïs en Europe

En Union européenne, le tableau est semblable pour le blé et le maïs. **La récolte de maïs grain est estimée à 49,1 Mt, en recul de 18% /2025. En blé tendre, la production est en recul de 9% sur un an. Côté colza, malgré les bonnes performances françaises, la production européenne est estimée en recul de 3% /2025.** Le tournesol en revanche serait en hausse de 7% /2025.

Récolte mondiale à de bons niveaux

822 millions de tonnes de blé devraient être récoltées dans le monde pour la campagne 2026-2027 selon les dernières estimations de l'USDA publiées le 11 septembre. Cette estimation à la hausse par rapport à la publication précédente s'explique par de meilleures perspectives de récoltes en Australie et au Canada. **Le bilan est certes inférieur à celui de la campagne 2025-2026, mais supérieur aux années antérieures.**

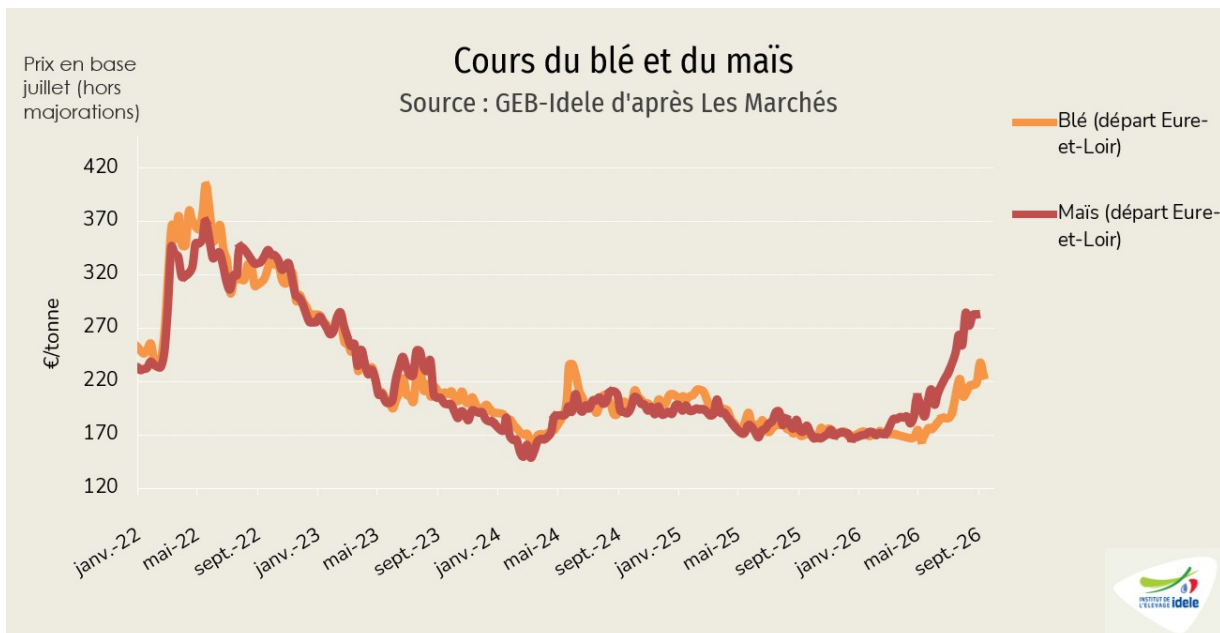
La prévision de **production mondiale de maïs est elle aussi inférieure à son niveau record de 2025-2026, mais à 1,299 milliard de tonnes, elle affiche un très bon niveau.**

La situation géopolitique et l'intensification cet été du conflit Russie-Ukraine pèsent sur les cours (lire ci-après). Le blocage des ports de la mer Noire rend les productions russes et ukrainiennes indisponibles pour le marché mondial.

Côté soja, l'USDA estime la récolte mondiale à **442 millions de tonnes, en hausse par rapport à la campagne précédente.** Cela explique la relativement faible variation des cours, malgré les fortes tensions sur les carburants.

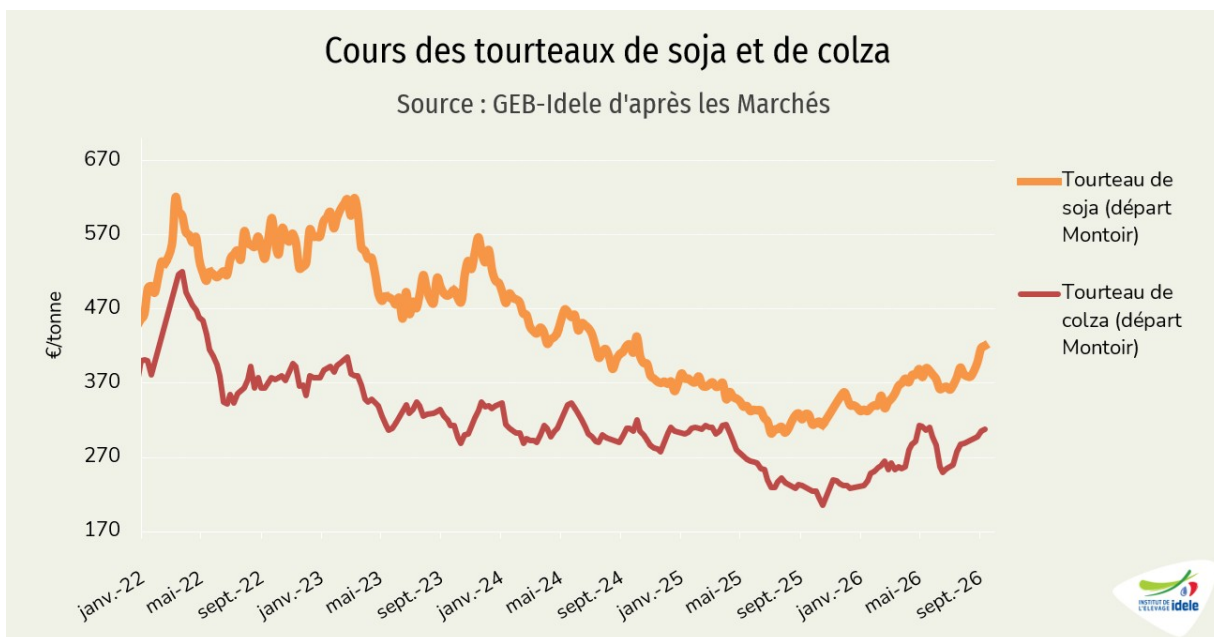
+65% pour le maïs entre février et septembre

Le maïs dispo Eure-et-Loir est coté à 283 €/t début septembre, soit **+65% /février (+111 €/t)**. Le blé est en hausse également, mais un peu moins importante, avec un prix dispo Eure-et-Loir à 226 €/t mi-septembre, soit **+32% /février et +55 €/t.**



Hausse modérée des tourteaux

Les **tourteaux de soja et de colza rendu Montoir** affichent la même hausse : **+22% entre février et septembre 2026**. Si leur volatilité est importante, en lien avec le cours du pétrole, les bons fondamentaux sur les récoltes mondiales de soja limitent les hausses.



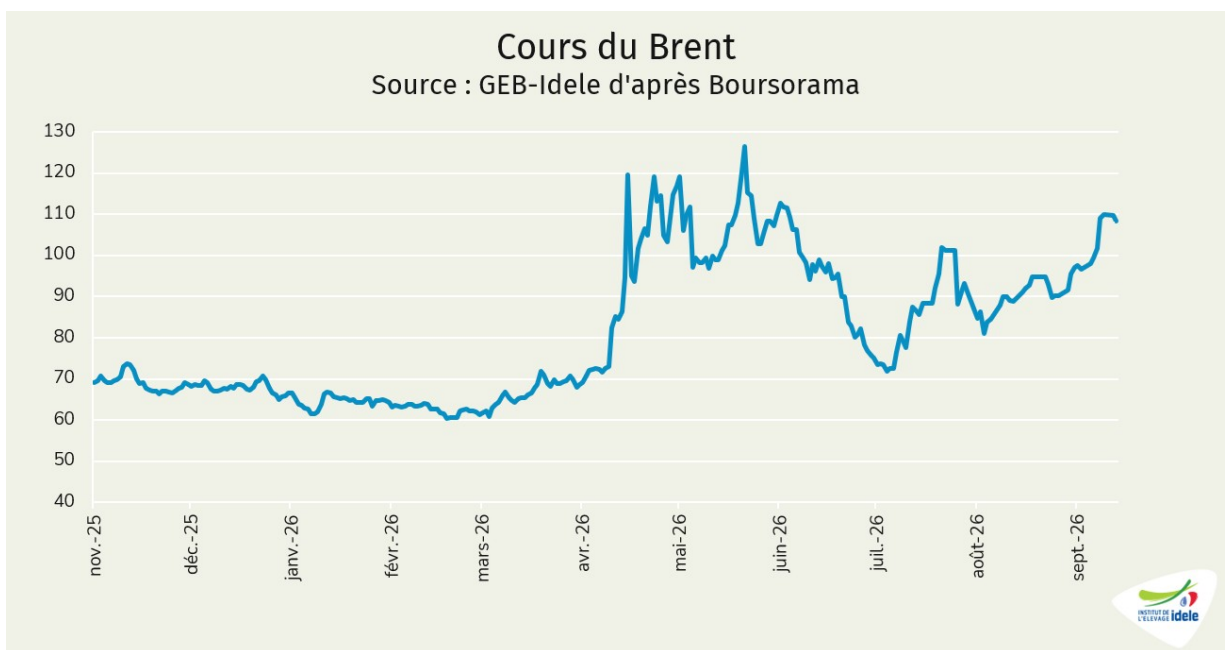
Nouveau bond de l'énergie

Depuis le 28 février, les prix du pétrole font le yoyo au gré des prises de parole de Donald Trump et des cycles de négociations entre les États-Unis et l'Iran. Le détroit d'Ormuz, par lequel transitent en temps normal environ 20% du pétrole et 30% du gaz naturel mondiaux, mais aussi 30 à 40% de l'urée et 20 à 30% de l'ammoniac échangés dans le monde, reste quasiment fermé.

Pour les filières agricoles et agroalimentaires, outre le prix du GNR, le transport et les emballages plastiques font augmenter les coûts de façon significative. Il y a une réelle inquiétude sur une nouvelle période d'inflation et d'incertitude économique et géopolitique. Pour en savoir plus, l'Institut de l'élevage a publié un article sur l'estimation des surcoût liés au conflit au Moyen-Orient. Pour le consulter, cliquez ici.

Le Brent de nouveau au-delà de 100\$ le baril mi-septembre

Les cours du pétrole sont soumis à une très forte volatilité depuis le début du conflit qui oppose les États-Unis et Israël à l'Iran. Après une première phase de forte hausse, ils sont un peu redescendus, sous les 100 \$/Bbl à l'annonce le 8 avril d'un cessez-le feu de 15 jours. Puis de nouveau mi-juin lorsque les belligérants étaient parvenus à un accord, en passant même sous 80 \$/Bbl. La reprise des tirs de part et d'autre a fait remonter les cours qui varient fortement au sein d'une même journée et d'un jour à l'autre en fonction des négociations et des attaques de navires dans le détroit d'Ormuz. **Le pétrole Brent* est ainsi passé de 72 \$ le baril le 27 février à 120 \$/Bbl le 9 mars, soit +64% et il frôlait les 90 \$/Bbl le 20 juillet. Il est autour de 103 \$/bbl le 18 septembre.**

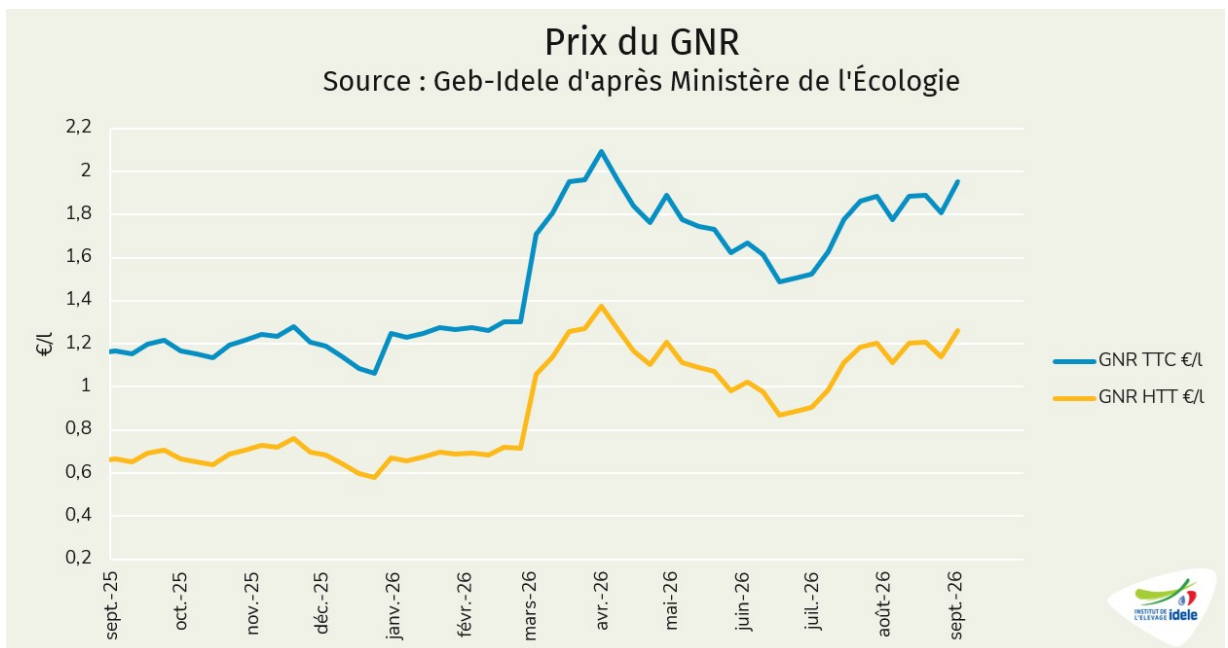


*Le Brent , dit « brut de mer du Nord », est le baril de référence en Europe.

Quant au **gaz naturel**, il est lui aussi fortement impacté. Le prix du gaz naturel liquéfié TTF (gaz néerlandais constituant un prix de référence européen) était à 39,9 €/MWh le 21 avril après un pic à 61,8 €/MWh le 19 mars. Le 20 juillet, il est à près de 60 €/MWh. La reprise des combats entre USA et Iran intervient alors que l'Europe est dans sa période de reconstitution des stocks, renforçant les tensions sur les prix. **Le 18 septembre, il se situe à 77 €/MWh.**

Le GNR reste à de hauts niveaux

Les cours du pétrole ont entraîné dans leur sillage les carburants. **Le gazole non routier (GNR) en France a bondi jusqu'à 2,094 €/l TTC début avril, soit +79 cents par rapport à fin février, avant de redescendre à 1,8398 TTC mi-avril. Début septembre, il était à 1,2611 €/l, soit +54 cents /février.**



La ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, a annoncé plusieurs mesures de soutien aux agriculteurs. En avril, les droits d'accise ont ainsi été exonérés, soit environ 3,86 centimes par litre, et la prise en charge par l'État de 15 centimes par litre de GNR a été prolongée jusqu'à la fin de l'année.

Incertitudes sur les engrais

Côté engrais azotés, dont la matière première est le gaz, les prix se sont envolés depuis fin février. Mais la situation est plus complexe. Ils avaient déjà connu des hausses liées à la mise en œuvre de la taxation des engrais russes depuis juillet 2025 puis du mécanisme d'ajustement du carbone aux frontières (MACF). Selon AgrIdées, ce dernier coûterait de 42 à 62 €/ha pour une exploitation type, soit un surcoût de 6 à 8 €/tonne de blé tendre, lié au MACF. Sa mise en œuvre plusieurs fois reportée est effective depuis le 1er janvier 2026, et a conduit à des achats importants d'anticipation en décembre.

Ainsi, **l'ammonitrate 33,5% départ usine était affiché à 501,25 €/t le 27 février et à 607,75 €/t le 13 avril, soit +106 €/t et +21% en un mois. Le 17 septembre, il était à 541,5 €/t.**